CAHIERS LÉON BLUM

NUMÉROS 11 - 12. 40 F 1982

JEAN JAURÈS

ET

LÉON BLUM

archives-socialistes.fr

ISSN 0152-6251

TABLE DES MATIÈRES

Présentation 1

Jaurès et Blum, par Madeleine REBÉRIOUX 5

Socialisme «normalien» ou socialisme normalisé,
par Daniel LINDENBERG 17

Jaurès, lecteur du nouveau, par Madeleine REBÉRIOUX 21

Léon Blum : analyse et prescience, par Daniel MAYER 27

État, socialisme et pouvoir dans l'œuvre de Léon Blum,
par Léo HAMON 39

Jean Jaurès, conférence donnée le 16 février 1933
au théâtre des Ambassadeurs, par Léon Blum 63

Léon Blum, conférencier, parle de Jaurès, par André GYBAL 81

Jeanne Blum 85

Cécile Grunebaum-Ballin 85

archives.socialistes.fr

PRÉSENTATION

«Jaurès et Blum : une rencontre, une amitié, à certaines heures une collaboration, un héritage, et finalement deux socialistes unis certes par plus d'un trait commun, profondément différents aussi». C'est par ces mots que Madeleine Rebérioux commence la présentation des deux figures auxquelles ce numéro double de nos Cahiers est consacré.

Nous avions espéré qu'il paraîtrait au milieu de l'année 1982. Pourquoi un si grand retard ? Peut-être avons-nous été un peu ambitieux en choisissant ce thème. Quel vaste sujet, en effet, qu'on ne peut prétendre épuiser en une plaquette et par quelques aticles. Aussi bien ne doit-on considérer ce Cahier que comme une première démarche et une réflexion qui méritent d'être ultérieurement reprises. Nous savons bien qu'il présente des lacunes et des faiblesses, non seulement par rapport au sujet, mais même par rapport à nos intentions initiales.

Nous avons demandé à Daniel Lindenberg d'évoquer le «socialisme normalien», ou «universitaire», c'est-à-dire l'engagement de ces élèves de la rue d'Ulm qui, de Jaurès à Léon Blum, en passant par Albert Thomas et le premier Péguy, vinrent à l'idée socialiste sous l'influence du bibliothécaire de l'École Normale Supérieure, Lucien Herr (auquel D. Lindenberg et P.A. Meier ont consacré un livre, *Le socialisme et son destin,* Paris, Calmann-Lévy, 1977).

Après les articles de Madeleine Rebérioux et de Daniel Mayer qui s'attachent, l'une pour Jean Jaurès, l'autre pour Léon Blum, à mettre en évidence leur capacité à saisir le nouveau quand il vient, à le prévoir à long terme, nous avions le projet de poursuivre le parallèle à propos de leur conception de l'État. Mais l'étude très fouillée que Léo Hamon a rédigée pour nous sur Léon Blum et l'État ne trouve pas ici la contrepartie que nous lui souhaitions sur Jaurès.

Il nous a paru bon de compléter ce Cahier par un texte de Léon Blum sur Jean Jaurès qui est aujourd'hui introuvable, n'ayant pas été retenu pour figurer à sa place dans les volumes de l'*Œuvre*. Il s'agit d'une conférence donnée le 16 février 1933 au théâtre des Ambassadeurs (quelques semaines auparavant, le 27 janvier, il avait fait dans le même cadre une conférence sur «Stendhal et la vie politique de son temps», dont nous ne possédons malheureusement pas le texte). Sur les circonstances dans lesquelles cette conférence a été donnée, Léon Blum s'était expliqué dans un bref avertissement, lorsque les éditeurs du parti socialiste l'avaient publiée en brochure en 1934. Nous reproduisons cet avertissement, ainsi qu'un compte rendu publié dans *La Tribune du Centre* au lendemain de la conférence par le critique André Gybal de *Germinal,* témoignage intéressant sur l'art de conférencier de Léon Blum.

D'autre part, ainsi que nous vous en avions informés, les responsables de notre Société ont dû, au cours du dernier trimestre de 1982, participer à la préparation de l'exposition organisée le 18 décembre à l'hôtel Matignon, à l'occasion de la première mise en vente du timbre-poste à l'effigie de Léon Blum.

Cette exposition ne pouvait, pour des raisons évidentes (Matignon abrite les services du Premier Ministre, donc des bureaux), durer que les deux journées d'un week-end. Elle a eu cependant un grand succès, si l'on en juge par le nombre de visiteurs, qui n'étaient pas tous des philatélistes.

Fort heureusement, les services spécialisés du Ministère des P.T.T. ont eu l'obligeance de ne pas disloquer tout le dispositif qu'ils avaient mis en place et de le conserver. Deux cents documents environ, présentés avec leurs légendes explicatives, se trouvent donc disponibles immédiatement. Ils peuvent être utilisés dans des délais très courts. Nous envisageons ainsi, en espérant obtenir le concours de certaines municipalités, de «faire tourner» l'exposition.

Lorsque celle-ci a été inaugurée, une brève cérémonie a été organisée par les soins du Premier Ministre à l'hôtel Matignon. Le Président de la République a été le premier visiteur.

Trois allocutions ont été prononcées.

Robert Verdier, au nom de la Société, remercia ceux qui avaient pris l'initiative de cette exposition. Citant quelques phrases d'une conférence faite à l'École Normale Supérieure en 1947, il montra comment Léon Blum avait décrit avec précision, à partir de l'expérience de 1936, les difficultés que comporterait en toute circonstance l'exercice du pouvoir par les socialistes.

Louis Mexandeau, Ministre des P.T.T., après avoir rendu hommage au talent de Marie-Noëlle Goffin, qui a gravé le timbre, évoqua notamment la carrière de juriste de Léon Blum, «qui avait choisi, dit-il, de faire carrière au Conseil d'État parce que s'y incarne l'idée de service public».

Pierre Mauroy enfin, Premier Ministre, rappela brièvement l'histoire de l'hôtel Matignon pour souligner que celui-ci n'est devenu «référence commune, comme on dit l'Élysée ou le Quai d'Orsay», qu'à partir de 1936 et surtout de la signature des accords portant ce nom. «J'ai voulu évoquer Léon Blum, dit-il, lors du premier Conseil des Ministres réuni en mai 1981, car c'est son œuvre que nous avons entrepris de prolonger et d'approfondir».

La très grande majorité des documents présentés à cette exposition ont été empruntés au Fonds Léon Blum. Ce fonds a été constitué essentiellement par les dons de la famille et de quelques amis de Léon Blum. La Fondation Nationale des Sciences Politiques, qui en assure la gestion, l'a installé 187, boulevard Saint-Germain, Paris (7e). Nous avons tenu à donner cette précision parce qu'il ne fait pas de doute que ce fonds doit pouvoir être encore enrichi. Tous les documents concernant Léon Blum, photographies, journaux, manuscrits, correspondances, peuvent y être déposés. Il serait bien étonnant qu'on ne puisse en recueillir encore un grand nombre. Mieux vaut les confier à un organisme qui les classe méthodiquement et prend toutes mesures nécessaires à leur conservation que de les laisser dans des dossiers voués à l'oubli et sans doute, un jour, à la destruction.

Quelques informations enfin, dans le domaine de l'édition:

Pascal Ory, qui assurait le secrétariat de notre Société avant Liliane Perrein, a écrit une préface à une édition des *Souvenirs sur l'affaire,* dans la collection *Idées* de Gallimard (1981).

Pour être socialiste, la brochure que Léon Blum avait dédiée à son fils en 1949, au moment où il allait consacrer la majeure partie de son temps à l'action publique, est présenté fort agréablement, sous couverture cartonnée, avec des gravures de Fernand Léger, par les Éditions Jannink (8, place du Palais Bourbon, 7e), dans une collection «Les grands textes de l'histoire».

Le *Léon Blum* de Jean Lacouture vient d'être traduit en anglais par George Holock et édité par Holmes et Meier (New York et Londres, 1982). En France même, cette biographie, revue et abrégée, a été rééditée en livre de poche (Seuil, Collection "Points Histoire").

Enfin, les Éditions Albin Michel, à qui nous avions rappelé que 1983 était l'année du bicentenaire de la naissance de Stendhal, viennent de réimprimer *Stendhal et le Beylisme.*

archives socialistes.fr

JAURÈS ET BLUM

Jaurès et Blum : une rencontre, une amitié, à certaines heures une collaboration, un héritage, et finalement deux socialistes unis certes par plus d'un trait commun, profondément différents aussi. Le «parallèle» est un genre classique en littérature : les lycéens en savent quelque chose, qui ont pâli sur Racine et Corneille. Classique en histoire également : Danton et Robespierre, Lénine et Trotsky ... Je voudrais essayer d'éviter cette rhétorique pour rappeler quelques épisodes où la vie et la lutte rapprochèrent les deux hommes ou les éloignèrent avant de caractériser le discours du disciple sur le maître et, finalement, de tenter de les présenter.

Il se sont donc vraiment rencontrés, ces deux personnages que treize années seulement séparent, qui ne sont nés ni l'un ni l'autre dans la classe ouvrière, et auxquels leur âge interdit d'intégrer dans leur expérience la Commune de Paris. Rencontrés, où et quand ? Nulle allusion chez Jaurès, peu porté aux confidences et moins frappé sans doute par sa première entrevue avec le jeune Léon Blum – celui-ci a vingt-cinq ans alors – que Blum le fut par la découverte de Jaurès. En revanche, Blum a évoqué à maintes reprises ces premières heures. Forte mémoire donc, mais défaillante comme il est ô combien légitime : dans sa conférence au théâtre des Ambassadeurs le 16 février 1933, et dans les *Souvenirs sur l'Affaire,* publiés d'abord dans *Marianne* pendant l'été 1935, il n'évoque pas le même lieu que lors de la conférence qu'il prononce rue d'Ulm en 1947 ou à l'occasion des conversations privées dont Jean Lacouture parle dans sa biographie. Mais est-il vraiment important de savoir si cela se passa chez Jaurès, c'est-à-dire rue Madame, dans la bibliothèque de l'École Normale Supérieure, ou dans l'appartement de Lucien Herr, rue du Val de Grâce ? De toute façon, on est au Quartier Latin ou à ses portes. Surtout la date compte davantage que le lieu. Or, elle reste finalement imprécise. Blum nous dit à quel moment Lucien Herr l'a convaincu de l'innocence de Dreyfus (septembre 1897) et il affirme avoir vu Jaurès «dès les premiers conciliabules» autour de Herr. Mais qu'est-ce à dire ? En novembre, après la lettre de Gabriel Monod au *Temps ?* En décembre, après les premiers articles donnés par Zola au *Figaro ?* Nous l'ignorons. Or, pendant la préhistoire de l'Affaire, chaque semaine compte, voire chaque jour. N'importe : une rencontre relativement tardive, dans la vie de Jaurès et, dans la chronologie de l'Affaire, relativement précoce, puisqu'elle précède «J'accuse».

On aimerait évidemment savoir dans quelle mesure Herr, ou Blum convaincu par Herr, ont à leur tour convaincu Jaurès d'intervenir dans l'Affaire de tout son poids de militantisme. Il faut reconnaître ici l'erreur (pieuse) commise par Blum dans ses *Souvenirs*. Non Jaurès n'a pas été «dreyfusard du plus ancien contingent». Il ne s'est engagé d'abord qu'à travers la défense de Zola (1) et, donnant sa signification socialiste et politique à l'Affaire, il y a d'abord vu la possibilité de déchirer «le voile du sanctuaire» constitué par l'Armée, et donc de transformer en profondeur «l'Arche sainte» (2). N'oublions pas que pour les socialistes, la société capitaliste tout entière constitue un scandale permanent : à supposer qu'il y ait un scandale Dreyfus, en quoi est-il pire que Fourmies ? ou que la réponse des pouvoirs publics à la grève des verriers de Carmaux ? ou enfin que Panama, qui a mis à nu «le rapport fondamental aux yeux des socialistes, entre le monde des affaires et celui de la politique»(3). Or, les premiers hommes politiques dreyfusards sont, c'est un fait, d'anciens panamistes ou des politiciens qui en sont proches (4) : n'essaient-ils pas, en quelque sorte, de se réhabiliter ? Les socialistes ne veulent pas risquer d'intervenir dans ce qui leur apparaît au début comme un règlement de comptes entre anciens panamistes et «progressistes» à la Méline. Ainsi s'explique sans doute la date relativement tardive de l'engagement de Jaurès, totalement étrangère en revanche, à toute considération électorale. Blum y a-t-il été pour quelque chose ? Nous n'en avons aucun signe. Lorsque Jaurès fait état à ces jeunes hommes, «cette élite de pensée et de courage» (5), qui, en janvier 1898, le somment d'intervenir publiquement, c'est au groupe des jeunes normaliens en exercice qu'il songe, en particulier à Péguy.

Rétablir sur ce point les faits connus, sinon «la vérité» que tant d'impondérables rendent difficile à cerner, ce n'est pas limiter la confiance réciproque qui s'établit pendant l'Affaire entre Jaurès et Blum. Rien ne permet de mettre en doute les rencontres amicales dans l'appartement que Blum occupe rue du Luxembourg (6), et l'on peut imaginer l'intérêt des conseils du jeune juriste. Jaurès a évidemment des responsabilités qui dépassent de beaucoup celles du groupe d'intellectuels dreyfusards, proche du socialisme, avec lesquels il aime discuter. Il n'engage directement sa responsabilité dans aucune de leurs grandes entreprises du moment : la librairie Charles Bellais, fondée en mai 1898, l'Université populaire socialiste de la rue Mouffetard, inaugurée en décembre 1899 par une conférence de Léon Blum, le Groupe de l'Unité Socialiste, fondé quelques semaines avant le Congrès de la salle Japy (7). Il n'intervient pas davantage dans la rupture qui, en novembre-décembre 1899, se produit entre les normaliens, dont Blum, et Charles Péguy lorsque la Société Nouvelle de Librairie et d'Édition succède à la librairie Bellais (8). Il s'agit en somme de niveaux d'intervention bien différents, même si la stratégie est, probablement, non pas définie en commun, mais associée à des échanges de vues marqués d'une profonde confiance. A en croire Blum lui-même, en tout cas, c'est Jaurès

qui, le 7 juillet 1898 au soir, rend courage à ses amis, abattus par les pseudo-révélations du ministre de la Guerre Cavaignac : ce ne sont, leur dit-il, que faux et forgeries de faux. Pour le démontrer, il allait rédiger *Les Preuves* (9).

Les amitiés dreyfusardes, on le sait, se sont parfois promptement défaites : que l'on songe à Péguy ou à Sorel. Mais elles ont aussi nourri non seulement des fidélités mais des options communes d'une grande importance et d'une assez longue durée. Ainsi, Blum approuve, comme Jaurès, l'entrée de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau, et il donne du Congrès socialiste de Japy, auquel il a participé, un compte rendu de tonalité très jaurésienne. Les articles qu'il consacre aux «monopoles» dans *La Petite République* en décembre 1902-janvier 1903 (10), se situent explicitement dans le prolongement des réflexions que Jaurès conduit à cette date. Il adhère au Parti Socialiste Français, et y défend, en mars 1905, au congrès de Rouen, l'option unitaire à laquelle Jaurès s'est totalement rallié après Amsterdam.

Il joue enfin un rôle important dans «la première Humanité», *L'Humanité* dreyfusarde d'avril 1904. Un triple rôle, semble-t-il (11) : collecteur de fonds pour le lancement du journal (12), il est aussi commissaire aux comptes avec le docteur Lévi-Brahm pour le premier exercice ; surtout, il assume la responsabilité de la rubrique «La vie littéraire» pour la rédaction de laquelle il alterne avec Jean Ajalbert, Gustave Geffroy et Eugène Fournière. Une rubrique fort originale dans la production critique de Blum, dont j'ai tenté naguère d'analyser les traits essentiels (13). Faut-il penser que, véritable alter ego de Jaurès, Blum fut en outre le dispensateur des rubriques aux solliciteurs fort nombreux ? Tout l'atteste. On l'a dit – on, c'est-à-dire Georges Suarez – mais je n'en ai pas le sentiment : c'est à Briand qu'est revenu, semble-t-il, le rôle principal, en tous cas la responsabilité du journal quand Jaurès s'écartait de Paris. Mais Blum fut assurément consulté fort souvent : ses amitiés dans le monde de la littérature, des arts et de la critique en faisaient un précieux collaborateur. De cette manière de complicité témoigne jusqu'au titre du volume où, en 1906, il regroupera un certain nombres d'articles critiques rédigés entre 1902 et 1905 : *En lisant* renvoie, pour qui connaît Jaurès, à la signature de la rubrique que celui-ci donna à *La Dépêche de Toulouse* de 1893 à 1898 : *Le Liseur.*

En 1905 cependant s'achèvent les temps du dreyfusisme : Péguy et Sorel, ces deux esprits aigus, l'ont bien vu. Non que l'Affaire soit juridiquement close : la réhabilitation, on le sait, ne viendra qu'en 1906. Ni que humainement ou, si l'on préfère, philosophiquement, elle aît cessé de déployer toutes ses conséquences : on les perçoit encore aujourd'hui. Mais la France, l'Europe, le monde, entrent dans une ère nouvelle : les temps de l'impérialisme ont commencé. Jaurès le comprend, même s'il n'entreprend pas l'analyse théorique du phénomène. Et cette conscience aiguise ses choix, en direction de la CGT comme du Parti, à propos des grèves comme au sujet de la lutte contre la guerre. Or, ses amis normaliens ne le suivent pas vraiment sur ce chemin (14). Non qu'ils abandonnent le parti

unifié : Blum reste membre de sa section. Ni, bien sûr, que l'amitié vouée à Jaurès se défasse : au colloque sur «Léon Blum et la culture», Robert Blum a confirmé la présence fréquente du grand leader chez ses parents, et d'abord à leur table, un lieu de travail, un lieu de rencontre aussi, plus familier même que le salon de la marquise Arconati-Visconti (15). C'est Blum d'ailleurs qui accompagnera Jaurès sur le quai de la gare du Nord, le 28 juillet 1914, lorsqu'il prendra le train pour l'ultime réunion du BSI à Bruxelles. Mais l'engagement politique s'est éteint, pendant l'été de 1905, brusquement.

Pourquoi ? L'interprétation que j'ai proposée lors du colloque de 1975 a été discutée par Daniel Lindenberg et Pierre André Meyer dans leur livre *Lucien Herr, le socialisme et son destin* (16). J'invoquais des divergences entre des militants situés à ce qu'on appelait la droite du nouveau Parti – Blum, Herr, Simiand – et non pas l'unité à laquelle ils avaient souvent activement collaboré, mais les choix nouveaux dans lesquels Jaurès s'engage dès l'été 1905, lors de la première grande crise marocaine. Ma thèse était sans doute présentée sous une forme trop ramassée et trop globale, mais les analyses de ces chercheurs sur «le socialisme normalien» (17) ne me convainquent pas, s'agissant de Léon Blum surtout. Celui-ci ne participe pas en effet au Groupe d'études socialistes dont Robert Hertz, normalien bien sûr, et bien sûr socialiste, prend l'initiative en 1907 et qui compte une cinquantaine de membres à la veille de la guerre : ce groupe, ce cénacle, entend élaborer des orientations propres et se donne quelques moyens pour les diffuser dans le Parti. Blum, au contraire, après avoir quitté ses responsabilités dans *L'Humanité* en juillet 1905, choisit le retrait total, le refus de tout militantisme de plume, de parole ou d'action. Il s'investit dans sa vie familiale, son travail au Conseil d'État et ses activités de critique littéraire. Une vie certes bien remplie mais où s'ouvre, jusqu'à la guerre, une vaste plage de silence politique. Et ce à l'heure même où Jaurès entend le bruit et la fureur du XXème siècle s'élever au-dessus des flonflons de la Belle Époque. Hervéiste, Jaurès ? dit-on sur sa droite. Certainement pas, et Blum le sait bien. Mais à l'écoute – difficile – des mouvements qui parcourent la classe ouvrière dès lors que s'ouvrent, par l'unité socialiste, l'espoir de l'unité de la classe et, par l'intervention de la classe, un espoir de faire reculer le grand massacre. Des tables de concordance ne définissent certes pas des causes. Mais, connaissant par Blum lui-même l'amour – il a employé le mot – qu'il vouait à Jaurès, comment imaginer que, si l'accord politique eût été complet entre eux, il ne fût pas resté à ses côtés dans les dures campagnes que Jaurès eut alors à affronter ? Répulsion devant le monde des congrès et des meetings ? Peut-être, Mais il y avait *L'Humanité* (18). Décidément, on ne peut économiser l'hypothèse sinon de divergences clairement perçues, tout au moins de fortes nuances que, par affection, par vénération, Léon Blum aurait, à la différence des autres socialistes normaliens, refusé de formaliser.

Une difficulté toutefois, considérable : Blum a souvent fait état, par la suite, de «l'intimité de pensée» (19) dans laquelle il a vécu avec Jaurès pendant ces quinze années. Il n'est pas question de mettre en doute sa certitude. Mais recouvre-t-elle la totalité du réel ? Le passé n'est-il pas transmué par le rayonnement du souvenir ? La vision psychologique, ou si l'on préfère, morale, que Blum s'est forgée de Jaurès et de son rapport à Jaurès ne doit-elle pas elle-même être examinée historiquement ? Voyez la guerre : qu'aurait fait Jaurès ? Comment aurait-il évolué ? Nul ne peut l'affirmer. Mais pour Blum, pas d'hésitation. Jaurès est à ses côtés quand il devient chef de cabinet de Marcel Sembat ; il y est encore quand, le 31 juillet 1917, Blum exalte l'Union Sacrée, si atteinte déjà dans l'esprit des travailleurs et des socialistes, comme «l'élimination volontaire de tout ce qui divise» (20). Jaurès est toujours là en 1919 lorsque, chargé d'élaborer le programme socialiste, Blum définit le génie de son maître comme celui, symphonique, du compromis, et il sera convoqué et invoqué plus que jamais lors du congrès de Tours. Ainsi se forge une image de Jaurès et du socialisme jaurésien modelée sur les souvenirs du congrès de Toulouse (octobre 1908) plus que sur ceux de Lyon (février 1912) et de Paris (juillet 1914), sur le chapitre X de *L'Armée Nouvelle* plus que sur la découverte du pluralisme culturel, sur la continuité plus que sur l'approche du nouveau. Une autre mémoire serait-elle mieux fondée ? Là n'est pas la question. Celle-ci sera nécessaire à Léon Blum pour qu'il puisse essayer de tenir la place qui fut celle de Jaurès. Moins bien certes puisque, avec une extrême modestie, il ne se pense que comme le disciple. Mais aussi bien que faire se peut : l'histoire doit continuer.

Il y a dans ce discours des origines quelques chose de profondément émouvant en même temps que, souvent, de déroutant pour l'historien. On est saisi en tout cas par le système de pensée et de sentiment qui s'y applique et par la continuité avec laquelle il s'y applique : du grand discours de juillet 1917 à la conférence des Ambassadeurs de 1933 et à celle de la rue d'Ulm en 1947, le même texte se développe en un vocabulaire souvent quasi religieux. C'est comme si Léon Blum se nourrissait de Jaurès, d'un pan de Jaurès en tout cas, alors qu'un autre rentre tout doucement dans le royaume des ombres.

La démarche de Blum ne saurait pourtant s'expliquer à la seule lumière des choix associés à la Grande Guerre et aux ruptures qui l'ont suivie. Il faut pour la comprendre, remonter plus loin dans le temps. Entre Jaurès et lui, que de différences en effet ! L'origine, familiale d'abord, et régionale, qui les a tous deux si fortement marqués : les biographes de Jaurès soulignent l'attachement qu'il vouait à sa mère, et Léon Blum rendait visite quotidiennement, dit-on, à ses parents. Mais les deux milieux ne se ressemblent guère. Certes, les Jaurès ne sont pas aussi «peuple» qu'on l'a dit : deux amiraux du côté du père, une bonne bourgeoisie drapante du côté de

la mère. Et les Blum n'ont pas de château en Pologne ... Pourtant, les parents de Jaurès ont dû, après ce qu'on appelle des revers de fortune, prendre une petite ferme près de Castres, et Jean a de la terre provinciale dans ses souliers : son univers, c'est d'abord celui des champs et des cieux languedociens. Léon Blum a grandi pour sa part dans une famille de moyenne bourgeoisie commerçante, fortement urbanisée : l'horizon de son enfance, c'est le cœur du vieux Paris. Il a fréquenté les meilleurs lycées et s'est, si j'ose dire, payé le luxe d'échouer deux fois à la licence ès lettres, et de quitter, pour cette raison, la rue d'Ulm sans y accomplir les trois années coutumières. Comportement impensable pour Jaurès dont la mère avait eu pour ambition première qu'il entrât dans les Postes ... L'École, il n'a pu la préparer que grâce à une bourse dont la conquête même était aléatoire.

Leurs cultures, du coup, ne sont pas les mêmes. Le lyrisme ruralisant de Jaurès, Blum y est étranger. Les auteurs que Blum admire – Stendhal d'abord, bien sûr –, Jaurès n'y est pas particulièrement sensible. Les images helléniques, à partir desquelles si souvent s'organise l'éloquence jaurésienne, Blum ne les manie guère, alors que Jaurès acquiert tardivement et partiellement – grâce à l'Affaire justement – la formation juridique qui, chez Blum, a remplacé celle de l'École. Les poèmes auxquels Blum s'essaye dans les jeunes revues des années 1890 – on cite toujours *La Conque*, mais il y en eut d'autres – Jaurès y semble plus qu'inapte et les premiers amis du jeune Conseiller d'État – Gide, Valéry, Pierre Louÿs – Jaurès les a-t-il jamais rencontrés ? Seul, Barrès les a aimés tous deux à sa manière, au-delà des plus profonds désaccords politiques. Faut-il ajouter que la métaphysique jaurésienne conduit à une réflexion de longue durée sur la signification de l'univers, sur son rapport à l'homme, qui ne semble pas avoir particulièrement préoccupé Léon Blum ?

Davantage encore, ils ne sont pas venus au socialisme par le même chemin. Évoquer le rôle de Lucien Herr dans leur double évolution ne suffit pas en effet : nous ne disposons sur ce thème d'aucun témoignage direct de Jaurès, alors que Blum a souvent évoqué ses retrouvailles, en 1893, avec le bibliothécaire de la rue d'Ulm, son aîné, ne l'oublions pas, alors qu'il était le cadet de Jaurès. Surtout là n'est pas, me semble-t-il, l'essentiel. Certes, tous les deux ont un sens profond de la justice. Mais celui de l'injustice de la société capitaliste, ils ne l'ont, à l'évidence, pas acquis de la même manière, et je ne suis pas sûre qu'ils lui donnent tout à fait la même signification. Jaurès a rencontré très tôt la classe ouvrière : dès sont premier apprentissage politique (1885-1889), alors qu'il siège encore aux côtés de Ferry, il fréquente les syndicalistes du Tarn, est en relation avec les ouvriers de la laine de Mazamet, et surtout avec les mineurs de Carmaux et de France : n'assiste-t-il pas en 1886 au premier congrès de la Fédération Nationale des Mineurs ? Surtout cette connaissance n'est pas simple connaissance. Elle se mue très vite en actif militantisme : comme je l'ai montré à plusieurs reprises (21), Jaurès devient un authentique leader de grève, pourchassé par

l'armée ou les milices patronales dans les rues de Carmaux en 1895, sur les chemins de sa circonscription pendant les années suivantes, appelé en renfort à maintes reprises par les grévistes de Montceau-les-Mines ou de Saint-Étienne. Blum n'a jamais partagé cette rude expérience. En somme, l'affaire Dreyfus, chronologiquement première dans le militantisme de Blum, est seconde dans celui de Jaurès. La mine restera, jusqu'à sa mort, l'horizon de prédilection du leader assassiné.

C'est peut-être une des raisons pour lesquelles le collectivisme de l'un ne revêt pas tout à fait les mêmes couleurs que celui de l'autre. Tous deux sont passionnément attachés à cet élément essentiel de la vulgate. Mais il y a chez Jaurès une certitude à la fois intime et philosophique de ce que signifie en capitalisme la division de la société en classes et de ce que signifiera le socialisme pour l'humanité réconciliée et pour chaque être humain réunifié : voilà qui rend compte, au-delà des angoisses, de son irrépressible optimisme. La pensée de Blum se déploie sur un autre plan et les événements du XXème siècle qu'il a longuement vécus n'avaient nulle raison, vraiment, de faire naître ce qui n'était pas intégré, dès le départ, à son système de pensée.

Système de pensée ou vision du monde ? Il serait trop long d'entrer dans ce qui les distingue. Trop long, et imprudent de ma part par insuffisante connaissance de Léon Blum. Il me semble seulement – et là encore la différence des champs chronologiques rend largement compte d'autres différences – qu'ils n'ont pas reconnu au monde les mêmes dimensions. L'Internationale socialiste de l'entre-deux-guerres, fortement repliée sur l'Europe, ce n'est certes pas la même que celle où, à la veille de la guerre, grandissait l'influence française et dont l'audience commençait à s'étendre aux peuples opprimés. La rupture entre la IIème et la IIIème Internationales a précédé celle des partis français qui se réclamaient de la classe ouvrière. Par son ampleur, la vision jaurésienne du monde correspond, et au-delà, à ce moment fugitif et chargé d'espérance du début du siècle.

Et pourtant ... l'amitié de Jaurès pour Blum, la vénération de Blum pour Jaurès ne reposent pas uniquement sur leurs différences. Entre eux, les affinités ne manquent pas. Non seulement tous deux sont sincèrement et profondément socialistes, non seulement ils ont tous les deux consacré une longue part de leur vie au militantisme, sans souci de leur santé ou de leur sécurité, mais aussi ces deux dirigeants sont de grands intellectuels. Leur militantisme témoigne donc pour le rôle que, depuis la fin du XIXe siècle , les intellectuels – et en France, plus précisément, les normaliens – ont joué dans le mouvement socialiste organisé. Ce phénomène a été longuement débattu dans le mouvement ouvrier, plus particulièrement dans sa mouvance marxiste. Il va de soi que je ne puis ici rouvrir ce dossier, mais on doit se rappeler que Jaurès et Blum en sont parties prenantes.

Le monde du travail en tout cas leur donna sa confiance. Je n'insisterai pas sur les résultats électoraux : à Carmaux, la circonscription de Jaurès est

essentiellement ouvrière, à un moindre degré paysanne (22), davantage assurément que celles où Blum fut élu, d'abord à Paris puis dans l'Aude (23). Ce qui les rapproche davantage, c'est l'atmosphère chaleureuse des meetings ouvriers. Comme la grande voix de Jaurès, celle, plus faible de Blum, sur un ton souvent de confidence, «passe» dans les réunions publiques comme dans les manifestations de rue : grande fut ma surprise lorsque je m'en aperçus.

Leurs ennemis communs percevaient bien l'attraction qu'ils exerçaient sur les forces populaires. Peu d'hommes politiques en France ont été aussi ardemment détestés : quelques textes épars dans ce numéro l'attestent. Le «juif Blum», traître par essence puisque juif, et Jaurès, cet «agent de l'Allemagne», dont la «trahison» est expliquée par sa soumission supposée aux socialistes allemands, ont suscité tous deux une haine exceptionnelle. Elle peut contribuer à les rapprocher dans la mémoire du peuple de gauche.

Madeleine REBÉRIOUX

Archives-socialistes.fr

NOTES :

(1) En février 1898 encore, l'innocence de Dreyfus fait problème à ses yeux, mais non l'illégalité commise par le Conseil de Guerre en décembre 1894.

(2) C'est l'analyse qu'il exprime dans *La Dépêche* le 16 février 1898.

(3) Je cite ici un passage d'un des mes textes : «Zola, Jaurès et France : trois intellectuels devant l'Affaire», in *Zola et la République,* N° 54 des *Cahiers naturalistes,* 1980.

(4) Je l'ai montré dans le texte cité dans la note précédente. Ainsi, Emmanuel Arène (le «Vidi» du *Figaro*), Yves Guyet, Joseph Reinach, Clemenceau. Ce n'est pas le cas, en revanche, de Scheurer-Kestner, mais ce sénateur honnête homme est inconnu dans les milieux socialistes.

(5) *La Lanterne,* 16 janvier 1898.

(6) En particulier celle du 7 juillet 1898.

(7) Sur cet ensemble de questions, cf. la thèse de Géraldi Leroy, *Les idées politiques et sociales de Charles Péguy,* Service de reproduction des thèses de Lille III, 1980, tome 1.

(8) Blum apporte à la Société nouvelle 20.000 francs, autant que Lucien Herr (lettre de Herr à Simiand, 5 juillet 1899).

(9) *Les Preuves* ont été récemment rééditées aux Éditions du Signe.

(10) Ils sont reproduits dans l'*Œuvre de Léon Blum*, 1891-1905.

(11) Cf. sur ce point mon article consacré à «la naissance de l'humanité», *Bulletin de la Société d'Études Jaurésiennes*, oct-déc. 1975.

(12) C'est ce qu'indique Jean Lacouture.

(13) Cf. «Léon Blum et la production culturelle (1904-1914)», *Nouvelle revue socialiste*, 1975, N° 10-11.

(14) Je ne parle évidemment pas de ceux qui s'éloignent définitivement : Briand, Viviani, de nombreux socialistes marseillais, lyonnais, stéphanois, un peu mieux connus aujourd'hui grâce aux travaux d'Yves Lequin et d'Antoine Olivesi.

(15) Sur les relations de la marquise et de Jaurès, cf. deux articles de Gérard Baal, «Jaurès et la marquise Arconati-Visconti», *Bulletin de la Société d'Études Jaurésiennes*, avril-juin 1979, et «Salon dreyfusard, des lendemains de l'Affaire à la Grande Guerre : la marquise Arconati-Visconti et ses amis», *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, juillet-septembre 1981.

(16) Publié en 1977 chez Calmann-Lévy.

(17) Cf. sur ce beau thème la maîtrise très neuve de Christophe Prochasson, *Le socialisme normalien, 1907-1914*, Paris I, 1981. L'auteur a utilisé une partie des archives du Groupe d'Études Socialistes et la totalité de ses publications.

(18) Une lettre de Blum à Herr, datée du 29 juillet 1905, apporte une information intéressante : Jaurès, devant les difficultés financières de *L'Humanité*, est décidé, après avoir liquidé les dettes, à offrir le journal au Parti unifié. Blum l'en dissuade, comme Briand et Viviani qui, eux, vont quitter le Parti : Jaurès doit garder le journal, qu'il faut renflouer ; et Blum qui quitte le journal, exhorte Herr à rester.

(19) Entre autres textes, cf. le discours prononcé le 30 juin 1929 au gymnase Jean Jaurès à Paris et recueilli dans *L'Œuvre de Léon Blum*, 1914-1934 (Œ IV).

(20) Ce texte s'intitule «Idée d'une biographie de Jaurès» (cf. *Œuvre*, 1914-1928).

(21) En particulier dans les textes de Jaurès sur *La classe ouvrière* que j'ai présentés chez Maspéro en 1976, et dans une de mes communications au colloque «Jaurès et la classe ouvrière», dont les *Actes* ont été publiés en 1981 aux Éditions Ouvrières.

(22) Voir l'étude de Rolande Trempé, «Jaurès député de Carmaux», dans *Jean Jaurès* présenté par Vincent Auriol, PUF, 1962.

(23) Dans sa biographie de Blum, Lacouture a donné un joli titre au chapitre où il évoque cette élection : «Un parisien dans les vignes».

Jaurès "Agent de l'Allemagne", quelques citations

Charles Péguy, *L'Argent, suite,* avril 1913 (Pléiade, *Œuvres en prose,* tome 2), page 1238 :
"Je suis un bon républicain. Je suis un vieux révolutionnaire. En temps de guerre, il n'y a plus qu'une politique, et c'est la politique de la Convention Nationale. Mais il ne faut pas se dissimuler que la politique de la Convention Nationale, c'est Jaurès dans une charrette et un roulement de tambour pour couvrir cette grande voix".

Page 1246 : "Jaurès est un agent du parti allemand. Il travaille pour la plus grande Allemagne".

Urbain Gohier, *Le Matin,* 16 juillet 1914 :
"S'il y a un chef en France, et qui soit un homme, Monsieur Jaurès sera collé au mur en même temps que les affiches de mobilisation".

Maurice de Waleffe, *Paris-Midi,* 17 juillet 1914 :
"Le général qui commanderait à un peloton d'administrer au citoyen Jaurès le plomb qui lui manque dans la cervelle ne ferait que son devoir. Et je l'y aiderais".

Charles Maurras, *Action Française,* 23 juillet 1914 :
"Nous ne voudrions déterminer personne à l'assassinat politique, mais que Monsieur Jaurès soit pris de tremblement".

Contre Léon Blum, l'appel au meurtre

La violence verbale de la droite et de l'extrême-droite se déchaîna autant contre Léon Blum que contre Jaurès. Il s'en est fallu de peu qu'elle ait des conséquences aussi tragiques et que les appels au meurtre fussent entendus. Le 13 février 1936, Léon Blum fut grièvement blessé à la suite d'une agression des camelots du roi.

Voici, pris parmi beaucoup d'autres, quelques exemples :

Charles Maurras :

"Ce Juif allemand naturalisé ou fils de naturalisé, qui disait aux Français, en pleine Chambre, qu'il les haïssait, n'est pas à traiter comme une personne naturelle. C'est un monstre de la République démocratique. Et c'est un hircocerf de la dialectique heimatlos. Détritus humain à traiter comme tel ...". *(Action Française, 9 avril 1935).*

C'est le même Maurras qui, quelques mois plus tard, invitait à recourir au couteau de cuisine, à défaut de pistolet automatique.

Son journal écrivait au lendemain de l'attentat :

"Léon Blum ... reste et restera pour nous l'ennemi public N° 1, dont la France sera, qu'il le veuille ou non, débarrassée comme on le fait d'un tas d'immondices ou d'un paquet de pourriture".

Et *L'Action Française* n'était pas isolée : *Gringoire, Je suis partout, Candide* avec Henri Béraud, Robert Brasillach, Xavier Vallat, étaient constamment au même niveau.

Les publications du temps de la collaboration et du procès de Riom eurent du mal à être plus ordurières. Elles y parviendront pourtant parfois.

archives-socialistes.fr

SOCIALISME «NORMALIEN» OU SOCIALISME NORMALISÉ ?

Il est aujourd'hui de bon ton, semble-t-il, de brocarder le «socialisme normalien» de la Belle Époque. Fruit des spéculations de doctrinaires en chambre (ou plutôt en thurne ?), il serait congénitalement étranger au «vrai» socialisme, celui des ouvriers, ou plutôt, des organisations-qu'ils-se-sont-données... Le déni de leur propre position de classe, déni que ces intellectuels manifesteraient avec éclat par leur mépris du marxisme, les conduirait à l'impasse de tous les «socialismes de la chaire», contrairement à ce que leur mégalomanie scientiste avait pu espérer. On trouve une bonne synthèse de ces préjugés, revêtus du badigeon de sérieux universitaire de rigueur, dans un article de M. Christophe Prochasson, publié dans le N° 84 (janvier-mars 1982) du *Bulletin de la Société d'Études Jaurésiennes.* On y trouve ce qu'il est difficile, même sans malveillance systématique, de ne pas appeler des «perles» ; celle-ci, par exemple, de la plus belle eau : «Cette affirmation sociologique se faisait surtout contre le marxisme, ou ce que les normaliens en connaissaient, c'est-à-dire le plus souvent, pas grand chose. Leurs références se limitaient à quelques textes, parmi lesquels *Le Capital* figurait fort rarement». Difficile à prendre au sérieux quand on connaît l'effort d'un Andler pour faire connaître à la rue d'Ulm, mais aussi à l'École libre des sciences sociales, dans les colonnes de la *Revue Blanche,* le livre III du *Capital,* sitôt sa parution en Allemagne, c'est-à-dire donc dès 1895. Et ce n'est là qu'un exemple, qui serait à compléter par la lecture des *Notes-Critiques Sciences-Sociales,* où les pauvres normaliens, bien que ne connaissant «pas grand chose» au marxisme, se montrent néanmoins aptes à disséquer avec minutie la moindre production se réclamant du marxisme historique. Parmi eux, on le sait, un certain Léon Blum.

A lui seul, – mais on pourrait tout aussi bien revenir sur le cas de Marcel Mauss, qui, bien que «socialo-sociologue» par excellence, ne hanta jamais la rue d'Ulm – le «cas Blum» fait apparaître dès qu'on s'y intéresse de près la fragilité du concept de «socialisme normalien». Que l'influence de Lucien Herr et de Charles Andler se soit exercée sur tous ces jeunes gens à partir des solides positions stratégiques qu'ils détenaient, l'un à l'École même, l'autre dans le milieu essentiellement normalien des agrégatifs d'allemand, c'est un fait incontestable. Mais il faut aussitôt ajouter que leur influence se trouvait maximisée par leur appartenance à des réseaux politiques et culturels, où le normalien moyen ne se rencontrait guère : élite ou-

vrière du P.O.S.R. (Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire) d'Allemagne, anarcho-symbolistes des *Entretiens politiques et littéraires,* émigrés révolutionnaires de toutes nationalités. Léon Blum, qui n'a fait qu'un bref passage à l'École Normale Supérieure (1890-1891), est devenu, lorsqu'il retrouve Lucien Herr en plein cœur de l'Affaire, un fleuron de cette avant-garde à la fois littéraire et vaguement libertaire, dont la *Revue Blanche* des frères Natanson. Il est bien loin de Botroux et de Monod, et fort près de Barrès et d'Anatole France, d'Oscar Wilde et de Disraëli, auquel le lie sans doute une forte identification imaginaire. Et lorsque ce dandy accompli, qui a quitté l'Université sans retour pour le Conseil d'État, beaucoup plus ouvert sur le monde, dans tous les sens du mot, retrouve les chemins de l'action politique, son «militantisme», pour parler comme M. Prochasson, ne correspond en aucune façon à une «adaptation ... de (sa) capacité professionnelle à l'action du parti socialiste». D'autres juristes, entraînés par le combat pour la Vérité et la Justice, par la demande authentique qui sourd des Universités populaires, mettront, il est vrai, leur capacité professionnelle de juristes au service, sinon du «parti», du moins du Quatrième État. Un Maxime Leroy, par exemple, qui écrit pour la «Bibliothèque Socialiste» de Herr, Blum et alii, *Le Code civil et le droit nouveau.* L'esthète Léon Blum, passionné de sport et de théâtre, se tourne, lui, vers la critique des idéologies socialistes avec toutes les ressources de son esprit «stendhalien» impitoyablement analytique. Il lui arrive certes de mettre sa compétence au service de la Cause, mais les papiers signés «Un juriste» dans la *Revue Blanche* sont bien le moins qu'il pouvait faire pour contribuer à pourfendre les ennemis du Droit ...

En fait, ce sont bien des ennemis du Droit qu'il va combattre, mais sur d'autres plans et avec d'autres moyens. On a assez souvent souligné, à des fins de dénigrement, les composantes que la pensée de Léon Blum devaient à ses origines juives (*Dilettantisme ou messianisme révolutionnaire,* se demandait Hubert Bourgin en 1938) pour qu'il vaille la peine d'essayer aujourd'hui de reposer la question dans un esprit plus sympathique. Dans les années 1897-1904, Léon Blum, sans abandonner les délices et poisons de l'esthétique, se tourne vers une réflexion éthique, ce qui ne veut pas dire évidemment une réflexion désincarnée. C'est le même homme qui écrit *Les congrès ouvriers et socialistes français* et les *Nouvelles conversations de Goethe avec Eckermann,* la même année 1901. En effet, l'éthique du judaïsme essentiel (pas le judaïsme consistorial dont tous ces libres-penseurs n'ont pas eu, en général, à connaître) anime suffisamment un Durkheim comme un Blum, un Lévy-Bruhl comme un Bernard Lazare pour qu'il leur soit naturel de ne pas disjoindre morale théorique, science des mœurs, et «action morale», comme on dit autour des spinozistes Desjardins et Lagneau. Un des plus nobles parmi ces juifs républicains, tentés par le socialisme (ils y verseraient de meilleur cœur s'ils n'y voyaient pas ressurgir, menaçants, de nouveaux visages de l'idolâtrie) écrit ceci, que ne désavoue-

rait pas le jeune Blum : «La tâche impérieuse, obligatoire ... l'œuvre, le ci de tout homme probe et intelligent, capable d'envisager la question sociale d'un point de vue objectif ... est de s'intéresser aux efforts obscurs des militants épars» (Frédéric Rauh, *Études Morales,* p. 141).

Précisément, les *Nouvelles Conversations de Gœthe avec Eckermann,* dialogue «platonicien» dont Madame Jeanne Lucien-Herr avait coutume de dire qu'elles transposaient les entretiens de Blum-Eckermann avec Herr-Gœthe, traitent de l'«essence du judaïsme». Mais que peut bien être cette foi qui n'est pas religieuse ? demande «Soret» (*Œuvre I,* p. 167). Et «Gœthe» répond : «Elle est toute rationnelle. Elle tient en un mot : *la Justice.* Le Juif a la religion de la Justice, comme les Positivistes ont eu la religion du Fait, ou Renan la religion de la Science. L'idée seule de la Justice inévitable a soutenu et rassemblé les Juifs dans leurs longues tribulations. Leur Messie n'est pas autre chose que leur conception de la Justice éternelle, qui sans doute peut délaisser le monde pendant des siècles, mais qui ne peut pas manquer d'y régner un jour [...]. Si le Christ a prêché la charité, Jéhovah voulait la justice. La Bible dit un juste, quand l'Évangile dit un Saint» (cité d'après Marc Vichniac, *Léon Blum,* 1937, pp. 83-84). Xavier Vallat avait au fond tout à fait raison : d'autres «israëlites» avaient pu exercer des fonctions gouvernementales, mais c'était effectivement «la première fois que ce vieux pays gallo-romain» allait, au sens fort, «être gouverné par un juif». Longtemps bridés pour «raison de parti», les ferments prophétiques et messianiques, réveillés par l'épreuve de la trahison et de la déportation, réapparaîtront en gloire chez le Blum de *L'Echelle humaine.* Mais je m'écarte du sujet. Pour y revenir, demandons-nous maintenant si la critique ravageante du marxisme, auquel sans conteste se livre l'auteur des *Nouvelles Conversations de Gœthe avec Eckermann* s'explique par son isolement d'esthète dans sa tour d'ivoire, ou si on ne pourrait pas faire par hasard une autre hypothèse, dont l'«idéalisme» ne m'échappe pas. Osons supposer un instant donc que la «haine marxiste de la justice», dont Andler disait qu'elle l'avait empêché, lui et ses amis normaliens, de militer dans les rands guesdistes, a pareillement répugné au jeune Blum, au jeune Péguy. Mais là où le fondateur des *Cahiers de la Quinzaine* s'en tient à une pure critique morale qui se renversera insensiblement, faute de fil conducteur rationnel, en *Realpolitik,* sous couleur de mépris populiste de la Politique, Blum va étayer sa Mystique (de la Loi) par une déconstruction rigoureuse appuyée sur les enseignements dispersés d'Andler, de Herr, de Simiand (son collègue au fameux «Groupe des Cinq» de la Librairie Bellais), du supposé «matérialisme» historique. Rappelons les célèbres affirmations, du plus pur style «parler vrai» du N° 158 de la *Revue Blanche :* «Nul n'ignore parmi les socialistes réfléchis que la métaphysique de Marx est médiocre, nul n'ignore que sa doctrine économique rompt une de ses mailles chaque jour. Je le sais ; je sais aussi que la doctrine en se renouvelant sera toujours aussi incertaine. Mais l'action, pas plus que la science, pas plus que la

vie, n'a besoin de principes philosophiques certains ... Nous sommes peut-être incertains sur les principes. Mais nous connaissons les moyens ; nous savons la fin dernière ; cela suffit». De l'utilité au pragmatisme ... On voit ici se dessiner une conception du marxisme, comme postulat de la raison pratique ouvrière, qui animera Jaurès, puis Blum, en tant que leaders de la classe, sans que pour autant leur «arrière-pensée» sur la valeur intellectuelle de la dialectique marxiste en soit changée. S'il y a jamais eu un «socialisme normalien», il est tout entier dans ce kantisme-là, dont on voit qu'il dépasse largement les mesquines caricatures d'«intellectuels-derrière-leur-bureau» où on veut aujourd'hui les enfermer, au nom d'un léninisme réduit lui-même à sa plus simple expression ! L'attaque contre un socialisme propre à des intellectuels critiques et non aveuglément soumis aux appareils, qu'elle se réclame de Bakounine, de Marx ou de plus antiques doctrines de la «docte ignorance», n'est jamais un bon symptôme.

Daniel LINDENBERG
(2 décembre 1982)

archives-socialisme.fr

JAURÈS, LECTEUR DU NOUVEAU

L'image de Jaurès, telle qu'elle s'est établie pendant l'entre-deux-guerres, et dès le lendemain de sa mort, doit beaucoup à l'émotion née de la concomitance entre son assassinat et l'entrée de la France et du monde dans le grand massacre. Sur ce militant dont la force explosive soulevait les montagnes, sur cet intellectuel totalement engagé dans les combats de la classe ouvrière, la mort a posé comme une auréole dorée, propre à nourrir la vénération. Passées les controverses de la guerre où s'opposent, autour de la mémoire de Jaurès, et au nom d'une même mais contradictoire évidence, la vision de Blum et de Renaudel d'une part, celle de Jean Longuet et de Rappoport de l'autre (1), le Parti Communiste choisit, dès la fin des années 1920, de mettre l'accent sur le réformisme de Jaurès, au point d'hésiter parfois à lui reconnaître la qualité de socialiste (2). Du coup, l'image glorieuse proposée par Léon Blum s'impose, non sans glisser, la guerre étant finie, de l'Union Sacrée indispensable à la Victoire, à la défense de la Paix.

A vrai dire, on aimerait mieux connaître les groupes qui, dans la SFIO ou à partir d'elle, prirent le nom de «Cercles Jean Jaurès» (3). Ils vont notamment assurer la promotion de l'édition des *Œuvres,* entreprise au début des années 1930 par Max Bonnafous : une initiative interrompue par la guerre, fort utile, même si elle n'était scientifiquement que peu satisfaisante, liée en tout cas à un public largement socialisant.

Or la représentation de Jaurès, qui s'est ainsi affirmée, pose quelques problèmes. L'amant de la paix, le dreyfusard, le père du socialisme réconcilié avec la République : rien à redire à cela, tout est vrai. Mais est-ce le tout du vrai ? L'historien rêve, sinon de bousculer, du moins d'interroger cette image. Et de l'interroger sur son rapport au temps, sur ce qui bouge pendant les quelques années au fil desquelles le XIXème siècle bascule dans le XXème. Comment Jaurès a-t-il perçu ce monde nouveau qui s'annonçait ? Comment s'y est-il inséré ? Immuable, Jaurès ? Ou en mouvement ? Voilà les grandes questions.

Homme du XIXème siècle finissant, il l'est sans nul doute, fortement. Sur trois points au moins que je vais énoncer brièvement, et dont chacun mériterait une brève analyse. Le premier moins que les autres à vrai dire : il a été abordé par Michèle Perrot dans la communication qu'elle a présentée au colloque sur «Jaurès et la classe ouvrière» (4). Il n'est pas certain, a-t-elle dit, que Jaurès ait perçu les changements qui s'opéraient dans une clas-

se ouvrière où les producteurs étaient atteints dans leur dignité de «professionnels» par la progression en nombre des ouvriers sur machines et l'extension de formes nouvelles de la discipline industrielle, une classe ouvrière plus instruite, mais dont les destins individuels restaient bloqués, une classe ouvrière dont les militants s'inquiétaient d'une possible intégration dans l'État.

Deuxième môle de résistance à une analyse novatrice : l'État et ses nouveaux modes d'intervention. Certes Jaurès sait qu'on ne peut réduire l'appareil de l'État républicain à sa capacité répressive. C'est même un des thèmes sur lesquels il a accepté de heurter la sensibilité des syndicalistes révolutionnaires. Mais il n'est pas certain qu'il ait disposé des outils conceptuels suffisants pour pousser plus loin sa réflexion sur les ambiguïtés et les contradictions de l'État moderne (5) : qui en disposait d'ailleurs ?

Enfin, même si, comme en témoigne la rubrique de critique littéraire qu'il a tenue de 1893 à 1898 à *La Dépêche* (6), il s'est intéressé, dans sa jeune maturité, aux signes d'écriture où se reconnaît la crise des valeurs associée à la révolution industrielle, son sens du Beau, formé par la lecture des classiques et le système scolaire français, ne l'a guère porté vers les avant-gardes esthétiques les plus hardies.

La société, l'État, la culture : si Jaurès échoue à en décrypter les novations, n'est-ce pas qu'il est décidément, irrémédiablement fermé à ce que le XXème siècle va apporter au monde ? Je ne le crois pas et j'essaierai de le montrer en quelques mots.

Au plan culturel d'abord, les capacités novatrices de Jaurès éclatent, dès lors qu'on n'use pas, pour l'interroger, d'un mode d'approche avant-gardiste. Les formes nouvelles de la culture de masse, les aspects à la fois industriels et esthétiques des nouveaux loisirs, il les évoque dans *L'Humanité* à propos des mouvements sportifs auxquels les jeunes commencent d'adhérer, à propos des exploits associés à la traversée de la Manche comme à la conquête des pôles, à propos du cinématographe aussi (7). Il a confiance dans les capacités novatrices de l'image mouvante, comme dans celles du «phonographe socialiste» (8). Ce n'est pourtant pas sur ce terrain qu'il s'avance le plus hardiment : d'autres socialistes, ses contemporains, ont pu s'y montrer aussi novateurs que lui.

Comment, en revanche, ne pas être ébloui par sa lente découverte de ce que nous appelons aujourd'hui le pluralisme culturel ? C'est le fruit d'une vie, d'un itinéraire commencé dans la certitude de la supériorité des humanités gréco-latines sur toute autre formation culturelle, voire dans la conviction qu'il n'en existe pas d'autre. La culture française classique n'est-elle pas porteuse de tous les universalismes ? Certes, Jaurès accepte d'annexer au français son frère méridional, l'occitan, le provençal qu'il manie à la perfection, outil de communication familière à vrai dire, plutôt que substitut possible du français. Car c'est bien de la langue française qu'il s'agit et des lumières que sa clarté diffuse. Qu'on relise pour s'en convaincre la confé-

rence que Jaurès prononce à Albi en 1884 sous les auspices de l'Alliance Française. Sur un ton très «ferryste», il traite d'«enfants», les Hovas, les Tonkinois ou les Africains, bref les «protégés» récents ou déjà anciens, tous ces peuples que la France a mission de civiliser en faisant pénétrer en eux les rudiments de la culture nationale. Que ces peuples aient leurs propres langues, leurs propres traditions, en somme leurs cultures, ne l'effleure pas davantage, à cette date, qu'un instituteur ou un prêtre en route pour les colonies. Et quinze ans plus tard, en janvier 1900, lorsqu'il publie dans *Le Peuple,* «Organe socialiste des Antilles», un article – le seul, semble-t-il, qu'il ait consacré à ces îles lointaines – , il les définit comme un «morceau de l'histoire française palpitant sous d'autres cieux», un simple prolongement de la grande nation et de sa culture.

Il n'en sera pas toujours ainsi. La vie de Jaurès témoigne des difficultés qu'il faut surmonter pour échapper à l'européocentrisme. Comment évoquer les territoires lointains autrement que comme les lieux où s'imposent les titres à la supériorité de la culture française ? Chez un Jaurès, la charge humanitaire des immortels principes peut y aider, ainsi que la volonté de connaître, pour avoir prise sur le réel. Sans pouvoir entrer ici dans le détail de son évolution, il faut au moins noter l'heure à laquelle elle se produit – les années 1905 à 1914 – et les sociétés qu'elle vise : l'Islam essentiellement et l'Amérique Latine.

L'Islam : c'est en Tunisie, c'est au Maroc, c'est en Turquie qu'il en découvre la beauté et d'une certaine manière la grandeur. Non, ces civilisations ne sont ni mortes ni figées : capables au contraire d'évolution et de progrès. Certes, le tableau des sociétés musulmanes, esquissé à diverses reprises, n'a rien d'idyllique : Jaurès en rappelle d'un mot les faiblesses lors du grand discours qu'il prononce à la Chambre le 14 juin 1912, quand s'ouvre le débat sur le traité de Protectorat marocain. Mais quoi ! La «civilisation arabe» est elle-même «admirable et ancienne» : les traditions juive, chrétienne, syrienne s'y sont fondues et «toute la force du génie aryen» s'y est associée, depuis les Abbassides, à celles du «génie sémitique» (9). L'Université française devrait la faire connaître aux étudiants européens. Davantage peut-être, il s'agit d'une force en mouvement : Jaurès exalte «la plasticité de la société marocaine, sa faculté d'évolution et d'adaptation à toutes les formes de la propriété», sa capacité aussi à se pénétrer des «formes les plus hautes de la civilisation européenne» (10). Non seulement au Maghreb, mais en Turquie. On ne sait pas assez que Jaurès ne s'est pas borné à encourager les jeunes Turcs lorsqu'ils ont pris le pouvoir à Istamboul en 1910 : en pleine guerre des Balkans, il est de ceux, fort rares dans le socialisme français, qui déplorent que les Turcs soient chassés d'Europe ; le maintien de leur présence sur notre continent eût contribué, pense-t-il, à y ancrer le pluralisme culturel (11).

Quant à l'Amérique Latine, que Jaurès découvre pendant l'été 1911, à l'occasion d'une tournée de conférences, il n'y est attiré ni par l'ancienneté

des traditions culturelles, ni par leur splendeur passée (12). Ce qui l'émeut, en Argentine en particulier, où il est invité, c'est la nouveauté d'une civilisation en gestation, la modernité d'une culture où pourraient se mêler, grâce à une immigration massive et diversifiée, les forces vives de plusieurs nations européennes. Certes, il recommande aux universitaires argentins de maintenir très haut la «langue traditionnelle», l'espagnol, «ce trésor transmis par les siècles». Mais aux ouvriers venus d'Italie, d'Espagne et de France, il suggère d'inscrire dans leur patrie d'adoption les idéaux, les modes d'organisation et les revendications qui, en Europe, commencent d'unifier la classe ouvrière. Avec plus d'évidence encore qu'en terre d'Islam, c'est l'avenir du pluralisme culturel, porte-parole de l'unité future de l'humanité, qu'il exalte en terre latino-américaine.

Il en voit le moteur dans la classe ouvrière migrante. Une classe ouvrière dont il a mieux perçu, y compris en France, la complexité et l'évolution, qu'on ne le dit souvent. Voyez l'intérêt qu'il manifeste pour le rôle que «la masse obscure des prolétaires» porte à l'innovation technologique. Il ne s'agit pas seulement de l'industrie textile – il est le seul à s'intéresser au procès du travail lors de l'enquête parlementaire ouverte, à sa demande, en 1903, sur le textile du Nord (13) –, mais de cette «invention sublime», l'aviation, dont il rappelle à ses auditeurs de Buenos-Aires les tâtonnements et les audaces successives (14) : la déqualification du travail, il ne la nie pas, mais il ne la croit pas générale. S'il n'a pas commenté les grèves de 1913 chez Renault, ni par conséquent les premiers pas officiels du taylorisme en France, d'autres mutations importantes qui s'opèrent dans le monde du travail ne lui échappent pas : traminots, cheminots, postiers, instituteurs, il pressent que ces métiers à statut vont se développer et que le syndicalisme s'y implantera fortement. Mieux : il œuvre à l'y implanter, de la première grève des traminots qu'il essuie à Toulouse en 1891 aux batailles qu'il conduit pour les cheminots et, jusqu'au lendemain du congrès de Chambéry (1912), pour que le jeune syndicalisme des instituteurs puisse s'affirmer librement.

Ainsi, la société ne peut pas davantage ignorer l'État que la vision jaurésienne de la culture ne peut occulter la société. L'État : sur ce terrain aussi, Jaurès a évolué pendant les années qui précèdent la guerre. A-t-il «trouvé» ? C'est un autre problème. Nul doute en tout cas que, sans participer aux grands débats sur l'impérialisme, ouverts dans le monde socialiste par Hilferding et Rosa Luxemburg, il n'ait perçu à sa manière, si profondément politique, les risques courus par le système parlementaire lorsque les forces modernes du capital le dominent : ralliement au nationalisme rétrograde d'anciens dreyfusards – modérés il est vrai – , renoncement des partis à leur propre structuration au profit des magmas médiocres que Briand manœuvre à partir de 1911, impuissance à faire éclater la vérité lors d'incidents coloniaux graves, incapacité à traiter les grands problèmes : question coloniale, avenir de la paix. Sur tous ces points, il voit clair et les contradic-

tions l'accablent. Sa nature militante et sa confiance dans l'avenir l'empêchent de désespérer, mais, dans la mélancolie qui colore ses dernières années, il n'y a pas que l'écho de chagrins privés. Optimisme de la volonté, sans aucun doute, et du tempérament. Pessimisme de l'intelligence : le mot de Gramsci s'applique mieux à Jaurès, cette force de la nature et de l'humanité, que je l'ai cru longtemps.

Madeleine REBÉRIOUX

NOTES

(1) Voir en particulier Charles Rappoport, *Jean Jaurès, l'homme, le penseur, le socialiste,* Paris, 1915 ; puis les *Pages choisies,* publiées à Paris en 1922 par Paul Desanges et Luc Meriga. Le petit livre de Lucien Lévy-Bruhl, *Jean Jaurès,* représentatif en 1924 de l'autre courant, reste un peu en retrait.

(2) Cf. J. Klement, *Jaurès réformiste,* Paris, 1931.

(3) L'histoire de ces Cercles est très mal connue. L'un d'eux, reconstitué à Londres aux temps de l'occupation, engendrera une résistance passionnément anti-gaulliste.

(4) Les Actes du colloque ont été publiés aux Éditions Ouvrières en 1981.

(5) Voir à ce sujet les livres récents de Pierre Birnbaum.

(6) Elle a été étudiée par Françoise Prigent dans plusieurs articles du *Bulletin de la Société d'Études Jaurésiennes* (oct-déc. 1964) et du *Mouvement Social* (avril-juin 1967).

(7) Comme l'atteste un nombre assez important d'articles parus après 1905 dans *L'Humanité* et la *Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur.*

(8) En 1912, l'Internationale socialiste appelle ses sections à se préoccuper de ce nouveau moyen de propagande.

(9) Discours à la Chambre, *Journal Officiel* 1er février 1912.

(10) Discours à la Chambre, 14 juin 1912.

(11) Cf. le livre de Henri Nivet, *La croisade balkanique : la Jeune Turquie devant l'opinion française et devant le socialisme international,* Paris, 1913.

(12) Voir Jean Jaurès, *Conferencias,* Librairie de la Vanguardia, Buenos Aires, 1911.

(13) Cette spécificité est évoquée dans le beau livre que vient de publier Laurent Marty à la Fédération Léo Lagrange (1982), *Chanter pour survivre.*

(14) La conférence «Civilisation et socialisme» a été publiée en 1926 dans la *Nouvelle revue socialiste.*

archives-socialistes.fr

LÉON BLUM : ANALYSE ET PRESCIENCE

Nombreux sont les exemples qui pourraient illustrer avec quelle perspicacité Léon Blum envisageait l'avenir du monde. Ayant mesuré son évolution dans tel ou tel domaine, il évaluait les changements lents ou rapides qui suivraient, les conséquences qu'ils entraîneraient globalement et qui, pour peu que les mutations intervenues fussent accélérées, pourraient prendre une allure de révolution.

– Dès 1907, il proclamait – et dans tous les domaines – l'égalité des femmes et des hommes ;

– Dès 1919, il s'adressait spécialement aux jeunes pour les inciter à réfléchir ... et à choisir ;

– Dès 1920, il prévoyait ce qu'étaient appelés à devenir les partis ouvriers donnant leur adhésion à la 3ème Internationale naissante ;

– Dès 1926, il affirmait que les remèdes classiques du capitalisme ne devaient plus servir à guérir le corps social des multiples crises nées de la guerre ;

– Dès 1931, il soutenait l'idée de la création d'une armée internationale pour donner un soutien matériel aux droits édictés par l'assemblée universelle des Nations ;

– Dès 1947, il esquissait un système de production préfigurant l'autogestion.

Léon Blum a trente-cinq ans lorsque paraît *Du mariage.* Ce livre, publié donc en 1907, fut aussitôt dénoncé comme immoral. Julien Cain, au contraire, dans l'Introduction qu'il a rédigée pour le présenter dans l'Œuvre de Léon Blum, y «retrouve le moraliste» (*Œ II,* p. XI).

Si *Du mariage* fut longtemps discuté avec une frénésie passionnée, c'est parce que son auteur y explique que l'instinct polygame naturel et irrésistible ne meurt pas du seul fait du mariage et qu'il convient donc de lui faire perdre sa puissance en l'ayant préalablement contenté. Pour les garçons, il en était certes ainsi et l'on aurait pu accepter ce qui n'aurait été, somme toute, qu'une dénonciation de l'hypocrisie régnante, mais Léon Blum précise qu'il s'agit dans son esprit des deux sexes. Constatant que le mariage,

une sorte de «monogamie légale», est une institution qui fonctionne mal, repoussant l'idée de l'abandonner ridiculement pour s'en tenir à ce qu'il appelle les formes modernes de la polygamie, c'est-à-dire des unions multiples et précaires, il pense qu'il convient d'amender l'institution : «Ce n'est ni un poison, ni une panacée : c'est un élément sain, mais qu'il faut assimiler à son heure» (*Œ II*, p. 6).

Dans un des chapitres du livre, Léon Blum écrit : «Savez-vous ce que la sérénité d'une femme peut recouvrir de résignation, de révolte, de secrète mélancolie ? Il est vrai que, dans ces combinaisons conjugales, la femme est seule à souffrir et que le mari garde le temps de vivre en homme libre avant de devenir un époux tranquille. Mais les femmes se désaccoutument chaque jour de l'obéissance et du sacrifice, et, quand elles revendiqueront le droit de satisfaire, comme vous, à la diversité d'instincts qui est en elle, d'épuiser l'une après l'autre, comme vous l'avez fait, toutes les sortes de jouissances et de déceptions qu'offre la vie, que trouverez-vous à leur répondre ? Continuerez-vous à leur imposer, par la coercition des lois ou des mœurs, cette mutilation passive de leur être ? Vous iriez contre votre propre intérêt, puisque la force comprimée de l'instinct menacera toujours de provoquer des explosions redoutables, et, s'il n'y a pas de certitude que vous supportiez les frais de l'accident, vous m'accorderez au moins qu'il y a chance. Au reste, la plupart des femmes ont leur diversion toute trouvée : elles se dérobent par le mensonge et la trahison. Singulier état, qui pèse sur la franchise plus durement que sur la fausseté, et sur la vertu plus que sur le vice ! Les plus pitoyables victimes des mariages actuels sont les femmes qui en ont le plus loyalement accepté les clauses» (p. 178).

Léon Blum constate avec satisfaction que les lois anciennes évoluent. Il note : «Elles sont impitoyables pour les faits isolés, et qui constituent des révoltes individuelles contre l'ordre établi. Elles se font plus douces à mesure que le progrès des idées rend ces dérogations plus fréquentes, et, par une réaction naturelle, l'adoucissement des peines accroît à son tour le nombre des délits. Quand la faute est devenue commune, elle a cessé d'être une faute. Ce que la loi de jadis prohibait comme un crime, une loi nouvelle le reconnaît alors comme un droit» (p. 181).

L'égalité des femmes et des hommes n'est pas préconisée par Léon Blum seulement en matière sociale ou sexuelle, mais naturellement aussi au niveau politique. Dans *Le Populaire* du 24 décembre 1927, il rappelle que les programmes socialistes n'ont cessé de réclamer le suffrage des femmes et que le Sénat semble être la puissance principale opposée à cette revendication. C'est à cause de ce même Sénat que, connaissant par avance le refus de la deuxième Chambre, lorsqu'en 1936 il formera son gouvernement, il ne proposera pas de texte stipulant le vote des femmes. Le rejet du Sénat eût retardé davantage encore son acceptation par l'opinion. Par contre, ce qui ne dépend que de lui est aussitôt réalisé : dès la constitution du

Cabinet qu'il préside, trois femmes accèdent pour la première fois à des fonctions ministérielles : Mme Léon Brunschvicg, sous-secrétaire d'État à l'Éducation Nationale, Irène Joliot-Curie, sous-secrétaire d'État à l'Éducation Nationale, chargée de la recherche scientifique, Suzanne Lacore, sous-secrétaire d'État à la Santé Publique, chargée de la protection de l'enfance.

Cette volonté de donner aux femmes, comme aussi aux jeunes sans distinction de sexe, toutes leurs chances et pour cela, par conséquent, tout leur rôle, on la retrouve dans l'apostrophe de Léon Blum au 38ème congrès de la SFIO, le 1er septembre 1946. S'adressant à ceux qui s'opposaient à la direction sortante du Parti, il leur lance avec sévérité : «Vous avez peur de la nouveauté. Vous n'en voulez pas dans la confection des listes, dans le choix des candidats. Vous n'en voulez pas quand elle se présente comme un apport de forces fraîches que vous avez accueillies au lendemain de la Libération, avec réticence, avec méfiance. Vous avez cette même nostalgie du passé, cette méfiance et presque ce dédain, vis-à-vis des femmes et des jeunes. Vous ne faites pas place aux femmes sur les listes électorales. Vous ne considérez les jeunes que comme des recrues» (*Œ VIII,* p. 287).

C'est dès 1919 et bien longtemps, par conséquent, avant qu'aucun parti ait songé à eux, que Léon Blum s'adresse aux jeunes dans un texte intitulé «Pour être socialiste» (*Œ III,* pp. 22-42). Il leur demande de le lire «avec une attention dégagée des préjugés qui (les) enserrent sans doute depuis (leur) enfance», en laissant se former l'appel de leur conscience «dont les rigueurs de la vie n'ont pas encore faussé la voix ... avec des yeux frais et un esprit libre». Il s'adresse à eux comme à des êtres mûrs, capables de réfléchir.

Le ton qu'il utilise est singulièrement différent de celui des autres, à une époque où les discours qu'on adresse aux jeunes sont empreints de démagogie. Leur parlant comme à des hommes, Léon Blum exclut la vision totalitaire qui leur est trop souvent offerte, et dans laquelle on voudrait les enfermer. Il fait appel à leur raison :

«Le bien des hommes appartient collectivement à tous les hommes ; le travail des hommes – des vivants et des morts – doit profiter collectivement à tous les hommes. Chacun doit son plein travail à l'œuvre commune ; chacun doit recueillir sa part du travail commun. En ces quelques formule si simples tient l'essentiel de la pensée socialiste. Notre doctrine est donc celle qui peut réaliser la fraternité, comme l'égalité. Qui peut la contester ou la combattre ? Ceux qui ne veulent pas la comprendre ou ceux qu'elle lèse dans leurs intérêts. Ceux dont elle ferait tomber les privilèges, ceux dont elle ferait cesser l'usurpation. Usurpation consacrée par la loi, protégée par toutes les puissances de propagande et de contrainte, perpétuée par toutes les formes de l'héritage social, mais qui, toujours contrai-

re à la raison et à la justice, se trouve aujourd'hui en contradiction manifeste avec la moralité générale de ce monde, avec les lois et les besoins généraux de la production».

Et encore : «Il n'est pas vrai que la transmission héréditaire, signe et moyen de l'usurpation capitaliste, soit l'agent indispensable de la prospérité sociale ... L'appât du gain, l'envie de gagner de l'argent ? C'est autre chose. Si nous considérons autour de nous la mêlée des hommes, elle paraît dirigée, en effet, par ce mobile unique. Gagner de l'argent, c'est le véritable idéal humain, le seul que proclame et qu'essaye de réaliser une société pervertie. Conquérir pour notre compte la plus large part des privilèges que l'argent représente ou permet d'acquérir, c'est le programme de vie que le spectacle contemporain nous propose. Tout nous appelle à cette lutte : l'opinion et la morale, qui devraient la flétrir, l'exaltent, et il faut une sorte d'héroïsme pour se soustraire volontairement à la contagion. C'est le sentiment moteur aujourd'hui, ne perdons pas notre peine à le contester. Mais où prend-on le droit de conclure que l'humanité n'en puisse pas connaître d'autre ? Le sophisme est là.

«J'ai, pour ma part, une vue moins désespérée et moins méprisante de l'humanité. Je crois, je suis sûr, vous êtes sûrs comme moi, que des mobiles d'une autre sorte peuvent pousser les hommes à surmonter leur indolence naturelle. Et d'abord, est-on si sûr que l'indolence leur soit naturelle ? Est-ce qu'au contraire, parmi les données naturelles du problème, j'entends celles qui nous sont fournies par la nature, nous n'avons pas le droit de poser le goût du travail ? L'homme aime déployer son activité, employer sa force. Quand il esquive une tâche, c'est que la société l'avait astreint à un labeur autre que celui où son tempérament propre le destinait. Ce désaccord, nous l'éviterons sans doute, nous qui plaçons à la base même de l'économie sociale la recherche de l'affinité entre le travail et le travailleur. C'est au contraire le loisir prolongé qui ennuie et qui accable, et, peut-être, dans la société future, aurons-nous plus de peine à occuper le loisir que le travail. Voilà la vérité, et pour s'en convaincre, il suffit de s'éloigner quelque peu du spectacle présent des choses. Il suffit de s'élever par la pensée au-dessus du misérable niveau des mœurs actuelles, mœurs qui sont le produit direct, et non la cause, de notre régime social. Faisons cet effort».

«Rechercher l'affinité entre le travail et le travailleur» : belle définition de l'engagement politique, qui comprend à la fois le choix des idées et celui de l'organisation. Mais pas de n'importe quelle organisation, ni en utilisant n'importe quelle méthode.

En décembre 1920, la révolution bolchevique a trois ans d'âge. C'est donc moins sur une expérience, encore très brève, que sur la lecture approfondie de textes doctrinaux que Léon Blum appuie son analyse.

Niant le bénéfice que retirerait la classe ouvrière des pays occidentaux à

faire sien le nouvel édifice proposé par les bolcheviks, Léon Blum dénonce la «maturation forcée» que la dictature souhaitée créerait, en modifiant brutalement l'état d'évolution économique de la Russie.

Dans le discours prononcé au congrès de Tours (*Œ III,* pp. 137-160), Léon Blum, qui a lu avec attention les 21 conditions que la 3ème Internationale posait à chaque Parti ouvrier pour accepter son adhésion, rappelle, sur le quadruple plan de l'organisation du Parti, de la conquête du pouvoir, de la notion de dictature du prolétariat et enfin de la Défense Nationale, sa doctrine et donne son ossature au parti socialiste.

L'organisation du Parti ? Il la voulait démocratique ; il rappelait que, comme le disaient Marx et Engels dans le *Manifeste communiste,* le parti ouvrier n'est pas seulement un parti en face d'autres partis, mais il est «la classe ouvrière tout entière». Son objet est donc de rassembler, en se basant exclusivement sur leur communauté de classe, les travailleurs de tous les pays. Par conséquent, il n'y a pas d'autres limites à un parti socialiste, dans l'étendue et dans le nombre, que la masse des travailleurs et des salariés. Il ne peut donc y avoir de place pour aucun credo, en dehors de la volonté de travailler à la substitution d'un régime économique à un autre. Toutes les variétés, toutes les nuances d'opinions doivent être, dans le Parti, tolérées. Léon Blum précisait : «Les uns imagineront qu'on aboutira au but par tel moyen et dans tel temps, les autres par tel autre moyen et dans tel autre temps. Toutes ces contrariétés de tendances sont permises et nous ne pouvons pas les interdire sans renier notre but, qui est le groupement de tous les prolétaires de tous les pays».

En conséquence, ce sont bien les hommes adhérant au Parti et qui forment le Parti qui devront déterminer les règles de sa vie, préparer l'élaboration de son programme, le choix de sa tactique. En dehors des délibérations publiques, des congrès, aucun autre règlement, aucune autre constitution ne pourra être apportée du dehors.

En ce qui concerne la conquête du pouvoir, Léon Blum rappelait qu'elle est essentiellement un moyen et non un but. Dans la pensée de Lénine, analysait-il, une nouvelle notion s'oppose à la nôtre. «Elle répond à cette pensée profondément ancrée dans son esprit et qui revenait sans cesse dans celui des rédacteurs des thèses [proposées à Tours] : c'est qu'il est impossible avant la prise des pouvoirs publics d'accomplir un travail de propagande et d'éducation ouvrière efficace [...] Tant que la domination de la classe capitaliste sur la classe ouvrière ne sera pas brisée par la violence, tout effort pour la rassembler au préalable, l'éduquer et l'organiser demeurera nécessairement vain». Au contraire, pour les socialistes, fidèles à la conception occidentale de l'action de classe, et tout en reconnaissant qu'en présence d'un prolétariat tel que le prolétariat russe et d'un pays tel que la Russie, une telle thèse peut être valable, nous ne pouvons pas accepter l'idée que, jusqu'à la conquête brutale des pouvoirs publics, il n'y a pas eu et ne

peut pas y avoir de propagande socialiste, syndicaliste, ouvrière : «Si vous estimez que le but c'est la transformation, s'écriait Léon Blum, que c'est la transformation qui est la révolution, alors tout ce qui, même dans le cadre de la société bourgeoise, peut préparer cette transformation devient travail révolutionnaire ; si là est la révolution, alors l'effort quotidien de propagande qu'accomplit le militant, c'est la révolution avançant un peu chaque jour. [...] Mais si, au contraire, l'objet unique est la prise des pouvoirs publics le plus promptement possible, alors en effet, toute cette activité devient inutile». Et naturellement toute la conception d'organisation du Parti est différente suivant que l'on accueille favorablement une thèse ou l'autre, suivant que l'on veut s'étendre au plus grand nombre pour l'éduquer ou se réserver pour avoir bien en main une petite troupe d'attaque prête à obéir au premier signal d'un ordre reçu d'en haut et jusqu'alors ignoré d'elle.

De même en ce qui concerne la dictature du prolétariat, «nous en sommes si bien partisans, déclarait Léon Blum, que la notion et la théorie en ont été insérées par nous dans un programme qui a été un programme électoral. Nous n'avons donc peur ni du mot, ni de la chose». Mais nous acceptons une dictature, éventuellement exercée par le Parti de la classe ouvrière, «exercée par un Parti reposant sur la volonté et sur la liberté populaires, sur la volonté des masses, par conséquent dictature impersonnelle du prolétariat. Mais non pas une dictature exercée par un Parti centralisé, où toute l'autorité remonte d'étage en étage et finit par se conentrer entre les mains d'un Comité patent ou occulte».

Il terminait ce passage par cette exclamation : «Dictature d'un Parti, oui, dictature d'une classe, oui, dictature de quelques individus connus ou inconnus, cela non !». Et du même coup, il soulignait que, impersonnelle, cette dictature devait être également temporaire, provisoire. Elle n'est pas, elle non plus, un but en soi, elle n'est pas un système de gouvernement stable et quasi régulier selon l'esprit de quelques-uns, elle doit être seulement une espèce d'«expédient fatal» auquel tous les mouvements de prise du pouvoir ont nécessairement recours au lendemain de leur réussite.

En ce qui concerne enfin la Défense Nationale, Léon Blum précisait que nul n'a jamais fait de son devoir un impératif absolu et inconditionné, mais pas davantage ne peut être considérée comme absolue et inconditionnée l'éventuelle abstention de cette notion. En face d'une agression caractérisée de quelque nation que ce soit, la Défense nationale s'impose d'elle-même.

Il suffit de voir ce que sont devenues dans les faits et même parfois dans des affirmations curieusement appelées «doctrinales», les 21 conditions de Moscou au fur et à mesure qu'elles sont passées à l'épreuve du temps, pour

se rendre compte qu'à Tours, Léon Blum avait harmonieusement allié prescience et analyse.

Présenté trop souvent comme un «intellectuel rêveur», Léon Blum sait regarder l'évolution capitaliste qui se déroule sous ses yeux. A la lecture de ses articles dans le *Populaire* ou d'autres de ses écrits, on est frappé de sa curiosité pour tous les changements économiques que connaît le monde. Il prend plaisir à les étudier, les analyser, même s'ils le forcent parfois à remettre en question ses propres idées.

N'écrit-il pas en effet dans une préface au livre de Jules Moch, *Socialisme et rationalisation* (Bruxelles, 1927), que les avantages de la «taylorisation» à l'américaine le poussent à «réviser les données essentielles de notre pensée» ? Même s'il ne partage pas tout l'optimisme de son ami quant à l'amélioration sociale que la rationalisation de la production est susceptible d'apporter, il proclame qu'elle est un «progrès en soi», une «nécessité» (1). A cette époque, peu nombreux étaient les patrons français qui se lançaient dans cette expérience, tant était grand leur attachement aux méthodes traditionnelles.

De même pressent-il, à l'inverse de beaucoup d'hommes politiques au pouvoir, que la Grande Guerre avait bouleversé l'économie et que, «à ces maladies nouvelles du corps social dont l'aspect inconnu et mobile trompait déjà le diagnostic, les remèdes banaux, les remèdes classiques ne suffiraient plus» (2).

Pendant les années 1930, cet admirateur de Roosevelt sait apprécier le New Deal, combattre, avec des accents keynésiens avant la lettre (3) la politique française de déflation des années 1932-1935, et expose les mérites du «spending deficit» ou de la «politique du pouvoir d'achat». Son action économique comme chef de gouvernement du Front Populaire est novatrice à tous égards : mesures de relance, programme de grands travaux, création de la Caisse Nationale des Marchés de l'État. Si ces décisions de 1936 ne tiennent pas directement compte de Keynes, dont le grand livre, la *Théorie générale*... vient juste de paraître (4), celles du deuxième gouvernement Blum (mars-avril 1938) s'en inspirent consciemment au contraire, grâce aux conseils éclairés de deux hommes qui ont lu l'économiste britannique : Georges Boris et Pierre Mendès France.

Au cours de ces deux brèves expériences, Léon Blum sait adapter ses conceptions économiques et sociales et voir la réalité nouvelle. Et cette réalité s'appelle Hitler. Son premier gouvernement a le mérite de lancer un réarmement digne de ce nom, aux dépens de l'achèvement du programme du Front Populaire : d'où la «pause» de février-mars 1937. Son deuxième Cabinet de 1938 ébauche un plan keynésien de circuit monétaire pour mettre en place des «finances de guerre». On devine l'affolement des experts financiers comme Jacques Rueff qui, deux semaines après l'Anschluss, en

était encore à craindre les conséquences financières du réarmement sans en voir politiquement la nécessité ! (5). Décidément, l'économie est une chose trop politique, c'est-à-dire trop sérieuse, pour qu'on la confie à des économistes ... Ce «plan Blum» de 1938 eût permis une «mobilisation industrielle» qui fit cruellement défaut en 1939 ...

Précurseur, Léon Blum l'est encore à sa manière, quand il préface en 1947, au soir de sa vie, la traduction française du livre de James Burnham, *L'Ère des organisateurs* (6). Celui-ci prévoit que le capitalisme, condamné, sera remplacé non pas par le socialisme, mais par l'ère des «managers».

Certes, Léon Blum ne partage pas les conclusions de cet ouvrage. Il affirme que, une fois éliminée la propriété privée du capitalisme – comme terme du processus dont James Burnham concède et proclame la nécessité – «c'est sur le plan socialiste que se transporteraient les sociétés». «Je crois, écrit-il, que les sociétés "directoriales" qui pourraient émerger d'une période de transition et de confusion se dirigeraient plus ou moins rapidement vers le socialisme par l'effet d'une sorte de loi d'attraction démocratique» (*Œ VIII,* pp. 417-426).

Donnant cette préface au livre de James Burnham, Léon Blum se plaît, au-delà de ses propres convictions, à regarder l'évolution de la réalité présente. Son jugement se porte au-delà de l'avenir immédiat. Il ignorait naturellement le terme d'autogestion lancé plus tard par les Yougoslaves; il parlait plutôt de gestion collective. Il écrit : «Le capitalisme n'est pas intégralement détruit, si la suppression de la propriété privée des moyens de production *laisse subsister l'ensemble des rapports économiques et sociaux qu'elle avait engendrés* (7) : le salariat, les formes autoritaires de la gestion patronale, l'iniquité foncière dans la répartition des richesses produites, la perception de profits, indépendants du travail ou venant en addition indue à la rémunération normale du travail. Je dirai même que le capitalisme n'est pas intégralement détruit si la suppression de la propriété privée laisse subsister les rapports moraux qui en sont issus, je veux dire cette hiérarchie des hommes correspondant à la hiérarchie présumée des conditions et des tâches, et qui se traduit par une *inégalité* (7) dans toutes les formes du comportement humain ...».

Et, plus loin : «... Le socialisme admet sans la moindre difficulté et sans la moindre réticence que la conduite d'une production planifiée selon la technique moderne exige une élite de "directeurs". Pour que nous nous installions en terrain socialiste, il faut et il suffit que le recrutement de l'élite directoriale soit soustrait à toute espèce de favoritisme, de népotisme ou d'exclusivisme, que les règles de transmission ne soient faussées, ni par l'hérédité, ni par la cooptation, en un mot que la sélection se fasse, pour

chaque poste et dans chaque génération, sur la seule équité du mérite personnel et de l'utilité sociale».

[...] «Le socialisme convient sans difficulté que la production comporte nécessairement une discipline, et la production moderne plus que toute autre. Mais, pour que nous nous installions en terrain socialiste, il faut et il suffit que cette discipline ne repose pas sur l'obéissance hiérarchique, mais sur le consentement volontaire, qui a lui-même pour condition l'intérêt et l'affection apportés par chaque travailleur à l'œuvre commune, et son initiation à tous les problèmes de la gestion, ce qui répond sous une autre forme au sens profond de l'égalité».

Le 15 mars 1947, faisant à la Maison de la Mutualité à Paris un discours à l'occasion de la journée internationale des femmes, Léon Blum glisse encore la même idée : «Imaginons un instant ensemble – c'est une conjoncture agréable que celle à laquelle je vous convie –, imaginons la destruction révolutionnaire de la propriété capitaliste et la construction révolutionnaire de la propriété collective des moyens de production. Mais si, par hypothèse, dans ce régime de propriété et de gestion collectives des moyens de production, si, par hypothèse, la masse des travailleurs reste cependant liée à l'État par des liens identiques ou analogues à ceux du salariat, si les rapports des travailleurs avec l'État-patron sont de même nature qu'avec le patron-capitaliste, si les formes de l'autorité et du commandement restent les mêmes, si la masse des travailleurs n'a pas de part à la gestion économique ou à l'exercice du pouvoir politique, si le choix des chefs politiques ou techniques n'est pas le résultat d'une sélection entièrement juste, entièrement égale, je veux dire d'une sélection qui ne tienne compte d'aucune autre donnée, d'aucun autre facteur que les qualités et les mérites personnels, si dans la répartition des produits communs, ces chefs bénéficient d'avantages, de privilèges comparables au profit capitaliste, si cette inégalité et ce privilège dans la rémunération créent entre le mode de vie de l'élite directrice et la masse des travailleurs un contraste violent, de même nature que celui qui existe aujourd'hui entre le luxe des uns et la misère des autres, en un mot, si à tous les degrés, sous tous les modes, dans toutes les fonctions vitales, l'esprit d'égalité, l'esprit de solidarité, l'esprit de fraternité n'apparaît pas et n'intervient pas comme un mobile prépondérant de toute action : eh bien alors, on aura détruit la propriété capitaliste, mais on aura détruit la propriété capitaliste dans détruire le capitalisme, et surtout sans construire le socialisme !» (8),

Détruire le capitalisme ... Construire le socialisme ... s'il est vrai que, selon le mot de Jean Jaurès, «le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée dormante porte l'orage», c'est là la condition de la construction d'une paix durable, voire définitive.

Dans une série d'articles parus dans *Le Populaire* de novembre 1930 à février 1931 et réunis en livre sous le titre des *Problèmes de la paix (Œ IV,* pp. 139-236), Léon Blum rappelait qu'au lieu de placer la garantie et la sanction de l'arbitrage dans les conventions mutuelles d'assistance, c'est-à-dire en fait dans l'action combinée des armées nationales et des contingents nationaux appelés par la Société des Nations et groupés par elle contre l'éventuel agresseur, il semble qu'on la rechercherait alors de préférence «dans l'action d'une armée internationale entièrement distincte et indépendante des armées nationales, recrutée directement par la Société des Nations, entretenue par elle, placée sous sa seule autorité, ayant pour mission de faire exécuter ses sentences et employant autant que besoin la force coercitive pour imposer le respect de la loi arbitrale».

C'est dix ans auparavant que Léon Blum – il s'agit toujours de prescience et d'analyse – constatait que «la vieille Europe commence à perdre, ou même a déjà perdu, la direction des affaires du monde». Cette Europe, «de plus en plus nous la verrons à la suite des nations jeunes ou rajeunies d'Amérique, d'Asie, d'Océanie ... Dès à présent, l'Europe n'est pas la plus riche des parties du monde. Elle n'a jamais été la plus peuplée. Elle cessera d'être la plus puissante. Bientôt, elle perdra sa dernière supériorité, celle de la culture plus solide encore et plus étendue chez elle, mais déjà moins honorée. Je ne vois plus pour elle qu'une dernière ressource d'hégémonie. L'ancienneté de sa formation politique et de son éducation morale lui permet, et ne permet qu'à elle, de concevoir et d'appliquer les grands systèmes d'organisation collective qui renouvelleront les sociétés» (*Le Populaire,* 12 juillet 1921).

Le 24 mai 1923, parlant au congrès de l'Internationale Socialiste réuni à Hambourg, Léon Blum avait déjà l'idée des dimensions internationales de tous les grands problèmes : «Les seules solutions efficaces, disait-il, seront les nôtres ou celles qui, à l'insu parfois de leurs auteurs, se seront pénétrées de notre pensée, de même que les seules méthodes efficaces sont celles que notre doctrine nous inspire tout naturellement : l'entente internationale, l'action internationale».

Quelques-unes des prévisions de Léon Blum, soit résultats d'analyse, soit prescience, soit prescience confirmée par l'analyse, sont entrées dans les faits avec une telle force que leurs réalisations, devenues autant d'habitudes, risquent de faire apparaître désuètes les premières expressions de leur présentation. C'est vrai dans des cas aussi éloignés l'un de l'autre que le discours de Tours et *Du mariage.*

D'autres prévisions sont en partie accomplies, mais doivent être complétées pour atteindre la totalité de la perspective globale qu'en avait Léon Blum. Il en est ainsi de l'armée internationale et des transformations apportées au fonctionnement de la machine économique.

Enfin, l'autogestion demeure à accomplir pour l'essentiel.

Est-il besoin de préciser que les exemples choisis par moi, donc de façon certainement arbitraire, ne sont nullement limitatifs des pressentiments ou des prévisions de Léon Blum que sa réflexion personnelle confirmait avant qu'il ne la proposât à la réflexion d'autrui.

Daniel MAYER

P.S. Je n'ai pu présenter les lignes qui précèdent que grâce aux suggestions et aux notes de travail que m'ont fournies, en particulier pour ce qui concerne les questions économiques, Robert Frankestein, en ce qui concerne les jeunes, Liliane Perrein, en ce qui concerne le congrès de Tours et l'autogestion, Robert Verdier.
Qu'ils en soient remerciés.

NOTES :

(1) Voir aussi à ce sujet ses articles dans *Le Populaire* du 23 avril au 10 mai 1927.

(2) Préface au livre de G. Barthélemy : *Comment résoudre nos difficultés financières,* Rennes, 1926.

(3) A. Sauvy : *Histoire économique de la France entre les deux guerres,* Tome 2, Paris, 1967, p. 51.

(4) Le titre complet de l'édition anglaise, parue en 1936, est : «La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie». La traduction française ne sera publiée qu'en 1959.

(5) R. Frankenstein : *Le prix du réarmement français 1935-1939,* Paris, 1982, chapitre IX.

(6) *Managerial revolution,* 1941. Traduction française : *L'ère des organisateurs,* Paris, 1947.

(7) Souligné par Léon Blum.

(8) «Si les femmes le veulent», discours publié par les soins du Comité National des Femmes Socialistes. Préface de Suzanne Collette-Kahn. Editions de la Liberté.

Pour la numérotation des volumes de *L'Œuvre de Léon Blum,* voir page 88.

archives-socialistes.fr

ÉTAT, SOCIALISME ET POUVOIR DANS L'ŒUVRE DE LÉON BLUM

Léon Blum a été «un homme d'État», un bon ouvrier de l'État, depuis les longues années passées au Conseil d'État jusqu'à la direction du gouvernement, en passant par les nombreuses années de la vie parlementaire. Dans le même temps, il a été un socialiste, pendant plus de vingt-cinq ans le leader incontesté du parti socialiste, mais aussi et d'abord un croyant du socialisme, croyant fervent, qui dans un de ses tout derniers articles, le 5 mars 1950, évoque encore «la stupeur, la révolte avec laquelle il aurait accueilli, si on l'avait énoncée devant lui, dans sa jeunesse, cette vérité que le régime de propriété peut être transformé du tout au tout sans que cette révolution ait pour conséquence l'émancipation effective des travailleurs ... une vérité dont aucun marxiste n'avait, je crois bien, le moindre pressentiment» ; et dans une des dernières années de sa vie, pour marquer qu'il ne verra pas la réalisation du socialisme, il dira «je mourrai sans avoir connu la Terre promise». Enfin, entre l'État d'une part et le socialisme d'autre part, le pouvoir politique est une médiation dont il a bien connu la réalité pour l'avoir tour à tour combattue et assumée.

Notre propos ici est, non pas d'étudier pour et par eux-mêmes le socialisme de Léon Blum, ses aménagements de l'État, ses vues de constitutionnaliste, mais la corrélation, la liaison entre ces trois données, ces trois éléments : l'État, le socialisme, le pouvoir, par et dans lesquels il aura vécu.

Monsieur J-P. Lassale, dans une intéressante communication faite à la Table Ronde du C.N.R.S. de 1973, «Léon Blum et l'État», distingue dans la pensée de l'homme, une doctrine de l'État, d'une part, une stratégie du pouvoir, d'autre part.

Mais on doit d'abord se demander s'il y a chez Léon Blum une véritable théorie de l'État. Monsieur Ziebura, lors du même colloque, va jusqu'à dire que «Léon Blum n'a jamais développé une doctrine d'État socialiste, mais s'est limité à une critique du régime parlementaire bourgeois» et nous conviendrons volontiers, pour notre part, que, dans son œuvre, les formulations relatives à l'essence de l'État ne sont pas très fréquentes ; celles qui y figurent sont brèves et on ne trouvera pas chez Léon Blum le développement d'une conception générale de l'État, comme celle qui est exposée par

Lénine dans *L'État et la révolution ;* ou même par Jaurès, dans le célèbre chapitre 10 de *L'Armée nouvelle.* Mais n'est-ce pas justement parce que, pour la conception générale de l'État, Léon Blum, sans y avoir consacré de développement particulier, a purement et simplement repris l'analyse de Jaurès : «Aujourd'hui, dit-il, (*Le Populaire* des 15-16 juin 1947, *Œ IX,* p. 57) le capitalisme ne commande plus en maître à l'État démocratique ; la force ouvrière s'est constituée et a constamment grandi : ainsi, les deux forces se balancent, se compensent, se neutralisent. Leur opposition est irréductible en fait, à moins d'une véritable guerre civile, tout comme la contradiction des thèses est inconciliable. On se tire cependant des crises successives par lesquelles contradiction et opposition se manifestent ...".

Plus nettement encore, dans un article publié le 29 mai 1947, il avait déjà dit : «La France vit en régime capitaliste, mais dans une phase ultime du capitalisme où le régime juridique de la propriété se dissocie et se détache tout à la fois des forces de production qui l'ont engendré et des forces politiques qu'il a engendrées à son tour. C'est du capitalisme que sont issues les formes modernes de la démocratie, mais les démocraties modernes ne sont plus nécessairement "les servantes empressées" du capitalisme» (*Œ IX,* p. 51). Et il saura gré au gouvernement de Paul Ramadier d'avoir, «pour reprendre une formule excellente de Maurice Schumann, su parler tout à la fois au peuple le langage du peuple et au pays tout entier le langage de l'État».

Il y a donc en ce moment une nature mixte de l'État qui n'est plus l'État du capitalisme, qui est déjà un État incluant une part de la force ouvrière. Avec Léon Blum comme avec Jaurès, il y a une doctrine de l'État révisionniste au sens étymologique du terme, rarement exposée (elle l'est surtout dans *L'Armée nouvelle*), mais implicitement admise, selon laquelle l'État n'est plus l'instrument d'une classe contre le prolétariat, mais un ensemble en quoi les deux, le passé et l'avenir, ont leur part d'influence. C'est d'ailleurs ainsi – et ainsi seulement – que l'État peut répondre à une attente dont l'esquisse, chez Léon Blum, est très ancienne.

Si on ne trouve pas, dans les *Nouvelles Conversations de Goethe avec Eckermann,* de développement directement consacré à l'État, on peut en dégager des indications indirectes. «C'est dans une nation centralisée, unifiée, nivelée, que les individus sont vraiment libres. Et les Montagnards de 1793 l'avaient bien vu contre ces Girondins dont se réclame Barrès» (édition de 1901, p. 54, *Œ I,* p. 220). Ce n'est donc pas dans l'attachement au terroir, l'enracinement, que gît l'espoir d'un harmonieux développement de l'individu, mais dans l'État ... Car «l'individu (p. 227) ne doit pas se poser comme sa propre fin, ce serait le triomphe du désir, de l'instant égoïste, de la fantaisie arbitraire et élégante, de tout ce qui est immoral. Il doit regarder au dehors, chercher dans l'intelligence des lois sociales la loi de sa propre perfection». Et, évoquant son idéal – les lois d'une société juste, une

idée de l'homme, du bonheur, de la justice humaine qui enveloppera, expliquera tout – «comme fit l'idée chrétienne pour les penseurs ou pour les peintres du Moyen-Age» (*Œ I,* p. 335) – il parle du rôle des politiques : «car demain la constitution juste de la cité redeviendra, comme au temps d'Aristote et de Platon, la tâche suprême, l'achèvement du travail humain». Il y a donc, pour l'État, une mission de justice, d'autant plus nécessaire que le bonheur de l'individu ne peut provenir de son maintien dans le terroir, dans les traditions, et que l'homme doit se tourner vers l'avenir universel.

Cet État, comment Léon Blum le voit-il ? On peut déjà en dessiner les traits à partir des conclusions du Commissaire du gouvernement devant le Conseil d'État, et en retenant les pages où, plus tard, en passant, le leader socialiste livrera sa pensée.

Les conclusions peut-être les plus connues du maître des requêtes sont celles qu'il donne sous l'arrêt Lemonnier du 26 novembre 1918, dont il faut rapprocher les conclusions sous l'arrêt Granits Porphyroïdes des Vosges du 31 juillet 1912 et l'arrêt commune de Mesles de 1911. Les premières, ou plus exactement les dernières en date, sont celles dans lesquelles Léon Blum fait admettre au Conseil d'État que la responsabilité de la collectivité publique, en l'espèce une commune, est incontestablement engagée dans une carence qui entraîne par ailleurs la responsabilité personnelle d'un homme, le maire. Bien que prévenu à plusieurs reprises du danger que faisait courir aux passants un tir forain pour lequel n'avaient pas été prises les précautions nécessaires, le maire ne prend pas les mesures qui s'imposent, jusqu'au moment où une balle perdue vient atteindre une dame Lemonnier : la faute personnelle du maire est évidente, il sera poursuivi et condamné en justice, mais, parce que la victime craint l'insolvabilité du maire (ou pour toute autre raison), les consorts Lemonnier poursuivent également la commune : elle n'est pas responsable, plaide son avocat, puisqu'il y a eu faute personnelle ; mais Léon Blum montre que la responsabilité du service public est engagée : parce que l'auteur de la faute personnelle avait tiré de ce service public les moyens d'agir et la situation d'être seul à pouvoir les employer, il est coupable de ne pas y avoir recouru : «Si la faute personnelle se détache du service, le service, lui, ne se détache pas de la faute», dira Léon Blum en une formule demeurée célèbre. Nous reconnaissons ici le devoir de garantie qui est celui de la collectivité publique, devoir fondé sur la solidarité sociale.

Avec l'arrêt Granits Porphyroïdes des Vosges, il s'agit de savoir si ce sont les tribunaux judiciaires qui sont compétents ou les tribunaux administratifs, et Léon Blum fait admettre que la compétence est celle des tribunaux judiciaires parce que le contrat conclu par la commune avec le fournisseur des granits ne présente aucune clause exorbitante au droit commun – que la commune a traité comme eût pu le faire un particulier (Dalloz 1916.3.35).

Dans l'arrêt commune de Mesles du 3 février 1911, il s'agit de savoir si un établissement commercial ouvert par la commune est passible de l'impôt sur la patente ... ou s'il doit y échapper en raison de la qualité de personne publique du maître d'œuvre ; et ici encore Léon Blum fait prévaloir l'assujettissement à l'impôt parce qu'en l'espèce, la puissance publique a agi comme aurait pu le faire un particulier; et les conclusions de Léon Blum, trop rarement citées, ont ici valeur de principe, d'indication générale sur les extensions possibles des entreprises publiques. «La notion de l'activité licite des communes deviendra plus large par cela même qu'elle sera moins précisément définie ... Plus on souhaite, d'ailleurs, que l'activité communale élargisse son cercle, plus on souhaite le régime de l'exploitation directe, plus on juge nécessaire que les communes s'accoutument à gérer leurs services dans les mêmes conditions que les particuliers, en supportant les mêmes chages que ces derniers, en se prêtant aux conditions générales du commerce, en acquérant peu à peu cet esprit commercial qui fait prospérer les entreprises particulières» (Recueil Arrêts Conseil d'État, pp. 139-140).

Si c'est le devoir de garantie de l'État qui se dégage de l'arrêt Lemonnier, c'est l'absence de privilège de juridiction ou d'immunité fiscale pour l'État qui se dégage des deux derniers arrêts ...L'État n'est donc pas nécessairement investi des prérogatives de la majesté et de leurs immunités, l'extension de ses attributions va de pair avec un traitement selon le droit commun.

On rapprochera ces indications du magistrat – cette contribution à la jurisprudence du Conseil d'État – des textes nombreux dans lesquels Léon Blum exprime plus tard sa préférence pour une grande et hardie déconcentration. «A mon grand regret, écrit-il le 4 juillet 1946 (*Œ IX*, p.221), jamais les idées de déconcentration gouvernementale et de décentralisation administrative, jamais l'effort pour animer la vie régionale et la doter d'une véritable activité politique, n'ont pu se frayer le moindre accès ; c'est pour cela qu'on ne peut transposer en France le régime présidentiel américain». Et il le redira encore le 31 décembre 1947 (*Œ IX*, p. 136) : «Le contrepoids de la décentralisation, de la déconcentration, de l'autonomie régionale n'existant pas, la France serait restée dans la main d'un chef une unité aussi rigoureusement hiérarchisée et disciplinée qu'aux temps des intendants royaux et des préfets napoléoniens».

L'État qu'il conçoit est aussi un État «désacralisé», en rapport constant avec la vie sociale. Et il est significatif que quand il envisage le meilleur aménagement du régime parlementaire, les comparaisons qu'il fait pour préciser le rôle du Président du Conseil ne renvoient pas à un général, un chef d'armée ou un monarque, mais à un chef d'entreprise ; son État est un État qui peut et doit fonctionner à la manière d'une entreprise.

Ce souci de mettre son État en constante relation avec la société peut être rapproché de la formation même donnée par le Conseil d'État, celle

(comme l'a très fortement dit le doyen Vedel, à la Table Ronde du C.N.R.S.) d'une jurisprudence apte à épouser le changement. «La caractéristique principale de l'activité du Commissaire du Gouvernement Léon Blum, c'est que partout où il a rencontré la notion de service public, c'est-à-dire de l'État conçu essentiellement comme un organisme rendant des services beaucoup plus qu'il n'exerce une souveraineté, Léon Blum a travaillé dans ce sens. Et de ses conclusions se dégage le caractère évolutif et constructif du droit administratif de l'époque, et le caractère essentiellement tourné vers l'organisation du changement, qui était celui de Léon Blum» (p. 38). Et de revenir encore sur «sa très grande imagination et son goût du changement».

«L'expérience professionnelle de Léon Blum, l'influence d'une formation juridique qui le pousse, peut-être inconsciemment, à valoriser la règle de droit et sa sanction, les années passées au Conseil d'État et sa contribution à l'élaboration d'une jurisprudence essentiellement libérale, enfin, pour finir, l'apprentissage du pouvoir, de ses circuits et de ses courts-circuits comme directeur de Cabinet de Marcel Sembat, de 1914 à 1916», ce sont là, pour M. Lassale, des éléments essentiels dans la démarche de Léon Blum (Table Ronde, p. 17).

Et lors du même colloque, Pierre Cot à son tour (p. 34) «souligne l'importance de la formation de Léon Blum au Conseil d'État, parce qu'il avait ainsi, en même temps qu'une formation juridique, une formation qui était beaucoup plus complète, qui intégrait le droit dans la politique de l'État, dans la marche de l'État. Cette légalité que respecta toujours Léon Blum était une légalité en évolution permanente. La jurisprudence du Conseil d'État, qui crée le droit administratif, s'adapte aux circonstances, est l'application du droit à ces circonstances nouvelles».

Empruntons la conclusion à Léon Blum lui-même, parlant bien après cette période professionnelle : «La loi, dit-il dans le discours de la Bellevilloise (1), n'est plus, ni pour moi, ni pour vous, ce qu'était la loi au temps de Solon ou de Moïse, au temps des Douze Tables ou des Tables de la Loi, nous ne sommes plus au temps où la loi crée la société, où elle la fixe, mais au contraire, c'est maintenant le mouvement de transformation sociale qui crée la loi, et la loi n'est plus que l'expression de rapports souvent fixés dans la société avant d'être inscrits dans des textes, ou souvent abolis dans notre société, alors qu'ils subsistent encore dans les codes». Ce que Léon Blum dit de la loi, il le pense aussi, sans doute, d'une certaine manière, de l'État lui-même, qui se trouve en quelque sorte relativisé.

Limitons-nous, quant aux conceptions constitutionnelles de Léon Blum, à l'essentiel ou plutôt à la philosophie : la mise en œuvre juridique ne rentre pas en effet dans la corrélation générale qui est l'objet de notre

étude : n'a-t-il pas d'ailleurs écrit lui-même : «Je ne suis pas un fabricant de constitutions. Je laisse ce soin aux spécialistes» (*A l'échelle humaine*). Et pourtant, nombreuses sont les suggestions en matière constitutionnelle, à telle enseigne qu'on pourra, avec quelque raison, voir en Léon Blum le premier des constituants de 1946, dans des assemblées dont il est absent.

En définitive, *La Réforme gouvernementale,* remarquable exposé des recettes et des moyens d'un bon gouvernement démocratique, aurait pu être écrite et mise en œuvre par un homme d'État qui n'aurait pas été socialiste : dans la technique des lois cadres, de la nécessaire direction du travail gouvernemental et du travail parlementaire, rien qui soit réservé à un penseur socialiste ... On y retiendra cependant une critique magistrale de la séparation des pouvoirs, évoquée à tort et à travers, et dont il conteste (à bon droit selon nous) l'emploi injustifié par le Général de Gaulle lui-même dans le discours de Bayeux : on ne saurait, dit Léon Blum en substance, déclarer que le gouvernement doit gouverner et le Parlement légiférer, car en réalité, Parlement et Gouvernement accomplissent sans cesse un travail commun. Il l'avait déjà écrit d'ailleurs le 2 janvier 1935 : «En régime parlementaire, le célèbre dogme de la séparation des pouvoirs n'est plus qu'une simple fiction de droit» (*Œ VI,* p. 449). Les rapports des pouvoirs ne sauraient donc être réglés de façon satisfaisante par la détermination de domaines distincts, mais par la reconnaissance d'un supérieur commun, la souveraineté nationale. Et l'exigence de la démocratie est que l'arbitrage de cette souveraineté soit reconnu : défendant en 1946 le second projet de constitution, il dira à son éloge (*Le Populaire* des 25-26 août 1946, *Œ VIII,* p. 301) : «pas de partage de la souveraineté ; pas de pouvoir là où n'est pas la responsabilité ; pleine responsabilité devant le souverain là où est la délégation du pouvoir ... Le principe démocratique est sauf». «Concilier la plénitude de la souveraineté avec le maximum de stabilité gouvernementale», écrit-il à propos de la constitution provisoire soumise au référendum pendant l'été 1945 ... pour dire que le statut réalise cette conciliation (*Œ VIII,* p. 92).

Mais où est donc cette souveraineté ? «J'ai posé sans réserve, en tant que principe de la Constitution républicaine, la souveraineté de l'Assemblée élue au Suffrage universel, unique délégataire de la souveraineté populaire», écrit-il le 4 juillet 1946 (*Œ VIII,* p. 219). Et répondant à Raymond Aron et Paul Boncour, qui lui reprochent d'avoir changé depuis qu'il a écrit *A l'échelle humaine,* il répond à propos de la constitution américaine : «La souveraineté ne se divise pas entre eux (le Congrès et le Président) ; elle appartient tantôt à l'un, tantôt à l'autre, selon les conditions et les hommes».

En réalité, il a identifié la souveraineté nationale avec sa délégation la plus directe, celle dont bénéficie l'Assemblée Nationale elle-même, et le privilège de l'Assemblée élue au suffrage universel direct lui paraît très important : une quinzaine d'années auparavant, Léon Blum avait déjà critiqué l'octroi du droit de la dissolution au chef du gouvernement, parce

qu'une menace de dissolution enlèverait à la Chambre des Députés – donc à l'émanation la plus directe de la souveraineté nationale – et à ses membres, la nécessaire liberté d'esprit au moment d'un vote sur la confiance donnée ou refusée au Président du gouvernement : «J'ai dit et répété que le droit de dissolution immédiat et inconditionné dévolu au chef du gouvernement» en cas de désaccord avec la majorité de la Chambre «conduisait tout bonnement à la destruction du régime dit *représentatif* ou *parlementaire* sur lequel est fondée, jusqu'à présent, la République» (*Le Populaire* du 22 octobre 1934, *Œ VI*, p. 240) ; ce que l'examen révèle alors dans les critiques, «c'est une dépréciation, une forme de mépris pour le parlement élu qui représente la souveraineté nationale, la souveraineté, une façon de le considérer comme un gêneur et presque comme un ennemi».

Ainsi, la dissolution, qui est aujourd'hui très généralement considérée comme un mécanisme irremplaçable du régime parlementaire, celui qui évite les crises ministérielles en cascade et prévient une sorte d'irresponsabilité des Assemblées élues, paraît au contraire à Léon Blum attentatoire à la liberté de vote du député, qui doit pouvoir refuser sa confiance au gouvernement sans craindre d'abréger par là son propre mandat...

Léon Blum connaît cependant et décrit fort bien dans *La Réforme gouvernementale* le désordre, l'instabilité, la versatilité de cette Chambre, mais il pense que l'organisation de partis forts et disciplinés pourrait assurer à l'Assemblée une assise stable – une majorité cohérente et la continuité gouvernementale. «Peut-on contester, par exemple, qu'il existe une relation étroite et directe entre la stabilité gouvernementale et l'organisation des partis politiques ?» (*Le Populaire* du 21 novembre 1934, *Œ VI*, p. 437). De tels partis existent en Grande-Bretagne – ils se forment en France et, pour les confirmer chez nous, Léon Blum compte, non sans paradoxe, sur une loi électorale toute différente de la loi britannique : c'est la représentation proportionnelle avec le scrutin de listes qui permettra de dégager chez nous ces grands partis qui, Outre-Manche, existent par la grâce du scrutin majoritaire à un tour.

«Sur le plan parlementaire, la stabilité dépend d'une entente libre et incessamment renouvelée entre une majorité et un gouvernement. Si je recherche ce que l'entente implique du côté de la majorité, je suis ramené à des conclusions que j'ai déjà dégagées : nécessité d'un minimum d'organisation des partis, nécessité d'une réforme électorale basée sur le principe de la RP, "juste et loyale", nécessité d'un minimum de moralité dans l'action des partis. Si je recherche ce que cette même entente implique du côté du gouvernement, je suis conduit à examiner le rôle indispensable d'un chef de gouvernement digne de ce nom et analyser ce que j'ai déjà appelé la "fonction présidentielle"» (p. 448, *Le Populaire* du 2 janvier 1935).

Ainsi, «le chef du gouvernement a pour fonction essentielle [...] d'assurer le jeu harmonique et complémentaire des deux organes gouvernementaux [...] Il est le chef de l'Executif, il est le chef du Législatif. Cette double

qualité précise le double aspect de sa fonction unique» (*Le Populaire* du 3 janvier 1935, *Œ VI*, p. 450), ce qu'il appellera aussi "le rôle directorial" du président du Conseil, la mission directoriale : «Pour obtenir une corrélation permanente de l'action parlementaire et de l'action ministérielle, il faut les concentrer l'une et l'autre dans son cerveau et dans ses mains» (ibidem).

Le problème des partis et de leur rôle est d'ailleurs posé avant même la libération de la France puisque, dans une lettre écrite de sa prison de Bourassol, le 15 mars 1943, au Général de Gaulle, en même temps qu'il lui confirme son appui («Vous dont le nom est désormais identifié avec la restauration de la démocratie en France»), il lui précise «qu'un État démocratique [...] ne peut pas vivre ou ne peut pas être conçu raisonnablement sans l'existence de partis politiques. [...] Les hommes qui composent cette élite [de la Résistance] seront nécessairement amenés, dans la France nouvelle, à se redistribuer dans des partis différents qu'ils rajeuniront et rafraîchiront à leur tour, qu'ils continueront à imprégner, dans leur diversité, d'une solidarité foncière, d'un véritable esprit "d'unité française" (*Œ VII*, p. 398). En sorte que, poussant à l'extrême pour rendre la pensée plus sensible, on pourrait dire que d'une certaine manière, l'histoire politique de la France depuis 1946 jusqu'en 1958 ... et peut-être depuis 1981, est l'illustration de la controverse de Léon Blum et de de Gaulle sur le rôle des partis ...

En fait, l'instabilité gouvernementale serait pour une très large part due à l'usage et à l'abus de la question de confiance ...

On sait l'évolution qui conduit Léon Blum d'une acceptation et même d'une préférence exprimée (*A l'échelle humaine*) pour les régimes de type présidentiel à une opposition farouche contre la constitution de Bayeux, telle que la propose le Général de Gaulle ; Léon Blum en fournira, à plusieurs reprises, des explications (une meilleure connaissance acquise par lui du régime américain et de ses défaillances, l'absence en France d'une décentralisation qui, en Amérique, est la contre-partie du pouvoir présidentiel, etc.). On ajoutera, Léon Blum en conviendra lui-même, la défiance à l'égard de la personnalité même du Général de Gaulle, «démocrate de raison plus que de comportement» ... Mais peut-être sera-t-il permis de suggérer qu'il y a aussi ici l'influence du parti, oh combien éloigné de lui quand il est dans la prison de Bourassol – et dont l'atmosphère, l'amitié, la vie le reprennent lorsqu'il est revenu en France ?

On peut ici se poser une question : comment Léon Blum peut-il concilier la continuité gouvernementale, particulièrement nécessaire, sinon pour l'instauration du régime socialiste, du moins pour l'exécution de certaines réformes préliminaires, avec la vie d'un parti sur lequel peuvent peser les routines, les scléroses, les pusillanimités ? Léon Blum devait lui-même dénoncer ces forces d'inertie dans son discours de 1946, devant le se-

cond congrès du parti socialiste, après la Libération ... Et pourtant, lui-même avait écrit, en conclusion de *La Réforme gouvernementale,* que les partis sont une des conditions régulières de l'action gouvernementale ... mais en ajoutant aussitôt: «Ce ne sont pas des partis qui créeront chez nous le gouvernement, c'est le gouvernement qui créera d'abord les partis. Pour établir le circuit logique, il faut un commencement, un acte catégorique de volonté, un acte de création, c'est-à-dire qu'il faut des hommes. [...] Il nous faut comme une génération spontanée d'hommes d'État, issue de leur nécessité même, et qui imposent l'ordre par l'action» (*Œ III,* p. 573). Pensée profonde et qui conditionne peut-être d'une certaine manière le rôle des partis sur lequel Léon Blum insistera en priorité à partir de 1946. Mais si les partis, dans des structures constitutionnelles et statutaires données, faisaient obstacle à l'ascension et à la révélation d'hommes d'État, dignes de ce nom ? Cette question déborde sans doute l'objet de notre étude. On retiendra cependant qu'ici encore, la solution des problèmes de l'État et du gouvernement n'est pas demandée à des procédures spécifiques, mais à un rapprochement avec l'ensemble de la vie, et notamment avec la vie sociale.

En définitive, la vision constitutionnelle de Léon Blum, si on fait abstraction des prises de position temporaires de *A l'échelle humaine,* nous apparaît assez semblable à celle que Carré de Malberg (2) analyse comme étant implicitement celle de la IIIème République – non pas la séparation des pouvoirs, mais la hiérarchie de ces pouvoirs, celui de l'Assemblée élue au suffrage universel dominant celui du gouvernement.

Mais Léon Blum, ayant reconnu les inconvénients pratiques du système tel qu'il fonctionne, compte pour son amélioration sur la formation de grands partis dont les présidents du Conseil seraient les leaders ; il reconnaîtra, en outre, la légitimité du référendum (1946).

Il ne s'interrogera pas plus avant sur les conditions juridiques, historiques et sociologiques qui permettent l'instauration d'un système de partis, réduits pratiquement à deux, et aux différences de programmes limitées, mais ceci s'explique sans doute par l'absence, de son vivant, d'expérience française et même étrangère suffisante, et par l'état assez rudimentaire de la science politique à l'époque.

Pour comprendre ce que peut être le rôle de cet État dans l'avancement du socialisme, il faut à présent non pas traiter à fond, mais au moins évoquer le socialisme de Léon Blum. Toujours, il se définira par un certain état de la société, et toujours, pour lui, c'est la réalisation, l'avancement vers cet état de la société qui importeront.

Longtemps, il caractérisera essentiellement la société socialiste par l'abolition de la propriété privée, avec les inégalités qu'entraîne son hérédité et le désordre qu'elle met dans la production. La société socialiste est

donc naturellement amenée par l'abolition de la propriété privée. «Supposez, écrit-il en 1919 dans *Pour être socialiste,* que tout travail humain soit ordonné comme une usine unique, où la tâche particulière de chaque atelier, de chaque ouvrier vient s'assembler dans un programme d'ensemble, constamment révisé selon les ressources et les besoins. Supposez que ce programme se limite aux productions vraiment utiles et ne gaspille plus tant d'activités laborieuses pour satisfaire, ou même pour créer, des besoins factices des modes d'un jour. Ne croyez-vous pas que cet effort discipliné suffirait pour assurer à chaque homme ce que l'humanité lui doit de naissance : le bien-être, sinon le bonheur ? [...] Le socialisme transformera, renouvellera la condition de la femme, la condition de l'enfant, la vie passionnelle, la vie de famille. Il comporte comme une libération, comme une épuration universelles» (*Œ III,* p. 38).

Mais petit à petit, sa pensée évoluera à cet égard et connaîtra deux évolutions marquantes.

En premier lieu, de plus en plus, il soulignera, notamment dans son discours au congrès du parti socialiste en 1945, lors de son retour de captivité, que la finalité véritable du socialisme n'est pas un régime de propriété privée défini, mais un certain épanouissement de la personne humaine. «Mais je pense aussi, dira-t-il alors, que la transformation sociale en elle-même n'est pas non plus le but final, et que la transformation sociale est le moyen, est la condition nécessaire, mais seulement le moyen et la condition de la transformation de la condition humaine. C'est en cela que, pour ma part, je maintiens les formules initiales du projet qui est soumis (3). [...] Qu'est-ce que je veux dire quand je parle de la transformation de la condition humaine ? Je veux dire que l'objet révolutionnaire n'est pas seulement de libérer l'homme de l'exploitation économique et sociale et de toutes les servitudes accessoires et secondaires que cette exploitation détermine ; mais qu'il est aussi de lui assurer, dans la société collective, la plénitude de ses droits fondamentaux et la plénitude de sa vocation personnelle. Je crois que l'objet révolutionnaire, c'est d'établir une harmonie entre cette unité sociale qu'est la personne et ce tout social que sera la société collective. Le but véritable du socialisme dans la transformation sociale, c'est cela». (*Œ VIII,* pp. 67-70).

La finalité ultime a toujours été présente dans l'esprit de Léon Blum (comparez supra la citation de *Pour être socialiste* en 1919), mais alors qu'en 1920, elle paraît «donnée comme par surcroit» du fait de l'abolition de la propriété privée et d'une meilleure organisation, l'expérience tragique montre qu'elle n'est, hélas, pas donnée par surcroît ... et que la propriété peut être abolie sans que la personne humaine soit épanouie ... que le travail peut être organisée sans que l'efficacité soit atteinte. De là une seconde mise au point :

«Une fois le régime capitaliste éliminé, nous nous imaginons le régime socialiste se substituant à lui par un effet de succession automatique, com-

me le roi de France vivant succédait au roi défunt. La mort de l'un, l'avènement de l'autre nous apparaissent en réalité comme un seul et même acte, et nous n'imaginons pas, une fois le régime capitaliste détruit, ce qui pourrait survenir d'autre que le régime socialiste. C'est contre cette conviction, cette croyance, enracinées jusqu'au fond de la pensée socialiste, que M. James Burnham est venu s'inscrire tout à coup avec une déconcertante audace». A présent, il apparait qu'«il est possible de détruire la propriété privée capitaliste sans avoir détruit le capitalisme».

D'autre part, pensée qu'il exprime particulièrement nettement dans cette préface à *L'ère des organisateurs* de Burnham, dont la citation précédente est déjà extraite (*Œ VIII*, p. 418) : «Puisqu'on peut supprimer la propriété privée capitaliste, sans pour autant réaliser le socialisme, que manque-t-il donc au régime dictatorial ... ou au régime soviétique pour être le socialisme ? La démocratie, c'est-à-dire une certaine promotion de l'homme». «Pour transformer le régime dictatorial de M. James Burnham en régime socialiste, ce qui est nécessaire et suffisant est d'y introduire la démocratie» ... Il précisera encore : «Je me sens même éclairci et fortifié dans l'une des convictions les plus profondes qui me sont les plus chères, à savoir que la transformation révolutionnaire du régime de propriété et de la production n'est pas une fin en soi, mais le moyen nécessaire et la condition indispensable de la libération de la personne humaine, qui est, elle, une fin en soi et la fin dernière du socialisme».

Sans doute Léon Blum ajoute-t-il (p. 426) : «J'y ai trouvé des raisons nouvelles et puissantes pour justifier l'intérêt capital que le socialisme actuel attache à [certains] problèmes ...» ; mais n'est-il pas aussi évident que désormais la réalisation du socialisme ne peut être acquise en un moment quelconque et qu'elle sera une création continue ?

Ainsi, la notion de société socialiste se trouve à la fois enrichie dans sa conception (il y faut non seulement l'abolition de la propriété capitaliste, mais encore la démocratie) et relativisée ou finalisée (comme on préfère) : le but véritable, c'est, par delà tel ou tel moyen technique, la promotion de la personne humaine. Par cette extension de la perspective socialiste, qui sera alors un processus, et non pas un état déterminé, le socialisme devient tout entier ce que le programme de Godesberg appellera fort bien, une dizaine d'années plus tard : «une tâche jamais terminée». Ne peut-on évoquer ici la pensée énoncée un demi-siècle plus tôt par Edouard Berstein : «Le mouvement importe plus que le but prétendument final».

Quel est donc le rapport de l'État avec ce socialisme ou plus exactement avec l'avancée vers ce socialisme ?

Trois traits doivent ici être marqués : l'État ne peut faire tout, mais son intervention est indispensable, et elle peut être efficace.

a) En premier lieu, l'État ne peut faire tout, le socialisme ne sera pas réa-

lisé parce que les socialistes seront maîtres du pouvoir, et la maîtrise du pouvoir n'a elle-même d'intérêt que pour autant qu'elle rapproche du socialisme ; d'où une distinction radicale avec le bolchévisme : la possession du pouvoir n'est pas la condition suffisante pour réalisr le socialisme ; dès lors, cette possession et sa conservation ne justifient pas n'importe quoi, en particulier pas des actions contraires à l'esprit du socialisme ...

C'est la question de la «dictature du prolétariat» qui est ici posée : «Le mot «dictature» est devenu, comme le mot «bolchevisme» d'ailleurs, un de ces mots à tout faire dont l'histoire du parti socialiste et républicain en France nous fournit un certain nombre d'exemples», écrit Léon Blum à propos du programme du parti (*Œ III,* p. 111).

Longtemps, Léon Blum reprendra à son compte cette expression, notamment lors du discours de Tours en 1920, et il admettra que les socialistes doivent, pour le passage au socialisme, recourir à la dictature du prolétariat. Mais quand on considère ce qu'il entend par là, la différence avec la conception léniniste de la dictature du prolétariat apparaît immense. «Que la fin révolutionnaire, que l'idéal révolutionnaire, ce soit la prise des pouvoirs publics en elle-même et par elle-même, indépendamment de la transformation sociale dont elle doit devenir le moyen, c'est une conception anarchiste. Car, lorsque vous raisonnez ainsi, quel est le seul résultat positif, certain, que vous avez eu ? C'est la destruction de l'appareil gouvernemental bourgeois. Erreur anarchiste dans son origine et qui, à mon avis, est à la racine de la doctrine communiste» (discours de Tours, *Œ III,* p. 148). Car, «en réalité, nous nous sommes placés en face de cette idée confuse et énorme de la Révolution sociale. [...] La Révolution pour nous c'est la barricade, l'insurgé mâchant ses balles, la bataille dans les faubourgs. Eh bien, nous vous avons dit, la Révolution *sociale,* ce n'est pas cela. [...] Supposez que demain, dans un pays quelconque de l'Europe, en Angleterre ou en France, le prolétariat prenne le pouvoir par un mouvement de force. Est-ce que cette prise du pouvoir serait à elle seule et par elle-même la Révolution ? pas le moins du monde : Si cette prise de pouvoir ne pouvait aboutir, en raison de la structure économique du pays, qu'à des réformes même profondes, vous auriez eu une insurrection suivie de réformes : vous n'auriez pas eu la Révolution» ... (Programme d'action du Parti, 1919, *Œ III,* p. 110).

Force est donc bien de constater qu'ici les mêmes mots désignent des réalités totalement différentes et on peut se demander si un esprit aussi clairvoyant et aussi lucide que Léon Blum n'a pas laissé subsister l'homonymie seulement pour préserver les chances de maintien ou de rétablissement de l'unité organique socialiste en laquelle il croyait encore alors ...

Les vacances de la légalité (car c'est de cela qu'il s'agit) peuvent être une certaine discontinuité dans l'ordre juridique (4), elles ne sauraient légitimer la suppression des libertés individuelles et Léon Blum de reprendre dès 1922, en la citant et en y insistant, la critique de Rosa Luxembourg à

l'égard de la dictature bolcheviste ... «Pas de pouvoir légalement élu, c'est entendu, mais la presse libre, les réunions libres, les associations libres, la vie syndicale libre, toutes les formes d'échanges et de confrontations de la pensée libre, tous les modes d'information libres. Faute de quoi la dictature du prolétariat ne serait plus que la dictature tout court, que la tyrannie collective ou personnelle à laquelle le socialisme répugne», déclare-t-il encore dans son discours de Stresa (*Œ IX*, p. 180). Et, opposant socialistes et communistes, il écrit : «Ils sont, eux, le parti de la dictature du prolétariat, nous sommes, nous, le parti de la révolution sociale».

Si on nous permet d'employer ici des expressions empruntées au langage gaullien, on dira que, parce que la dictature du prolétariat ne peut pas elle-même tout faire, elle ne doit en aucun cas «insulter l'avenir» et ce serait insulter l'avenir que d'habituer à la privation de libertés, ou couvrir des cruautés indéfendables ... Mais que reste-t-il alors de la dictature du prolétariat ? simplement la suspension de certaines procédures jugées trop lourdes pour une transformation rapide. La dictature, oui, mais au sens romain du terme, c'est-à-dire la suspension momentanée de certaines procédures, et des pleins pouvoirs pour atteindre à la préservation de la République sans en altérer l'essence ... (5).

b) Si l'État ne peut ainsi tout faire, s'il n'est pas omnipotent, son concours est cependant indispensable ; à plusieurs reprises, Léon Blum insiste sur le fait que, différents de certains qui croient que le socialisme peut s'instaurer par une sorte de processus spontané de base, les partis socialistes tiennent la possession du pouvoir politique pour indispensable à l'instauration du socialisme. «Notre but à tous est la conquête du pouvoir en vue de la transformation du régime social. Nous professons que la conquête du pouvoir n'est pas la condition suffisante de cette transformation – et c'est ce qui nous sépare du bolchevisme – , mais qu'elle en est la condition nécessaire, et c'est ce qui nous sépare de l'anarchie», déclare-t-il le 30 juin 1929 (*Œ IV*, p. 117).

«J'ai toujours pensé, écrit-il dans *Le Populaire* du 1er juillet 1935 (*Œ V*, p. 193), faute de quoi je n'aurais pas été socialiste, que la transformation sociale qui est, à proprement parler, la révolution, n'était ni possible, ni concevable sans la détention de la totalité du pouvoir public, c'est-à-dire sans la conquête du pouvoir; elle n'est pas une condition suffisante, mais elle est la condition préalable et nécessaire à un prolétariat maître du pouvoir, qui échouera cependant dans la transformation révolutionnaire du régime de la propriété, si cette révolution n'est pas suffisamment préparée par l'évolution interne du capitalisme. Par contre, il ne peut même pas songer à l'entreprendre s'il n'est pas maître du pouvoir ; j'ai toujours pensé ainsi, je continue à penser ainsi et je ne crois pas qu'il soit possible de noter à cet égard la moindre variation dans mon esprit».

Et dans la conférence à l'École Normale, en 1947, il répétera : «La conquête révolutionnaire du pouvoir est la condition nécessaire et préalable

de la transformation sociale, mais elle n'en est pas la condition suffisante. La conquête révolutionnaire du pouvoir qui conditionne la transformation sociale, c'est-à-dire la révolution, n'est pas par elle-même et à elle seule la révolution» (*Œ VIII,* p. 428).

Mais qui donc sont ceux qui commettent l'erreur de croire que la possession du pouvoir politique n'est pas nécessaire ? On peut croire par endroits que les personnes ainsi visées sont les réformistes du socialisme, s'imaginant que la réalisation du socialisme peut être le simple effet d'une addition de réformes, de transformations spontanément réalisées : la nécessité du pouvoir politique distinguant ainsi les socialistes véritables de ce qui est à leur droite (6). Mais en réalité, la pensée de Léon Blum est – ou devient – différente. Ceux auxquels il s'oppose, ce sont les anarchistes : il pense, à leur différence, que le socialisme ne peut pas se réaliser sans une détention du pouvoir politique, et cette nécessité du pouvoir politique fonde la légitimité, la nécessité même de l'action politique des socialistes.

«Le marxisme a posé la conquête du pouvoir comme la condition préalable à la révolution». Sur ce point, Marx s'est opposé à Proudhon ... mais dès lors, dans cette action politique, l'éventualité de l'exercice du pouvoir est possible (conférence de 1947 à l'École Normale Supérieure, *Œ VIII,* p. 434). «Je crois qu'il y a un entraînement à l'action qui est nécessaire pour l'hygiène des partis prolétariens ; je crois que l'action politique était nécessaire à l'éducation politique des masses, et qu'elle était nécessaire à l'éducation gouvernementale de l'élite» (ibidem, p. 435). Et parce que cette action, notamment électorale, est nécessaire, on verra se poser le problème d'un exercice du pouvoir possible avant la réalisation du socialisme. On peut donc dire que non seulement la possession du pouvoir n'est pas suffisante pour réaliser le socialisme, mais encore que, du fait qu'elle est nécessaire pour cette réalisation, elle peut se produire à un moment où elle précède les autres conditions requises pour les possibilités de cette réalisation.

c) Un dernier trait doit être relevé : cette situation et l'utilisation possible de l'État pour l'avancement du socialisme tiennent à ce que nous sommes déjà dans une période où l'État est mixte.

C'est la nature démocratique de l'État qui fait qu'il peut dès à présent, dans sa teneur actuelle, être employé à l'action socialiste, sans nécessité de destruction ou de rupture de type léniniste.

«Dans la plupart des pays de l'Europe, l'État a cessé d'être l'expression pure et simple, l'expression exacte du capitalisme ; si par hypothèse il l'était resté, il est bien clair que l'exercice du pouvoir dans le cadre de la société capitaliste serait une contradiction insoutenable et intolérable» (*Œ VIII,* p. 435). «Ces constatations sont plus sensibles depuis la dernière guerre qu'elles ne l'avaient jamais été ; c'est le capitalisme qui a créé la forme moderne de la démocratie, et les démocraties se dissocient et se détachent de plus en plus de ce capitalisme dont elles sont issues. [...] L'État

moderne se détache progressivement du capitalisme et c'est pourquoi il est possible à des partis socialistes de le manier sans l'asservir et, à plus forte raison, sans s'asservir eux-mêmes au capitalisme. Ils prennent le pouvoir en en tirant un instrument de lutte contre le capitalisme, c'est-à-dire en usant de l'autorité de l'État pour créer des conditions favorables à l'avènement du socialisme» (ibidem, p. 436).

A la Table Ronde déjà citée, Robert Blum devait apporter à cet égard un témoignage catégorique en remerciant M. Lassale «d'avoir mis en évidence la conciliation constante qu'a pu exercer Léon Blum entre la notion de respect de la démocratie et celle d'institution du régime socialiste ; c'est la clé de son action dans le domaine constitutionnel ou dans le domaine gouvernemental, de ses rapports avec l'État, mais aussi des positions politiques qu'il a prises, principalement au Congrès de Tours : c'est qu'il fallait à tout prix concilier la maintien de la démocratie, quelque discussion qu'on puisse avoir sur la forme qu'elle prend, avec la construction du socialisme. Agir autrement, ce serait vouloir monter davantage un édifice qui est celui de la participation populaire à la vie de l'État, mais vouloir le monter en détruisant la fondation». Car «la finalité restait la démocratie étendue au socialisme et au domaine économique» (p. 36 et p. 85).

Tel quel, cet État va avoir, sans même attendre l'instauration du socialisme, un rôle double :

a) D'une part, il est appelé, précisément parce qu'il est celui d'une forme qui n'est plus purement capitaliste, à mettre en rapport les différentes forces sociales et, le cas échéant, à arbitrer entre elles : «Notre second devoir [...], c'est de servir de compositeurs, d'arbitres ; c'est d'employer toute l'autorité du gouvernement à la conciliation ; c'est d'insister auprès des patrons pour les rapprochements et les conversations nécessaires. C'est de persuader, d'autre part, les ouvriers que l'œuvre de ce gouvernement qu'ils ont voulu, de ce gouvernement qu'ils ont contribué à apporter au pouvoir, ne peut s'accomplir que dans l'ordre, dans la discipline et dans la sécurité publique», explique-t-il en se présentant devant les Chambres en 1936 (*Œ V*, p. 286). Matignon n'est donc pas une improvisation, mais la mise en œuvre d'une conception mûrement réfléchie de ce que peut être le rôle de l'État dans cette phase décrite par Jaurès dans le chapitre 10 de *L'Armée nouvelle :* un État dont l'évolution a encore accentué depuis le caractère mixte.

Léon Blum reviendra, dix ans après, sur ce thème, quand il expliquera, à propos d'un conflit du travail survenu depuis la Libération, ce que peut et doit être le rôle de l'État – et en particulier des socialistes – dans le gouvernement (*Le Populaire* du 17 juin 1947, *Œ IX*, p. 58).

b) En même temps, l'État peut voir son rôle étendu par la réaffirmation

de ses droits vis-à-vis des concessionnaires de services publics, et par l'extension des nationalisations.

En insistant sur le droit régalien de l'État, dont les contrats de concessions aux compagnies de chemin de fer ne sauraient l'avoir dépossédé (c'est un thème sur lequel il reviendra plusieurs fois), comme exprimant la volonté de voir certaines activités prendre la forme de nationalisations, Léon Blum pourra même évoquer la vieille distinction monarchique entre le domaine éminent du souverain – devenu maintenant la Nation – et le domaine utile concédé aux propriétaires – et qui n'est jamais qu'une concession du souverain.

Telles quelles, les nationalisations ne seront pas des socialisations, et ici aussi, Léon Blum veillera à éviter toute équivoque (comme à propos de l'exercice du pouvoir) : «Les nationalisations, ce sont des actes très importants, mais qui ne modifient pas le régime juridique de la propriété, en ce sens que l'État indemnise les entreprises privées qu'il transforme en service national et que, surtout, la substitution de l'État au patron ne modifie pas dans sa substance le rapport social exprimé par le salariat» (Conférence de l'École Normale Supérieure, p. 430).

A la différence d'une socialisation qui se fera lors de l'instauration du socialisme et, même si elle est partielle, n'aura pas alors de raison de comporter des indemnités, la nationalisation, elle, précisément parce qu'elle n'est pas encore la socialisation (c'est-à-dire une part de réalisation du socialisme) doit s'accompagner d'une juste indemnisation des propriétaires ; il n'y a en effet pas de raison de sacrifier à leur détriment le principe d'égalité, puisqu'on demeure dans un régime où la propriété privée est maintenue. «Tant que le régime général de la propriété capitaliste subsiste, on n'aperçoit pas pourquoi certains propriétaires et porteurs de titres seraient soumis isolément à l'expropriation révolutionnaire. Ce privilège à rebours aurait quelque chose d'injustifiable et même d'inconcevable» (*Le Populaire* du 12 juillet 1935, *Œ V*, p. 208). Dès lors, «les nationalisations sont aux socialisations ce que l'exercice du pouvoir est à la conquête» : elles se placent dans le cadre du régime capitaliste. Elles sont donc concevables et exécutables sans conquête préalable de «l'appareil politique de la bourgeoisie» (p. 207).

Si les nationalisations ne se confondent pas avec la socialisation, elles sont cependant légitimes et même bienvenues. Léon Blum développe toute une réflexion sur l'industrialisation, la représentation des usagers et des travailleurs, pour montrer que si la nationalisation n'est pas une socialisation, elle ne doit non plus être ni une étatisation ni une bureaucratisation – simplement une forme nouvelle de gestion. Et cette orientation lui est facilitée par la conception qu'il se fait d'un État désacralisé qui agit, on l'a vu, beaucoup plus à la manière d'une entreprise qu'en vertu de l'imperium romain.

Après la seconde guerre, du reste, Léon Blum élargira sensiblement cette extension des pouvoirs de l'État :«Nous voilà, écrit-il dans *A l'échelle humaine* (*Œ VII,* p. 470), nous voilà cette fois jetés en plein socialisme d'État puisque, de toute évidence, la puissance de l'État devra se déployer pour définir, protéger, garantir la condition ouvrière. Le problème sera de faire passer dans la réalité sociale ces formules qui, vers 1848, prenaient l'air de devises révolutionnaires : droit à la vie, droit au travail, organisation du travail. [...] L'autorité politique sera conduite à assumer la tâche d'ordonnatrice et de régulatrice de la production. Dans un régime où l'insuffisance et l'incohérence de la production équivaudrait à une guerre civile, l'autorité collective, quelle qu'en soit la forme, ne peut échapper à l'obligation de la soumettre à une conception et à une organisation d'ensemble, de la "planifier". Il s'agit ici, on le voit bien, non pas du régime socialiste une fois instauré, mais de ce qui sera la réalité de demain. Parlant d'un régime dont il semble bien qu'il voit l'instauration suivant la Libération – qui n'est donc pas encore le véritable régime socialiste –, il écrit dans *A l'échelle humaine* (ibidem, p. 473) : «L'instauration d'une Social-Démocratie suppose par définition un certain nombre de mesures transformant essentiellement soit la nature juridique de la propriété, soit, à tout le moins, la condition ouvrière et la gestion économique», et ces mesures doivent être de portée internationale.

On pourrait se demander si on n'est pas ici bien près d'un de ces «régimes intermédiaires» dont Léon Blum voulait en 1934 écarter la perspective, mais ceci non plus n'entre pas dans notre sujet ... si ce n'est pour illustrer l'extension du champ ouvert à l'État.

Telles quelles – ainsi délimitées dans leur conception même – les nationalisations sont appréciables. «La nationalisation (*Œ V,* p. 213, *Le Populaire* du 4 août 1935) consiste dans le fait que certaines catégories d'industries privées et d'établissements privés sont transformés en services publics, que la gestion en est transmise aux mains de la collectivité nationale. Des actes réguliers ont décidé cette transformation. Les propriétaires, les porteurs d'action ont été nantis d'une indemnité considérée comme équitable, la situation des obligataires et créanciers a été garantie ... D'autre part, le maniement des industries nationalisées, du crédit pour orienter la production et développer la consommation, communément qualifiée d'économie dirigée ... permettent la lutte contre la crise».

Si les nationalisations partielles et spéciales dans le cadre du régime capitaliste s'opposent si nettement aux socialisations révolutionnaires (ibidem, p. 209, *Le Populaire* du 2 août 1935), elles présentent dès à présent un caractère précieux ... par les profits parasitaires qu'elles suppriment, par les gaspillages auxquels elles mettent fin. Et d'insister sur l'appropriation collective des plus-values des chemins de fer ...

D'autre part, «il n'est point douteux que, dans l'ensemble, la condition des travailleurs d'une industrie ou d'un service nationalisé est supérieure à

la condition des salariés privés de la même catégorie. Elle est plus stable, elle comporte une rémunération moins insuffisante ; la discipline y est accompagnée de plus de garanties, le contrôle de la nation et du Parlement qui la représente fait obstacle [...] à de trop violents abus ; surtout, le travailleur se sent rehaussé dans sa dignité virile, du fait même qu'il collabore à une production collective dont il est le maître pour sa part de citoyen, au lieu de subir la loi passive d'un patron ou d'une agrégation anonyme de capitaux. Je ne veux rien exagérer, mais on trouve déjà dans la nationalisation une petite parcelle de ce sentiment de libération humaine auquel la socialisation révolutionnaire pourra seule fournir sa pleine satisfaction» (p. 212). En sorte qu'apparaît ici le rôle émancipateur de l'État, forme plus avancée que la propriété privée ... surtout s'il s'accompagne d'un effort de démocratisation.

Comme le dira justement Colton à la Table Ronde (p. 123), la démocratie sociale est ici encore plus importante pour lui que l'État lui-même.

Quelque progrès humain que représentent les nationalisations, elles ne sont donc pas l'instauration du socialisme et, dès lors, la question se pose de savoir si, dans une société qui n'est pas socialiste et dans laquelle il n'est pas question d'instaurer le socialisme, les socialistes, eux, peuvent être au pouvoir. On sait qu'au début du siècle, l'entrée de Millerand dans un gouvernement de défense républicaine ouvre un débat violent dans les partis socialistes français et dans le mouvement international. Ce débat est terminé en 1905 par une motion qui condamne la présence des socialistes dans le gouvernement d'une société capitaliste – il faudrait peut-être même dire, en ayant en mémoire les distinctions que précise Léon Blum à la fin de sa vie, «dans une société qui n'est pas encore socialiste, même si elle n'est plus intégralement capitaliste».

En fait, pendant la guerre, les socialistes iront au gouvernement dans de nombreux pays ... pour des raisons de défense nationale. Après la guerre, parce qu'il est manifeste que la situation n'est plus celle d'avant-guerre, Léon Blum demande à l'Internationale socialiste de se saisir du problème de l'attitude des socialistes envers le pouvoir, afin de réviser en tant que de besoin la motion d'Amsterdam. L'Internationale refuse ce débat, entendant réserver à chaque parti la liberté d'agir selon les circonstances locales – et afin d'éviter une prise de position générale qui ne pourrait être unanime. Léon Blum agira donc, de l'intérieur du parti socialiste français et pour son compte, par la distinction devenue classique entre la conquête et l'exercice du pouvoir. La théorie est si connue qu'on peut la résumer brièvement – dans la continuité remarquable qu'elle présente, depuis les premières formulations de 1926 à la Bellevilloise jusqu'à la conférence de l'École Normale Supérieure en 1947.

Il faut distinguer entre la *conquête du pouvoir,* qui est l'acte par lequel les

socialistes se saisissent du pouvoir pour instaurer le régime socialiste, et *l'exercice du pouvoir,* qui est la situation dans laquelle un parti socialiste peut se trouver appelé à détenir le pouvoir, sans être pour autant en mesure d'instaurer le socialisme. «L'exercice du pouvoir se place avant la révolution. L'expression s'applique au cas où un parti socialiste quelconque se trouve, par le jeu normal des institutions démocratiques, dans les mêmes conditions formelles où se trouverait à sa place tout autre parti détenteur du pouvoir légal. Le parti socialiste exerce alors le pouvoir légal conformément aux institutions qui le régissent et dans le cadre du régime social tel qu'il existe, c'est-à-dire dans le cadre du régime capitaliste. [...]La conquête du pouvoir, c'est tout autre chose, ce n'est pas un acte qui se place avant la phase révolutionnaire : c'est un acte révolutionnaire», précise-t-il dans la conférence à l'École Normale Supérieure, le 30 mai 1947 (*Œ VIII,* p. 428).

Une situation d'exercice peut se produire parce que le parti socialiste n'a pas la majorité absolue des sièges, ou encore parce que, même s'il a cette majorité absolue, la situation ne lui permet pas d'instaurer le socialisme (on remarquera l'hypothèse prophétique à certains égards : n'est-elle pas celle du gouvernement social actuel en Autriche ou en France ?) (7). C'est que la possibilité d'instaurer le socialisme n'est pas seulement une question de pouvoir juridique, de nombre de sièges détenus, de possession du pouvoir de décision, elle est encore fonction d'une certaine situation sociale, (et aussi du mandat qui aura été donné aux élus – ce qui nous conduit à distinguer dans la volonté du citoyen, de l'électeur, entre le vote pour un candidat socialiste et le mandat qui lui serait donné d'instaurer le socialisme : distinction que pose sans doute aujourd'hui l'interprétation des élections françaises de 1981 – mais que Léon Blum pressent déjà, sans s'y attarder autrement, cinquante ans plus tôt).

Comment peuvent se produire de telles éventualités d'exercice sans conquête, de détention du pouvoir sans possibilité de cette instauration du socialisme qui est pourtant l'objectif proclamé du Parti Socialiste ? Comme une suite normale de l'action politique, de la participation politique, en sorte que le fait que la possession du pouvoir est indispensable à l'instauration du socialisme, ainsi qu'il a été rappelé ci-dessus, a pour effet indirect (pervers dirions-nous aujourd'hui) que les socialistes peuvent se trouver dans la nécessité de prendre le pouvoir, sans pouvoir y instaurer le socialisme. Il en sera ainsi, parce qu'ils seront devenus un élément indispensable à la constitution d'un gouvernement de gauche majoritaire (hypothèse du parti socialiste minoritaire) ou parce qu'ils sont à eux seuls la majorité à l'intérieur du Parlement, hypothèse déjà évoquée, ou encore parce que, devant un péril fasciste, il y a lieu d'occuper le pouvoir afin que «le fascisme ne passe pas», de l'occuper par soi-même ou de l'occuper avec d'autres démocrates.

Dans ces hypothèses, que doivent faire les socialistes ? Leur tâche est double : elle est, d'une part, d'introduire des modifications dans la société,

«de changer la société», dirions-nous aujourd'hui, mais elle est aussi de gérer la société telle qu'elle est, et, à ce titre, d'assumer toutes les responsabilités d'un gouvernement. Les citations ici abondent ; dans l'article du 5 mars 1950 que nous avons cité, il écrira : «Ce gouvernement doit à tout moment et en toutes circonstances inspirer la double conviction qu'aucun autre gouvernement n'aurait pu faire autant pour la classe ouvrière, procurer les mêmes satisfactions à ses revendications, les mêmes améliorations à ses conditions, et qu'en même temps, aucun autre gouvernement n'aurait pu gérer avec plus de droiture, de vigilance, de courage, l'ensemble des affaires de la Nation». Et encore : «Si par l'effet du jeu parlementaire, dans le cadre de la constitution actuelle, nous étions appelés à exercer le pouvoir, nous devrions l'exercer légalement, loyalement, sans commettre cette espèce d'escroquerie qui consisterait à profiter de notre présence à l'intérieur du gouvernement pour transformer l'exercice du pouvoir en conquête du pouvoir, tranformation d'ailleurs impossible, puisqu'elle est fonction de l'ensemble de conditions sociales qui ne seraient pas réalisées et que la possession du pouvoir ne suffit pas à créer». «La vraie difficulté, c'est qu'il faut montrer que tout se trouve à la fois maintenu et changé. [...] Il faut donner le sentiment que des choses sont entreprises, que seul le parti socialiste est capable d'entreprendre ou de tenter. [...] Nous sommes installés au pouvoir dans le cadre de la société capitaliste, nous sommes tenus d'exercer la direction loyalement, non pas seulement par une règle de probité morale, mais parce que c'est, de toute évidence, notre intérêt collectif de Parti, l'intérêt des masses ouvrières dont nous sommes l'expression politique [...] Nous avons donc à gérer loyalement, honnêtement la société remise entre nos mains, c'est notre devoir de détenteurs du pouvoir» (conférence de l'École Normale Supérieure, *Œ VIII,* p. 432).

Le devoir de gestion et la résolution de s'y tenir avaient été maintes fois affirmés en 1936. Rappelant ses convictions socialistes, il ajoutait aussitôt : «Nous vous déclarons, avec la même droiture, avec la même franchise [...] que nous acceptons sans aucune réticence, sans aucune restriction, les conditions de l'œuvre que nos amis républicains et nous, nous avons entreprise ensemble. [...] Nous sommes un gouvernement de Front Populaire, et non pas un gouvernement socialiste. Notre but n'est pas de transformer le régime social, ce n'est même pas d'appliquer le programme spécifique du parti socialiste, c'est d'exécuter le programme du Front Populaire» (*Œ V,* p. 281).

«Ai-je besoin de répéter une fois de plus que nous ne sommes pas un gouvernement socialiste, que nous ne cherchons – ni directement ni insidieusement – à appliquer au pouvoir le programme socialiste, que nous travaillons avec une entière loyauté dans le cadre des institutions actuelles, de la société actuelle, du régime de propriété actuel, que notre seule volonté, notre seule ambition est d'extraire de ces institutions, de cette société, de ce régime, tout ce qu'ils peuvent contenir d'ordre, de justice, de bien-

être, que nous sommes résolus à poursuivre cette tâche nécessaire, par le jeu de la légalité républicaine et, s'il se peut, par l'accord amiable de toutes les catégories sociales. Nous sommes un gouvernement de bien public. Nous n'avons pas d'autre objet que le bien public, [...] nous prétendons être, au sens le plus élevé du terme, un gouvernement national, voilà pourquoi nous nous adressons aujourd'hui à toutes les Françaises et à tous les Français» (Allocution de Nouvel An de 1936, *Œ V*, p. 473).

«Nous gouvernerons en républicains. Nous assurerons l'ordre républicain. Nous appliquerons avec une tranquille fermeté les lois de défense républicaines. Nous montrerons que nous entendons animer toutes les administrations et tous les services publics de l'esprit républicain», a-t-il dit lors de sa présentation devant le Parlement en mai 1936 (*Œ V*, p. 273).

«Les gouvernements restent plus ou moins longtemps au pouvoir, mais tous le quittent, et chacun d'eux, à chaque heure de son existence, doit considérer qu'il représente des intérêts qui, eux, sont éternels et agir en fonction de ces intérêts», dit encore Léon Blum en 1938, au Sénat, dans la séance où il sera renversé pour la seconde fois par l'Assemblée du Luxembourg (*Œ VI*, p. 130). Auto-limitation qu'on ne manquera d'ailleurs pas de critiquer à l'extrême gauche du parti socialiste dans le discours pivertiste, comme plus récemment encore dans le livre de Colette Audry, *Léon Blum ou la politique du juste*. Et voici donc, en tout cas, les socialistes en contre-partie des mesures de réforme qu'ils ont pu introduire, investis des charges qui sont celles de l'État, investis de la gestion de l'État.

A l'époque où Léon Blum a énoncé sa distinction, on y a vu surtout un barrage opposé à la droite du parti socialiste qui réclamait la *participation* à des gouvernements présidés par des radicaux... et la distinction entre l'exercice et la conquête apparaît bien, historiquement, par les conditions mises à l'exercice, comme ayant fait refuser la participation ; mais son véritable apport, son innovation profonde est sans doute différente : c'est d'avoir fait accepter, par la gauche même du parti socialiste, la possibilité, et bientôt la nécessité, de pouvoir être au gouvernement et donc d'assumer la responsabilité de l'État en dehors même des circonstances permettant de réaliser ce que l'on considère comme le socialisme. Quel chemin parcouru – dans les faits et dans la pensée – depuis les condamnations nationales et internationales (trente ans plus tôt) du ministérialisme, c'est-à-dire de la présence de socialistes au gouvernement !

En fait, la distinction de l'exercice et de la conquête légitime et légitimera l'exercice ... car il n'y a pas encore eu d'hypothèse de conquête (8), en sorte que la distinction de Léon Blum aboutit à maintenir l'espérance (G. Sorel aurait sans doute dit le «mythe») de la conquête du pouvoir, et à faire accepter la réalité de son exercice ... en y incluant la nécessité de faire face aux charges de l'État.

A la Table Ronde déjà plusieurs fois citée, le doyen Vedel, concluant la séance qu'il avait présidée, se demandait si la distinction «entre exercice et

conquête du pouvoir ne ressemble pas un peu à la distinction de la Thèse et de l'Hypothèse dans l'histoire du catholicisme, c'est-à-dire s'il ne s'agissait pas d'adopter une position imposée par une certaine réalité, mais qui n'est pas conforme à un dogme ; alors, on distingue l'univers en deux parties : l'une normative, de type idéaliste, l'autre concrète, existentielle, si bien qu'on arrive à rétablir l'unité de la pensée et de l'action par ce qui est une précaution oratoire, bien que cela soit ressenti profondément et sincèrement» (p. 85). A juste titre, le doyen Vedel exclut l'éventualité d'une manœuvre, d'une habileté chez Léon Blum ... mais peut-être peut-on penser que la distinction correspond à la double nécessité pour l'homme de maintenir un idéal élevé, même s'il n'est pas provisoirement accessible, et de faire face aux nécessités du présent. «Aller à l'idéal et comprendre le réel», la formule jaurésienne trouve ici une application, ou plus exactement un équilibre d'application, que n'avait peut-être par eu en vue le tribun assassiné, mais qui est dans la nature des choses.

Dans le discours qu'il prononce au congrès du Parti Socialiste en août 1945 à Paris, lors de son retour de déportation, Léon Blum invite ses auditeurs à se reporter à l'époque du congrès d'Amsterdam et à la controverse Jaurès-Bebel ; son véritable objet, dit-il, était les rapports de la démocratie et du socialisme... Et d'affirmer qu'«il n'y a plus aujourd'hui dans le monde prolétarien, dans le monde ouvrier ou dans le monde socialiste ou communiste, personne pour prétendre que l'évolution capitaliste ou que l'évolution des partis ouvriers et prolétariens soit indépendante des formes politiques de la société dans laquelle nous agissons. [...] Il y a une connection indissoluble entre socialisme et démocratie. Sans le socialisme, la démocratie est imparfaite et sans la démocratie, le socialisme est impuissant» (*Œ VIII,* p. 68).

Quelques semaines avant sa mort, dans *Le Populaire* du 11-12 février 1950 (*Œ IX,* p. 265), Léon Blum pourra encore noter : «Personne dans le parti socialiste français, ni dans aucun parti socialiste de moi connu, ne considère plus la participation au gouvernement comme frappée d'un interdit doctrinal. Les communistes eux-mêmes ont participé, dès qu'ils l'ont pu, chaque fois qu'ils l'ont pu. [...] La participation à l'action parlementaire implique à son tour la participation éventuelle au gouvernement, soit que le groupe parlementaire socialiste détienne à lui seul la majorité de la Chambre élue, [...] soit qu'il constitue un élément prédominant d'une majorité de coalition, [...] soit qu'il représente un élément nécessaire bien que non prédominant de toute majorité considérée par lui comme possible, et que le gouvernement, comme il est normal en régime parlementaire, se forme à l'image de la majorité». La participation proprement dite est donc licite et même normale, si l'on veut, mais elle n'est pas obligatoire ...

Pour comprendre cette conséquence et l'admettre, il aura fallu plus

d'un tiers de siècle, depuis les tumultes d'Amsterdam ... Dans ce progrès de raison et de clairvoyance, Léon Blum aura tenu un rôle essentiel. Si l'on considère les trois données, socialisme, État, pouvoir, dont nous nous sommes attachés à traiter le rapport, on peut dire qu'avec Léon Blum, le socialisme se définit par sa finalité, que sa réalisation s'étire dans le temps, en même temps que Léon Blum en enrichit la conception, qu'inversement l'obéissance aux exigences de l'État se fait plus pressante dans la mesure où elle peut s'imposer du jour au lendemain aux socialistes eux-mêmes ... Mouvements simultanés en sens inverse, par l'effet combiné desquels les socialistes sont saisis par l'État, et l'État, lui, est saisi par un idéal, un idéal socialiste, et l'antinomie de cette double saisine est le lot de ceux qui veulent aller à l'idéal et doivent comprendre le réel.

De cette logique, Léon Blum aura été l'expression d'autant plus puissante qu'il aura été le premier à aborder dans une action responsable ce qui, auparavant, n'était encore pour les socialistes qu'un problème théorique et lointain.

Léo HAMON

P.S. Madame Jennawi Le Yaounc Nadia a bien voulu nous aider pour la recherche et l'assemblage de la documentation utilisée dans cet article. Qu'elle trouve ici le remerciement de l'auteur pour sa très utile contribution.

archives-socialistes.fr

NOTES :

(1) Du même non que la salle où s'est tenu, en 1926, un congrès national extraordinaire du Parti Socialiste, pour discuter de la participation.

(2) Auquel Léon Blum ne semble cependant s'être jamais référé.

(3) «La Révolution sociale, ce n'est rien de plus et rien de moins que la substitution d'un mode de propriété à un autre», écrit-il en 1919 (Le Programme d'action du Parti, *Œ III*, p. 110).

(4) «Entre la légalité future qui n'existe pas encore et la légalité passée qui ne doit plus exister, se place précisément à titre intermédiaire et temporaire, ce qu'on nomme la dictature...» (*Le Populaire* du 21 juillet 1922, *Œ III*, p. 247).
Sans doute, «lorsqu'un régime nouveau, qu'il soit politique ou social, peu importe, a renversé le régime existant, ce mouvement est condamné d'avance à l'échec, s'il s'en remet immédiatement, pour se justifier et se légitimer, aux institutions du régime politique, économique ou social qu'il vient d'abolir. Les mots «dictature du prolétariat» signifient [...] la période intermédiaire de dictature qui, lorsqu'il s'agira de la révolution sociale, sera la dictature impersonnelle du prolétariat, et qui a été ou aurait été à d'autres époques, et vis-à-vis d'autres révolutions, la dictature du parti royaliste ou du parti bonapartiste ou du parti républicain ...» (*Œ III*, p. 112).

(5) Sera-t-il permis de suggérer une manière d'article 16 au bénéfice, non pas de la préservation des institutions existantes, mais de l'instauration du socialisme sans suppression de la liberté de discussion ?

(6) Dans le discours de Tours en 1920, il avait déjà dit : «Le fond de la thèse réformiste, c'est que, sinon la totalité de la transformation sociale, du moins ce qu'il y a de plus substantiel dans les avantages qu'elle doit procurer à la classe ouvrière, peut être obtenu sans prise préalable du pouvoir politique. Là est l'essence du réformisme» (*Œ III*, p. 148).

(7) «Et vous savez bien, dit-il dans le discours de la Bellevilloise, qu'un parti socialiste pourrait avoir la majorité dans le Parlement sans se trouver le moins du monde en état de transformer l'exercice du pouvoir en conquête du pouvoir, c'est-à-dire sans que l'ensemble des conditions politiques et économiques lui permît, en dépit de sa majorité, d'entamer la transformation révolutionnaire de la propriété».

(8) «Il n'y a, à ma connaissance, pas une seule nation où il y ait eu conquête révolutionnaire du pouvoir et destruction du capitalisme», dira-t-il en 1947 (*Œ VIII*, p. 430).

archives-1901.com

JEAN JAURÈS

Conférence donnée le 16 février 1933 au Théâtre des Ambassadeurs

Avertissement

Je dois faire précéder la présente brochure d'un avertissement nécessaire. Elle reproduit la sténographie d'une conférence, prononcée au cours de l'hiver dernier, et qui prenait place dans une série organisée par la direction d'un théâtre parisien, le Théâtre des Ambassadeurs. Je n'avais pas choisi le sujet. Il m'avait été proposé avec instance. Et j'avais fini par céder, parce qu'il m'est toujours doux de parler de Jaurès, parce qu'en parlant de lui, je trouvais l'occasion naturelle d'insinuer dans l'esprit d'auditeurs bourgeois, ou même mondains, quelques réflexions nouvelles pour eux et dont le cheminement pouvait être profitable.

Ces quelques pages n'ont donc pas été conçues *pour les socialistes.* Elles comportent tout un appareil, plus ou moins sensible de préparations, d'explications, d'instructions élémentaires dont je ne me serais pas embarrassé vis-à-vis de nos militants, et qu'ils jugeront assurément superflu.

Mais, en revanche, elles ont été écrites *par un socialiste.* La conviction socialiste qui les anime est exprimée avec les précautions, je dirai même les artifices, que l'occasion exigeait. Je me flatte pourtant qu'elle n'est à aucun moment atténuée ou travestie. D'autre part, l'objet essentiel de mon travail a été d'évoquer Jaurès dans sa réalité vivante, d'atteindre les centres de sa pensée et de sa sensibilité, de reconstituer le système d'idées selon lequel son action s'est développée – et l'effort vaut pour tous les publics, pour tous les lecteurs, à condition qu'il vaille quelque chose.

J'ai été profondément touché que la sous-commission d'éditions du Parti et la Commission Administrative permanente lui aient attribué cette valeur en décidant de faire de ma conférence la matière d'une brochure de propagande. Je les en remercie, et j'exprime ma gratitude supplémentaire à mon ami André Blumel, qui a bien voulu réviser et rétablir la traduction sténographique. J'ai à peine besoin d'ajouter que les lecteurs qui se mettraient en quête d'une allusion, même détournée, aux difficultés présentes du Parti (1), en seraient pour leurs frais et pour leur peine. J'ai toujours cherché dans la vie et dans l'œuvre de Jaurès, non pas des arguments, mais une leçon.

(1) Il s'agit de la crise qui, à la fin de la même année, allait se terminer par la scission des «néo-socialistes» : Déat, Marquet, etc.*(N. d. Ed.).*

Mesdames, Messieurs,

C'est moi qui avais choisi, très librement, le thème de ma dernière causerie, faite en ce théâtre, il y a quelques semaines. Je n'en puis dire autant cette fois ; mon sujet m'a été indiqué, demandé par la direction des "Ambassadeurs". J'ai peut-être eu tort de me laisser convaincre. Il n'y a plus à m'en dédire. En tout cas, je voudrais vous prier de ne pas vous étonner, de ne pas vous choquer ni les uns ni les autres du ton avec lequel j'ai l'intention de le traiter.

Jaurès, de son vivant, a été l'objet d'une haine, d'une haine particulièrement tenace, particulièrement active. Il est mort assassiné. Son assassin était un fou, mais un fou fanatisé par les accusations et les outrages. Cette haine causait à Jaurès plus d'étonnement, plus de peine que d'indignation. Il répétait volontiers les deux vers de Hugo, dans une pièce célèbre des *Contemplations :*

Je me suis étonné d'être un objet de haine,
Ayant beaucoup souffert et beaucoup travaillé.

Un jour, à la Chambre, cruellement insulté par un adversaire, il se retournait sous le coup et répondait : «Oui, oui, je sais ... Je sais que vous me poursuivez d'une haine permanente, et cette haine, si je devais y chercher la mesure de moi-même, me ferait commettre le péché d'orgueil».

Peut-être, dans les souvenirs de quelques-uns d'entre vous, subsiste-t-il quelque trace de ce malentendu tragique entre un homme comme lui et une partie de la nation dont il était l'honneur. Peut-être que, pour d'autres, le nom de Jaurès n'est qu'un objet de curiosité. Peut-être êtes-vous venus ici, séduits par le genre d'attraction de cette causerie, par ce qu'il peut y avoir de piquant à entendre parler ici, devant ce public, de Jaurès, par un homme qui, je vous l'assure, sans prétendre le continuer ou le remplacer en quoi que ce soit, tient cependant matériellement une partie de sa place. Mais vous trouverez naturellement légitime, je pense, que, pour ma part, j'envisage autrement ma tâche et que je vous parle ici, dans un autre sentiment.

Parler de Jaurès, où que ce soit, est, pour moi, un effort dans lequel il entre à la fois de l'émotion, une sorte de pudeur, et en même temps, de la piété – et je prends ici le mot dans son sens propre. Il s'agit, pour moi, d'un homme que j'ai aimé, un homme dans l'ombre de qui j'ai vécu pendant les seize ou dix-sept dernières années de sa vie, que j'ai accompagné sur le quai de la gare du Nord deux jours avant sa mort – il quittait Paris pour la dernière fois – ,que j'ai veillé sur son lit de mort. Je me rappelle y avoir reçu un homme qui avait été l'ami et le maître de ma jeunesse : Maurice Barrès, qui me disait en me serrant la main : «Votre deuil est le mien».

Je ne suis entré dans la vie active, ayant déjà largement dépassé la maturité de l'âge, que pour préserver son œuvre dans la mesure où je le pouvais. Dans les moments difficiles, c'est toujours dans son souvenir et dans son

enseignement que j'ai cherché la règle de mes actions. Je ne me demandais pas : «Qu'aurait-il fait à ma place ?» – je n'ai jamais eu la présomption de me substituer à lui, fût-ce en ma pensée – , mais je me demandais : «Qu'aurait-il voulu que je fisse, moi, tel que je suis ?».

Eh bien ! je vous avertis que je ne trahirai rien de ces sentiments, aujourd'hui ; je m'y conformerai d'autant plus fidèlement que, depuis sa mort, ils n'ont fait que s'approfondir, que se consolider en moi. Il me semble, parfois, que même ceux qui ont vécu le plus près de Jaurès, même ceux qui l'ont le plus aimé, n'ont pas mesuré tout à fait exactement sa nature véritable. Il a grandi, comme tous les hommes vraiment grands d'ailleurs, à mesure que l'on s'éloignait de lui, à mesure que le regard prenait du recul, et cela parce qu'il était fait, d'avance, pour la perspective de l'Histoire.

C'est pourquoi vous pensez bien que je ne peux prétendre à vous donner de lui une idée complète, ni même une idée proportionnée, de ce qu'il fut. Je ne pourrai procéder qu'en vous livrant, si vous le voulez, un certain nombre de prises de vues, que je vous laisserai le soin d'assembler, et, surtout, de compléter si, comme je le souhaite, cette causerie en laisse en vous la curiosité.

Je vais, tout d'abord, essayer de retrouver mes impressions, quand je l'ai vu pour la première fois, en 1897, dans le petit logement de la rue Madame, près de Saint-Sulpice, où il était venu s'installer.

Au premier contact, rien d'imposant, en ce sens qu'il n'y avait en lui nulle prestance, qu'il n'imposait aucun ascendant immédiat par le premier contact. C'était un homme de taille courte, la tête forte, barbue, portant directement sur les épaules, le corps trapu. La voix était d'abord rauque et monocorde, et ce n'est que petit à petit qu'elle trouvait sa modulation, tantôt sa puissance, tantôt sa douceur. Et cependant, il me semble qu'au cours d'une vie très diverse, où il m'a été donné d'approcher beaucoup d'hommes véritablement grands, je n'en ai peut-être rencontré aucun – sauf, peut-être M. Albert Einstein – en qui le sceau du génie fût si apparemment, si évidemment empreint.

A quoi cela tenait-il ? C'est assez difficile à analyser. Était-ce la construction particulièrement puissante de cette tête romaine ? Était-ce la hauteur, ou plutôt la capacité du front ? Était-ce l'intensité du regard ? Était-ce plutôt ce qu'il y avait de souverain, de dominateur dans son attention ? ... Et je me rappelais – bien que je ne prétende, naturellement, instituer aucune analogie entre les deux personnages – cette phrase de Stendhal sur Napoléon, que j'ai citée, ici, lors de ma dernière causerie : «Cette étonnante capacité d'attention qui était un des caractères de son génie». Il y avait de cela.

Et il y avait, aussi, la promptitude vraiment inouïe du jaillissement de l'idée ou de la formule, et, pour reprendre une expression de mon ami Bracke, «cette espèce de fructification instantanée», qui faisait qu'on voyait le moindre fait ou la moindre idée prendre soudain, presque immédia-

tement en lui, un développement complet.

Quand on était entré dans sa familiarité, ce qui frappait le plus, c'était la pureté de sa nature. Il y a un mot dont j'aurais bien envie de me servir ... Après tout, je ne vois pas pourquoi j'hésiterais à le faire . C'était, en quelque manière, sa sainteté ; je veux dire par là l'absence, et l'absence complète, totale, de mobiles personnels ... une pureté d'âme, une limpidité de cœur qui était, par moments, presque enfantine.

Ce n'est pas assez dire de lui qu'il était désintéressé ; mais jamais, à aucun moment, sous une forme quelconque, sa pensée ou son action n'ont été altérées, déviées par l'un quelconque de ces mobiles humains qui, malgré nous, presque à notre insu, pénètrent perpétuellement en nous. Il n'avait pas d'ambition. Il n'avait pas d'orgueil. Il n'avait pas de vanité – c'est infiniment plus rare. Il n'avait pas de besoins. Il était plus juste encore – il l'a montré en maintes circonstances – vis-à-vis de ses adversaires que de ses amis. C'est à peine si l'on aurait trouvé en lui, à certaines heures, ce qui est naturellement le moins égoïste de tous les sentiments humains, c'est-à-dire la joie de se sentir en communion avec une multitude, la joie de se sentir le centre, et le centre vivant d'une action qui, autour de soi, s'étend, qui gagne peu à peu le monde.

Jaurès a été un socialiste. Il a été – je puis bien le dire sans léser aucun souvenir – ,il a été pendant quinze ans, en France et hors de France, le socialiste par excellence, non pas le créateur de la doctrine – elle était faite avant lui – , non pas l'initiateur de la propagande – elle avait été commencée, organisée, installée avant lui par de grands socialistes – , mais cependant l'homme qui, en France et hors de France, a personnifié le Socialisme.

Les formes de son activité intellectuelle ont été diverses et multiples. Il a été, bien entendu, un orateur, un polémiste, un philosophe politique, un historien. Mais toutes ces formes de l'activité se rattachent, chez lui, directement à sa conviction, à sa foi socialiste. Sa personne, son œuvre, son nom ont incarné le Socialisme, le Socialisme international, le Socialisme révolutionnaire.

J'insiste exprès devant vous, de tout le poids de ma foi, sur ces formules : «Socialisme international», «Socialisme révolutionnaire». Je pense bien qu'elles éveillent, chez chacun de mes auditeurs, des notions tout à fait claires, tout à fait précises. Mais, cependant, je n'en suis pas absolument convaincu ...

Je sais très bien que le Socialisme ne vous apparaît plus, ni aux uns ni aux autres, comme une espèce de perversion barbare, comme une fureur universelle de destruction, comme une sorte de démence aveugle et sanglante. C'est cette prévention qui avait elle-même quelque chose de barbare. Elle a existé. Je suis convaincu qu'elle n'existe plus. Mais enfin, elle a existé.

Après toutes les grandes convulsions ouvrières du siècle dernier en

France, après juillet 1830 – qui a été, à son point de départ, sinon à son point d'arrivée, une révolution ouvrière –, après les grandes insurrections de 1832 à 1834 – Paris, Lyon –, après les journées de juin 1848, après la Commune de Paris, on s'est représenté le Socialisme comme une doctrine de saccage, de ravage, de meurtre, d'incendie, dont l'effet – et peut-être le but – serait la ruine de toute civilisation, installant sur les décombres fumants une sorte de communauté sauvage, ne s'adressant qu'aux instincts les plus grossiers, les plus vils de l'animal humain.

Vous n'en êtes plus là. Vous savez que le Socialisme est tout autre chose. Vous savez que le Socialisme ne s'adresse pas aux instincts vils de l'homme, mais aux idées, aux notions et aux sentiments les plus élevés, à l'amour de la justice, au sens de la solidarité humaine, à l'esprit de sacrifice, du sacrifice des appétits ou des intérêts égoïstes au profit d'un idéal collectif. Il n'est pas une doctrine de violence.

Les socialistes savent naturellement, comme tout le monde, comme chacun de vous, qu'il y a très peu d'exemples dans l'Histoire, de grandes transmissions de pouvoir, quelles qu'elles soient, quelle qu'en soit la nature, accomplies sans aucune espèce de secousse, pacifiquement, par aquiescement amiable des pouvoirs ou des classes détrônées ou des hommes détrônés au profit des autres. Mais si le Socialisme sait cela, il n'appelle pas la violence et son vœu le plus ardent est, au contraire, que sa victoire n'ait pas à l'employer, ce qui, d'ailleurs, ne dépend pas de lui.

Le Socialisme, vous le savez, est avant tout une doctrine qui considère la société dans laquelle nous vivons, le régime social au sein duquel nous sommes placés, comme inique, comme contradictoire avec lui-même, et qui veut en instaurer un autre où la justice soit substituée aux privilèges, et où l'ordre – l'ordre véritable, fondé précisément sur la justice – soit substitué au hasard. Il professe que c'est le régime actuel qui divise fatalement, inéluctablement l'humanité en classes antagonistes. D'un côté, ceux qui ne possèdent pas d'autre richesse que leur force de travail, qui, par conséquent, ne peuvent subsister qu'en vendant ou en louant cette force, qui, du fait même qu'ils sont obligés de la vendre ou de la louer pour subsister avec les leurs, ne retirent de cette vente ou de cette location qu'une rémunération imparfaite, en ce sens que la rémunération de leur travail ne représentera, en fait, qu'une portion de la richesse, de la valeur qu'ils auront créée. Ces hommes, la masse des hommes, l'immense majorité des hommes, c'est ce qu'en langage socialiste, on appelle les prolétaires.

Il y a cela d'un côté, et de l'autre côté, il y a non pas, certes, une élite, mais une oligarchie qui, elle, au contraire, constitue ou accroît ses richesses par les prélèvements exercés sur le travail des prolétaires, des salariés.

Ce n'est pas le Socialisme qui appelle ou qui provoque cet antagonisme des classes, c'est le régime actuel. Le Socialisme veut, au contraire, le faire cesser en unifiant tous les intérêts humains dans une humanité qui se trouverait, enfin, réconciliée avec elle-même.

Je vais prendre un exemple très simple pour éclairer ces formules pourtant fort peu abstraites. Supposons, par exemple, une grande invention industrielle, apportant un changement profond dans la technique d'une industrie quelconque, et permettant de réduire dans des proportions considérables ou le prix de revient d'une denrée quelconque, ou la durée du travail nécessaire pour confectionner une quantité donnée de cette denrée. Dans le régime actuel, quel sera le résultat ? Une grande invention industrielle est une propriété capitaliste ; elle créera un surcroît de richesse au profit de ceux qui l'exploitent. Mais elle se traduira, au moins temporairement, pour des milliers et peut-être pour des centaines de milliers de prolétaires, par des réductions de salaires, par du chômage et de la misère.

En régime socialiste, une invention technique serait un bien collectif ; elle profiterait à tous les hommes ; elle s'étalerait sur la généralité des hommes soit en supplément de loisirs, soit en complément de bien-être. En régime socialiste, les conflits résultant de l'antagonisme des classes, de la concurrence, de la recherche du profit seraient ainsi résorbés dans une harmonie collective.

Le Socialisme pense, d'autre part, que ce régime futur, qui transformerait l'univers entier en une sorte d'héritage unique cultivé par une même famille pour le bien-être de tous, sortira du régime actuel par une filiation nécessaire et que l'évolution de la société présente prépare, engendre la transformation révolutionnaire de la société.

Je prends encore un exemple simple. Vous savez ce qu'est la loi marxiste de la concentration. Chacun peut l'observer autour de soi par des phénomènes immédiatement accessibles. Nous savons tous que de la petite industrie on passe à l'industrie moyenne, puis à la grande, puis à la colossale. De la forme la plus concentrée, éliminant successivement les autres ; de l'industrie à forme colossale, nous sommes arrivés aux trusts et aux cartels, verticaux ou horizontaux, nationaux ou internationaux, de telle sorte que la gestion de l'appareil productif du monde, tout en s'étendant infiniment dans son immensité et dans son rendement, est passée, en réalité, entre des mains de moins en moins nombreuses.

Allons jusqu'au bout de l'hypothèse. Il y a un grand écrivain anglais, Wells, qui, dans une de ses anticipations qui s'appelle *Quand le dormeur s'éveillera,* suppose un homme qui s'endort d'un sommeil léthargique. Il se réveille au bout de cent cinquante ou deux cents ans. Il s'était endormi puissamment riche. Mais, pendant son sommeil, sa fortune, gérée par de très habiles *trustees,* et constamment capitalisée, est devenue simplement la propriété du monde : il est le seul et unique propriétaire du monde. Le monde travaille pour lui, pour lui seul.

Supposez qu'il meure sans héritier ; supposez que ce qui a été la propriété d'un monarque, d'un despote unique, retourne à la collectivité humaine, et vous avez ainsi l'exemple – et un exemple, bien entendu, marqué à la fois de fantaisie et d'outrance – de ce que peut donner à cet égard

la concentration capitaliste. Le jour où, du monarque unique ou de l'oligarchie capitaliste, la propriété des grands moyens de production passerait à la société tout entière, à la collectivité humaine tout entière, la révolution sociale serait faite. Et elle serait même faite si, ce jour-là, nous pouvions dire, comme Briand le disait un jour à la tribune : «Voyez mes mains : pas une goutte de sang».

Il faut bien comprendre, à cet égard, en quoi les mots «Révolution sociale» contiennent un sens différent de celui auquel nous sommes accoutumés. La Révolution sociale n'est pas la révolution politique dont le XIXème siècle nous a donné des exemples répétés et, malgré tout, uniformes. Elle ne consiste pas dans une simple prise du pouvoir, généralement violente. Les insurrections populaires n'en donnent pas non plus une image exacte. Quand on veut la concevoir, il faut se débarrasser de tous ses souvenirs à la fois littéraires et chromo-lithographiques: «la barricade», «l'insurgé mâchant ses balles», etc. La révolution sociale sera faite quand un système de propriété donné, un système donné de production et de répartition des richesses aura été substitué à un autre.

Je suis un peu confus de parler de si grands sujets sur un ton un peu mondain de vulgarisation, mais cela est nécessaire à mon sujet, car il fallait bien que je vous dise, fût-ce à grands traits, ce qu'est à peu près le Socialisme, puisque, encore une fois, Jaurès était un socialiste, qu'il n'a pas été autre chose, qu'il n'a jamais voulu être autre chose, qu'il a donné sa vie au Socialisme, qu'il lui a même donné sa mort.

Jaurès n'a pas toujours été socialiste. Je ne veux pas vous dessiner, même brièvement, sa biographie. Il a été lycéen en province. Puis ses succès scolaires l'ont amené à Paris comme boursier à Sainte-Barbe. Il est entré à l'École Normale. Sortant de l'École Normale, il a été professeur à Albi, qui était non pas sa ville natale – il est né à Castres – mais dans son département natal.

Il était professeur à Albi – il avait vingt-six ans – au moment des élections de 1885. Les élections se sont faites avec un mode de scrutin que nous n'avons plus connu depuis lors : le scrutin de liste majoritaire, le scrutin de liste, par liste complète, sans proportionnelle.

Il était professeur au lycée d'Albi. Il venait de prononcer, à la distribution des prix, un discours qui avait eu un grand retentissement dans le milieu local. Il portait un nom qui jouissait d'une certaine notoriété locale, car il était le neveu du grand homme du pays, du moins pour l'époque : l'amiral Jaurès, qui avait pris une part active à la défense de Paris en 1870 et 1871, qui avait été ambassadeur, etc. On avait, dans le département du Tarn, à confectionner une liste. On mit Jaurès sur la liste ; et comme la liste passa tout entière, Jaurès fut élu et débarqua à la Chambre.

On a beaucoup dit que, pendant cette première législature – 1885-1889 – Jaurès avait été au centre gauche. C'est une légende dont il s'irritait un peu, lui qui avait habituellement tant de sérénité dans le caractère. Il di-

sait : «Non, je n'ai jamais été centre gauche». Dans la législature de 1885-1889, le chef de l'extrême gauche était Clemenceau. Or, à la fin de 1888, quand Clemenceau a songé à se présenter à la présidence de la Chambre, Jaurès était un des trois ou quatre députés que Clemenceau a consultés. Jaurès ajoutait : «C'est vrai, je n'aimais pas Clemenceau». Bien peu de semaines avant sa mort, il m'a dit encore : «Si c'était à refaire, même aujourd'hui, entre Clemenceau et Ferry, je choisirais Ferry».

Mais il n'était pas centre gauche. Et l'inspiration de ses discours le montre. Il est resté longtemps silencieux à la Chambre. Il avait, de la tribune, une sorte de peur, une sorte de trac, pour employer le mot technique, qui ne s'est jamais chez lui complètement dissipée. Il a été des mois, et presque des années, sans oser l'aborder.

Mais il avait raison de dire que, dès ses premiers discours, on sent une sorte d'inspiration socialiste qui n'a pas encore pris conscience d'elle-même. C'est toujours le mot de Pascal : «Tu ne me chercherais pas si tu ne m'avais trouvé». La légende n'est donc qu'une légende.

Mais je vous en prie, à supposer qu'elle fût de l'histoire, à supposer que Jaurès, à vingt-six ans, neuf encore dans la politique, élu ainsi presque par hasard, et jeté dans un milieu qu'il ne connaissait pas, eût été d'abord, en effet, enrôlé dans les rangs du centre gauche, quelle conclusion voudrait-on en tirer ? Il arrive que les hommes politiques changent, que leur carrière ne s'achève pas dans le parti où elle a commencé.

Mais ne croyez-vous pas que, dans ces changements assez fréquents, il y a à distinguer deux cas bien différents – et je dirai même, deux cas contraires ? Il y a le changement désintéressé et le changement intéressé ; il y a le changement qui rapproche du pouvoir, et de tous ses avantages, et il y a le changement qui en éloigne.

Si Jaurès avait été vraiment un républicain modéré, un centre gauche, ou même un républicain ferryste, opportuniste, quelle est la carrière qui lui était immédiatement promise ? Avec ce talent de parole sans égal, avec le rayonnement de son intelligence et de sa culture, avec la pénétration de son jugement, je crois qu'il est aisé, facile de construire sa biographie.

Il s'est détourné de tout cela. Il a renoncé à tout cela. Il a renoncé à ces avantages certains ; il a renoncé à ces honneurs certains ; il a renoncé à ces profits d'ambition certains pour se donner à une cause dont il n'attendait, je vous prie de le croire, rien de pareil, rien de semblable, pour se vouer à une tâche qui lui a procuré, elle, des satisfactions plus précieuses et plus profondes que toutes les autres, mais enfin, malgré tout, l'injure, la calomnie – et l'assassinat.

Entre ces deux changements, entre ces deux façons de changer, je crois qu'il y a une certaine différence : d'un côté, c'est l'évolution, et de l'autre, la palinodie.

Le chemin que Jaurès a fait pour s'écarter du pouvoir, d'autres l'ont fait en sens contraire. Lui a changé, ou plus exactement, il a grandi. Il aurait pu

reprendre à son tour cette réponse de Hugo, dans la pièce que vous connaissez : *Réponse à un acte d'accusation :* «J'ai grandi».

Par conséquent, lorsqu'il est arrivé à la Chambre, il n'était pas socialiste. Voulez-vous que nous nous demandions comment il l'est devenu ? Il y a aussi bien des façons de devenir socialiste. On peut le devenir par travail méditatif, par réflexion directe sur des phénomènes sociaux que l'on analyse, que l'on scrute, pour lesquels on cherche une loi d'application. On peut le devenir sous le choc d'un enseignement direct, d'une propagande personnelle. On peut le devenir – c'est de beaucoup le cas le plus fréquent – par réaction personnelle contre l'injustice et contre la souffrance que l'on subit.

Dans Jaurès, je ne retrouve aucune de ces explications communes. Il vivait dans un état également distant de l'aisance et de la misère. Pendant la législature de 1885-1889, il n'a subi le contact d'aucun des hommes qui, comme Jules Guesde, par exemple, ont pu exercer et ont exercé ensuite cette influence d'apostolat dont je parlais tout à l'heure. Il y avait quelques socialistes à la Chambre, mais aucun n'était en état d'exercer une influence de cette nature sur sa pensée et sur sa personne. Il ne semble pas, non plus, si l'on consulte ses discours ou ses articles de l'époque que, pendant cette période, il ait appliqué aux phénomènes proprement sociaux, cet effort de réflexion directe, d'analyse et de reconstruction dont je viens de parler.

Eh bien ! le système de pensée qui a conduit Jaurès vers le Socialisme, c'est tout simplement celui-ci. A quelle condition le suffrage universel devient-il une réalité ? A quelle condition la démocratie devient-elle une réalité ? Le suffrage universel met dans la main de chaque individu le même bulletin de vote, de même couleur, de même forme et pesant dans la balance électorale le même poids.

Mais, si les citoyens ne sont pas libres de l'usage qu'ils peuvent en faire ? Quelle est, par exemple, la liberté de l'ouvrier d'usine vis-à-vis du patron qui peut le renvoyer le lendemain et le condamner au chômage et à la misère si son vote a déplu ou s'il n'a pas émis le vote qui plaisait ? Qu'est-ce que la liberté du scrutin pour un journalier, un métayer, pour un petit fermier qui sont, vis-à-vis des propriétaires, dans la même dépendance ?

La liberté du suffrage, l'égalité civique, si l'on veut approfondir cette notion, on trouve qu'elle en contient beaucoup d'autres. Elle contient l'égalité devant l'instruction, devant la culture ; elle contient l'indépendance assurée vis-à-vis du patronat, vis-à-vis des grandes forces capitalistes, vis-à-vis de la presse qui, bien souvent, vous le savez, en est l'instrument.

Par conséquent, au cours de cette analyse, on arrive à constater que le citoyen ne peut être «égal et libre» politiquement, que s'il est «égal et libre» économiquement.

A quelle condition peut-il être libre économiquement ? Le salarié n'est pas libre. Il ne sera libre que si, au lieu d'être un salarié tenu de vendre ou de louer son travail pour subsister, il devient un producteur libre, un asso-

cié à titre égal dans la communauté économique. La démocratie politique, pour être réelle, pour être sincère, exige donc la démocratie économique. La république politique reste incomplète ou même reste illusoire si elle ne s'achève pas, si elle ne s'épanouit pas en république sociale, en république du travail. Voilà le système d'idées qui a conduit Jaurès au Socialisme.

Il s'est trouvé un homme qui a donné une forme à ces pensées, peut-être encore confuses, dans le cerveau de Jaurès, qui a produit l'effet de cristallisation sur ce travail encore bouillonnant et incertain.

Jaurès avait été nommé, après son échec, maître de conférences à la Faculté de Toulouse. Pour le travail de sa thèse française, il avait été forcé de fréquenter plus assidûment la bibliothèque de l'École Normale. Il y a trouvé un homme dont le professeur Charles Andler a récemment écrit la biographie, qui était bibliothécaire à l'École Normale, un homme au nom volontairement obscur, qui s'appelait Lucien Herr, mais qui, au fond de cette bibliothèque sombre, a pendant trente ans répandu sur des générations de normaliens et de professeurs les trésors d'une érudition et d'une science à peu près incomparables, et, d'autre part, exercé sur beaucoup d'esprits – sur celui de Jaurès et sur celui de beaucoup d'autres – ce même effet de contagion et de persuasion tenant à ce que sa conviction propre avait de ferme et d'inébranlable.

Jaurès a subi cette influence, comme je l'ai subie moi-même, comme l'a subie, dix ans après moi, Albert Thomas.

C'est ainsi que Jaurès, en 1893, arrivant à la Chambre, y entrait député socialiste. Voilà donc Jaurès socialiste. Mais, je le répète, le Socialisme existait ; il était fixé comme doctrine ; il était fixé depuis Marx ; il l'était depuis que des hommes comme Guesde et Lafargue – et cela remontait, à cette époque, à vingt ans – s'étaient fait en France les propagandistes, les enseigneurs infatigables de la pensée marxiste.

Aux élections de 1893, à la surprise générale, sous le coup, d'ailleurs, d'événements tels que la décomposition du boulangisme et le scandale de Panama, une cinquantaine de députés socialistes avaient fait irruption soudain à la Chambre. Paris avait vu par exemple, dans ses quartiers populaires, un ouvrier chapelier, un ouvrier tonnelier, battre des hommes comme Floquet, des hommes comme Lockroy. Le Socialisme était déjà puissant, bien que divisé.

Quel est le rôle que Jaurès y a joué et quelle est la force qu'il y avait ? C'est ici, malgré tout, qu'il me faut essayer de pénétrer un peu plus profondément dans la nature propre de son génie.

Vous connaissez cette théorie : l'explication d'un homme, quel qu'il soit, par la faculté maîtresse, par le ton, par l'idée, par la passion, d'où sortiront ensuite, par voie de déduction logique, toutes les formes, même accidentelles, de sa production et de sa création. Avec Jaurès, un pareil travail est impossible. Impossible de le soumettre, lui, à cette espèce de tréfilage logique ; impossible de le soumettre à la simplicité linéaire d'une déduc-

tion.

Il y a les génies qui ont l'exaltation exceptionnelle d'un ton unique. Son génie à lui est nécessairement d'essence complètement différente. C'est un genie synthétique ; c'est un génie symphonique ; c'est un génie dont le caractère est précisément de fondre en lui-même les diversités, les contradictions, de prendre des notions et des pensées qui pouvaient avant lui sembler discordantes et même contraires et de les fondre dans une espèce d'harmonie vivante. Et cette synthèse a été possible parce qu'il unissait et fondait en lui, dans une même harmonie, portés chacun à un degré exceptionnel, des dons qui ne sont pour ainsi dire presque jamais réunis.

Il y a un mot de Pascal qui m'a toujours paru une des vues les plus profondes jetées sur la nature humaine. C'est celui-ci : «Je n'admire pas chez un homme l'excès d'une vertu, si je n'y vois, en même temps, l'excès de la vertu opposée». Eh bien ! cette formule de Pascal pourrait être l'épigraphe de tout travail sur Jaurès. Je pourrais, autour de cette idée, autour de ce don de sympathie, de synthèse, de symphonie embrassant et fondant dans une même harmonie les contraires, je pourrais sans peine, je crois, organiser toute une biographie et toute une exposition didactique de Jaurès et de son œuvre.

Je ne vous donnerai, naturellement, que quelques exemples. Mais y a-t-il rien qui soit si rarement unis que le don lyrique de l'expression et qu'une certaine rigueur méthodique de la recherche et de la pensée ? Ces deux dons sont si rarement réunis que généralement on les croit incompatibles. Il suffit même qu'un homme possède à un certain degré le don lyrique de l'expression pour qu'une sorte de méfiance instinctive nous amène à lui refuser l'autre don et à dire de lui, comme on l'a dit tant de fois de Jaurès : le ténor, le rhéteur, le sophiste et tout ce qui s'ensuit.

Chez Jaurès, les deux dons sont développés presque au même degré. Jaurès, orateur, c'est quelque chose de supérieur à Vergniaud, d'au moins égal à Mirabeau, quelque chose qui, par moment, peut se mettre, je crois, sur le plan de Bossuet. Rien du ronron, rien de la période qui tombe, rien qui ressemble à l'emphase. Mais avant tout, ce qui vaut dans cette éloquence, c'est la qualité poétique, la qualité lyrique des images. Leur puissance évocatrice a quelque chose de poignant dans leur simplicité, dans leur nudité, quelque chose qui, d'ailleurs, ne ressemble pas à l'image romantique, quelle que fût l'admiration de Jaurès pour Hugo, qu'il savait par cœur. Elle se rapprocherait plutôt de l'image homérique ou de l'image biblique.

Je n'ai pas apporté, ici, d'extraits de lecture ; je n'entends pas faire de citations. Vous connaissez tous – tout le monde la connaît – l'image si simple, si poignante : la vieille chanson qui vient bercer la misère humaine. Chez Jaurès, nous en trouvons des dizaines, des centaines comme celle-là.

Un jour, dans un discours, qui est peut-être le plus beau de tous, dans un discours où il répondait à Barrès – le débat portait sur l'enseignement primaire, c'était le débat sur Maître Aliboron et sur les lacunes et les médio-

crités de la morale laïque – répondant donc à Barrès, Jaurès lui expliquait ce qu'était à son gré la véritable façon de continuer les grandes traditions – nous aurons à revenir d'un mot là-dessus – que ce n'était pas de rester fidèle à leur forme, mais d'en continuer l'esprit ; il disait : «C'est en descendant vers la mer que le fleuve reste fidèle à sa source». Peut-on, dans la pensée, dans l'expression, trouver une image d'un contenu, d'une puissance d'évocation poétique supérieure à celle-là ?

Dans ce même débat, répondant toujours à Barrès qui opposait à l'incertitude, à l'incohérence des morales laïques, la solidité des morales religieuses attaquées, en partie ruinées, mais gardant malgré tout leurs assises, leur puissance, leur majesté, il évoquait contre Barrès ce qu'avaient été ces morales à l'origine. Il lui rappelait qu'au moment de la décadence de l'Empire, les rhéteurs et les politiques romains opposaient aux premiers chrétiens ce que Barrès lui opposait à lui-même : la faiblesse, l'incohérence, les contradictions des premières doctrines chrétiennes vis-à-vis de la majesté encore solide de la vieille construction impériale et théocratique. Il concluait en disant : «Oui, c'est vrai, le squelette est toujours plus consistant que le germe».

Ou bien mon admiration et mon amour m'abusent, ou bien ce sont là des images de grand poète, de grand lyrique. J'en pourrais citer ainsi pendant des heures et pendant des heures. Il y avait cela en lui. Il y avait, à côté de cela, la rigueur de la méthode, l'exactitude et l'exigence du scrupule. Il parlait ainsi, il exprimait ainsi sa pensée. Mais il n'a jamais exprimé une pensée sans que, jusqu'au fond de sa conscience intellectuelle, il la crût juste. Il ne l'a jamais crue juste avant d'avoir appliqué sur elle toute l'investigation critique la plus exigeante et la plus probe.

Je pourrais encore donner de cette rigueur des exemples sans fin. C'est même l'excès de ce scrupule intellectuel, ce souci de vérifier sans cesse une idée ou un fait par un autre et de parcourir ainsi la chaîne sans fin des liaisons, de passer de filière en filière ; c'est même cela qui, à la fin de sa vie, surchargeait ses discours de digressions quelquefois difficiles à suivre pour l'auditeur, et quelquefois fatigantes pour lui.

Je vous donne deux exemples qui me semblent typiques. Dans le livre de Jaurès, *L'Armée nouvelle,* vous trouverez, chapitre X, ce qui est certainement l'effort le plus impartial, qui va même jusqu'à la sympathie par recherche d'impartialité, pour reconstituer ce qu'ont été l'utilité, la fécondité du capitalisme dans les premières périodes de la société actuelle.

Et je vous donnerai un autre exemple, qui est peut-être plus piquant et plus significatif à la fois. Parmi mes auditeurs, peut-être s'en trouvera-t-il quelques-uns qui se souviennent de ce qu'a été l'affaire Dreyfus. Peut-être se rappellent-ils que, parmi les expertises d'écritures qui tendaient à montrer l'identité de l'écriture du capitaine Dreyfus avec celle du bordereau, se trouvait le rapport d'un spécialiste nommé Bertillon. Ce rapport Bertillon, quand on le lisait, donnait l'impression d'une fantaisie presque démente,

et, dans la polémique courante, les dreyfusards s'en débarrassaient par le ridicule en se bornant à le citer. Il n'y a qu'un homme à cette époque qui ait fait l'effort de rechercher quelle pensée, quelle construction logique se situaient et se dissimulaient derrière les extravagances d'expression de Bertillon. Et cet homme, c'était le dreyfusard Jaurès.

Voilà donc une première contradiction courante, usuelle, conciliée, harmonisée en lui. J'en prendrai d'autres.

Rien de plus rares que les dons de parole et de pensée mêlés aux dons de l'action. Vous savez très bien que, dans l'ordinaire de la vie, l'homme de pensée ou de parole agit peu après avoir pensé, et que l'homme d'action réfléchit peu avant d'avoir agi. Chez Jaurès, on sent l'incertitude jusqu'au moment où l'entière clarté d'une résolution, d'une conviction l'a pénétré, l'a possédé. Mais, à partir de ce moment, nulle hésitation, rien ne l'arrête. Il a toutes les formes du courage, même celle qui est la plus difficile à un homme politique, celle de paraître entrer en contradiction avec lui-même. Chez lui, les dons de pensée, les dons d'action étaient confondus, harmonisés comme le reste.

Son action sur le Socialisme est précisément de la même nature. Je ne veux pas – parce que c'est alors un sujet qui vous intéresserait, je le crains, trop peu – vous montrer ce qu'il a fait pour son unité, et comment il est arrivé – car ce fut, je crois, principalement son œuvre – à faire un parti unifié, harmonique, de ce qu'était, avant lui, cette opposition de corps divisés et souvent hostiles.

Mais dans la doctrine socialiste, c'est le même effort et c'est le même résultat. Je pourrais vous le montrer pour deux notions, comme la notion de réforme et la notion de révolution sociale et vous faire sentir comment c'est la pensée de Jaurès qui est arrivée à les pénétrer l'une par l'autre, à les incorporer l'une dans l'autre, à montrer ce qu'il y avait de nécessairement réformiste dans l'action révolutionnaire et de nécessairement révolutionnaire dans l'action réformiste.

Mais je ne veux insister à cet égard que sur un thème. Je voudrais vous montrer, si vous m'accordez quelques minutes de patience, comment s'est faite dans son esprit la synthèse de l'idée de nation et de l'idée d'organisation internationale.

Le Socialisme ne peut pas être autre chose qu'une doctrine et une organisation internationales pour beaucoup de raisons, dont la principale est que la transformation sociale, qui est l'objet, qui est le but du Socialisme, est entièrement inconcevable dans une nation isolée, ou tout au moins, dans une nation qui ne se sentirait pas portée et soutenue par la sympathie déjà prête de toutes les autres nations. Dans le travail de la transformation sociale, il y a, de nation à nation, une sorte d'isochronisme entièrement inévitable. Quelque chose de pareil s'était déjà passé pour la Révolution française. Et peut-être ce que Jaurès a fait de plus original en écrivant son histoire, a-t-il été précisément de montrer cette pénétration de l'idée révo-

lutionnaire française dans les nations qui entouraient la France, et même dans les nations dont les gouvernements la combattaient.

Cette considération vous expliquera aussi, dans une large mesure, les difficultés particulières qu'a rencontrées la Révolution russe. Donc, Socialisme : doctrine nécessairement internationale, organisation nécessairement internationale.

Et c'est cet internationalisme nécessaire qui fait aussi du Socialisme une doctrine et une organisation essentiellement pacifistes, orientées, nécessairement, vers la paix entre les nations. Il y a cela chez Jaurès, non pas seulement à cause de cette espèce d'horreur héroïque née du sentiment de l'instinct humain qui faisait que, dans les jours ou dans les semaines qui ont précédé le commencement de la guerre de 1914, on sentait Jaurès se dépasser lui-même, s'amplifier, se multiplier lui-même, s'efforcer de jeter sa personne, son génie sur la pente des événements pour les arrêter, comme un rocher jeté en travers d'une avalanche.

Il y a eu cela et quelque chose de plus profond. Il y a le sentiment que, de même que le Socialisme est, dans notre profonde conviction, nécessaire à la paix – et pour vous en convaincre, vous n'avez qu'à jeter les yeux autour de vous, dans l'Europe actuelle, et à chercher quels sont en Europe les nations, les partis, les foyers menaçants pour la paix, et constater que ce sont précisément les nations, les partis, les foyers qui ont tenté d'éliminer d'eux-mêmes le Socialisme, qui mènent contre le Socialisme l'action de destruction et d'extermination la plus résolue. Par conséquent, de même – c'est notre profonde conviction – que le Socialisme est nécessaire à la paix, la paix est nécessaire au Socialisme, et je dirai qu'elle est nécessaire au Socialisme comme elle est nécessaire à toute autre organisation internationale, comme elle est nécessaire, par exemple, à l'Église catholique romaine.

La guerre déchire contre elle-même, divise contre elle-même toute organisation internationale quelle qu'elle soit. Elle la condamne à ce choix : ou bien une prise de parti, qui est une sorte de schisme, qui aboutit à une sorte de schisme ; ou bien alors, une neutralité qui est dénoncée de part et d'autre. Et cette partialité, cette neutralité elle-même, nous l'avons vu, nous aussi, quand il s'est agi de l'Internationale socialiste après la guerre, elle peut encore aboutir au schisme et à la scission. Par conséquent, toute organisation socialiste, toute doctrine socialiste est nécessairement placée sur le plan international.

Mais en revanche, la société internationale qui est l'objet du Socialisme est fondée sur l'intégrité des unités nationales. De même que le groupement social élémentaire, quel qu'il soit, devra respecter le plus complètement possible la diversité, la variété, l'originalité des dons, des tempéraments, des vocations individuelles, de même sur le plan international, sur le plan de l'humanité, le groupe social final, la collectivité humaine devra respecter de la même façon les particularités, les originalités, les libertés nationales. L'Internationale, ce sont les nations, suivant l'image de Hugo

«assises autour d'un même foyer, comme des sœurs autour de l'âtre», mais chacune avec son visage, chacune avec son costume, chacune avec sa langue, sans qu'il soit question pour personne, pas plus que pour le groupe social élémentaire, de les réduire à la même uniformité.

Eh bien ! c'est cela que pensait Jaurès. Il était par conséquent à la fois l'homme de l'Internationale et l'homme de la liberté, de l'originalité et de l'intégrité nationales. Et, à cet égard, je me demande s'il y a jamais eu un plus grand Français que ce socialiste international que des caricatures outrageantes représentaient coiffé du casque à pointe sur les murs de Paris, car il réunissait vraiment en lui toutes les disciplines, toutes les cultures, toutes les finesses, toutes les délicatesses du tempérament français. Nul n'a jamais eu une plus fine, une plus tendre sensibilité aux formes françaises de l'art ou du paysage. Pour le savoir, il faut s'être promené avec lui un jour dans une prairie, à la campagne, ou le soir autour d'une cathédrale gothique.

Personne n'avait plus que lui le goût du terroir, le goût du terroir de cette France à la fois centrale et méridionale, puisqu'il était né dans cette espèce de chute du centre cévenol sur la plaine languedocienne. Il a, en effet, gardé en tout le goût du terroir, et même dans ses mœurs, dans sa façon de vivre, c'étaient les plus vieilles, les plus pures, les plus pudiques traditions familiales de la France que l'on retrouvait.

Cela, j'ai voulu vous l'indiquer en un mot. Et je veux aussi, pour achever, vous montrer que cet effort de fusion, de synthèse, c'est peut-être là qu'a été son apport le plus original à la pensée socialiste. Il l'a pratiqué entre, d'une part, le Socialisme scientifique, le Socialisme marxiste et, d'autre part, tout ce qu'il y avait eu de plus profond, de plus vivant dans ce que nous appelons, nous, le Socialisme utopique, et notamment dans la pensée socialiste française d'avant Marx, dans la pensée socialiste qui part de Voltaire pour aboutir à la moitié du XIXème siècle.

Dans ce sens, je crois, à raison de cet effort dernier de synthèse et de fusion, que le Socialisme moderne se trouve à la fois au point de convergence de la filiation marxiste et de la filiation jauressiste. Marx, qui est avant tout un dialecticien, un hégélien, a montré comment l'ordre socialiste était préparé par la marche même de la contradiction du chaos capitaliste. Il a montré comment la justice sociale était préparée par le développement de l'iniquité capitaliste. Ainsi, la société future se trouve en quelque sorte préfigurée, préformée au sein de la société présente. L'évolution capitaliste mène ainsi nécessairement, selon Marx, au système socialiste.

Je dis «nécessairement» et non pas «fatalement», car de cette nécessité, l'effort humain, la volonté humaine n'est pas exclue.

Mais ce qui est nécessaire n'est pas forcément juste, et ce qui est juste ne possède pas forcément un caractère de nécessité. Et la synthèse jauressiste, ici, a consisté à montrer que la Révolution sociale, que l'instauration du régime social nouveau, en même temps qu'il serait le résultat logique-

ment inéluctable d'une loi, répondait en même temps à autre chose, répondait à un idéal intellectuel et sentimental, répondait au sentiment de la solidarité humaine, répondait aux exigences de la conscience morale. Jaurès a moralisé, idéalisé la nécessité ou, du moins, il a donné à l'idéal moral, dès aujourd'hui, la force de sa victoire nécessaire et inévitable. Voilà jusqu'où est porté, chez lui, cet effort de synthèse, de symphonie, d'harmonisation.

En somme, si je voulais me résumer en une formule, je dirais que, de même que toutes les facultés de l'homme s'assemblaient en lui, il a voulu que toutes les facultés de l'humanité s'assemblassent dans la doctrine socialiste. Pour lui, le Socialisme devenait plus qu'une construction logique tirée déductivement de la considération de certains phénomènes, de certains rapports économiques constatés et étudiés au sein d'une société donnée ; il devenait plus qu'un état sentimental né ou de la pitié ou de la révolte contre certaines formes particulièrement intolérables de la misère et de l'iniquité ; il devenait vraiment – et à mesure que Jaurès grandissait et se développait, cette grande pensée fructifiait encore en lui – le Socialisme devenait vraiment pour lui le terme, la somme, le point de convergence, le point d'héritage de tout ce que l'humanité, depuis le commencement obscur de la civilisation, avait engendré de richesses, de vertus, de beauté. Tout pour Jaurès entrait ainsi dans le Socialisme, s'y incorporait, devait s'y intégrer, puisque le Socialisme était une doctrine universelle où toutes les formes de la civilisation devaient prendre leur place ; la pensée grecque, le prophétisme juif, l'évangélisme chrétien, la vieille chanson qui a bercé la misère humaine, et aussi le chœur antique où quelque chose de divin traîne encore, le Moyen-Age dont Jaurès aimait particulièrement l'art et même la poésie, justement parce que cette époque avait déjà donné l'exemple d'une communauté universelle, d'une société fondée sur une communauté de pensée et de foi – la Renaissance, le classicisme qui est rationaliste, qui, par conséquent, est ordre, qui, par conséquent, est l'effort même inconscient vers la justice – toutes les grandes batailles, polémiques, et investigations du XVIIIème siècle, les mouvements révolutionnaires, tous les grands mouvements du XIXème siècle, le mouvement républicain, le mouvement humanitaire, les premières ébauches du mouvement socialiste, toutes les formes du mouvement scientifique et même ce romantisme politique qui, suivant l'expression de Nietzsche, «a apporté *le grand style* dans la négation et dans les revendications humaines», tout cela, il voulait le fondre, il voulait l'accorder, il voulait ainsi faire comme une synthèse humaine, vivante, sous le nom de Socialisme, de tout ce qui a une valeur de vérité, de vertu, d'art, de beauté et de morale dans l'humanité.

Vous vous rendez bien compte que ce que Jaurès retrouvait ainsi, c'était la pensée sur laquelle est éclose la civilisation grecque il y a plus de deux mille ans, c'était la conception de la politique telle que vous la trouveriez dans Platon ou dans Aristote, la politique devenant l'art suprême, la science suprême, la vertu suprême ; celle à laquelle toutes les autres doi-

vent concourir et qui contient toutes les autres : la politique, c'est-à-dire la recherche d'une société juste, d'une société harmonique parvenant à unir et à concilier ce qui ne doit, en effet, jamais être séparé, jamais être distingué, c'est-à-dire les lois de la prospérité collective et les lois du bonheur individuel. Et cela, ce n'est pas une vision utopique ; ce n'est pas la chimère d'un paradis sur la terre, c'est une notion parfaitement réelle, parfaitement humaine. C'est la croyance que la justice est finalement composée de l'effort de tous ceux qui, depuis le commencement des âges, ont servi la justice selon la règle et selon la possibilité de leur temps, de même que, par exemple, la science se compose aussi de l'effort continu de milliers et de milliers de penseurs et de chercheurs qui ne se connaissent pas, qui pourtant se succèdent, dont chacun profite de l'effort de tous les autres et transmet aux autres, à ceux qui viendront après lui, le résultat de son propre effort.

Seulement, à ce travail séculaire, à ce travail qui avait été inconscient de lui-même, pendant tant de siècles, Jaurès pensait que c'était le Socialisme qui avait enfin révélé sa loi, enfin révélé sa fin, car il montrait quelle forme cet effort séculaire devait prendre en fonction d'une société donnée. Mais, en même temps qu'il expliquait cette société, en même temps que, rétroactivement, Jaurès rendait compe de tout l'effort passé, il rendait compte de ce qu'avaient fait avant nous nos pères, et avant nos pères, nos aïeux. Et, en ce sens, il expliquait, il justifiait toutes les grandes formes de la tradition. Et, en ce sens, il incarnait vraiment la tradition, car c'est un thème qui se retrouve souvent chez Jaurès ; il n'en est pas qu'il ait développé avec plus de force et plus d'âme. La véritable fidélité à une tradition, ce n'est pas de la préserver dans la forme matérielle que les accidents du passé lui ont donnée, lui ont imprimée, mais c'est de la prolonger dans son activité vivante en fonction du présent, en fonction de l'avenir.

C'est ce qu'il exprimait encore dans une image aussi célèbre que celles que je vous citais tout à l'heure, quand il répondait aux pharisiens de la tradition, à ceux qui veulent la conserver comme une chose morte, serrée dans ses bandelettes : «Nous en conservons la flamme, nous ne vous en avons laissé que la cendre».

Je crois qu'ici nous touchons à la synthèse suprême, nous touchons à l'effort dernier d'un esprit qui s'étendait, qui s'élevait constamment au-delà et au-dessus de lui-même.

Vous savez ce qu'a dit un jour M. Bergson : que dans la vie de tout grand homme, il y a deux périodes : la première où il est le maître, et la seconde pendant laquelle il est son propre disciple. Rien de pareil dans la vie de Jaurès. Il n'a jamais cessé un moment de demeurer son propre maître.

Et là-dessus, Mesdames et Messieurs, j'ai achevé. Si vous jugez qu'il y avait quelque chose de partial, de démesuré dans mon admiration, et je le répète, dans la piété qui animait mes paroles, je ne vous demande que de vous en faire juges ; lisez Jaurès, parcourez les premiers volumes de l'édition monumentale que sont en train de publier ses amis, considérez son rô-

le dans les affaires de son temps, consultez les témoignages, pas seulement de ceux qui l'ont aimé, mais même des indifférents ou des inconnus, même des adversaires – surtout des adversaires –, confrontez, je vous en prie, avec le spectacle de notre temps, la doctrine qui a été la sienne et qui est la nôtre.

Je voudrais avoir le bonheur d'éveiller du moins en vous cette curiosité et cette sympathie dans l'intelligence ; je voudrais l'avoir éveillée ou dans l'intelligence ou dans le cœur de quelques-uns d'entre vous. Je serais bien amplement payé de ma peine si j'y était parvenu.

Léon BLUM

archives-socialistes.fr

LÉON BLUM, CONFÉRENCIER, PARLE DE JAURÈS

Un théâtre des Champs-Élysées. La salle fait partie, en quelque sorte, des opulences classiques de Paris. Beaucoup d'élégances ont conquis la corbeille et l'orchestre. Il semble même que les femmes soient plus nombreuses que les hommes. Nul doute que cet homme, qui ne passe point pour se complaire aux fadaises des madrigaux, ne les attire par sa dureté même. C'est un monsieur qui vient du côté de chez Marx : il doit dire des choses énormes et qui font peur.

... Je crois que ces dames ont d'abord été déçues. Léon Blum ne leur a point donné de quoi satisfaire leur vice. Il n'a même pas daigné leur faire entendre les éclats de voix que l'on prête aux tribuns. L'heure étant venue, il a gagné sa place avec une sorte d'effacement hautain : si bien que son entrée a passé presque inaperçue.

Et aussitôt il s'est mis à parler d'une voix douce et d'une façon tellement simple, qu'on a pris cela, dans le premier instant, pour une espèce de timidité. D'un bout à l'autre de sa conférence, le causeur gardera le même ton, la même retenue. S'il en est un qui a délibéré non pas, certes, de tordre le cou à l'éloquence, mais de «revaloriser» cet admirable instrument de l'esprit, de lui rendre toute sa dignité en la débarrassant du bruit des mots, de la parade inutile des gestes, c'est bien Léon Blum. Avec lui, point d'exhibitions.

Son grand moyen, c'est l'immobilité. Le plus souvent, ses bras demeurent croisés, les coudes restant appuyés sur la table. Quant à son verbe, il a tiré toute sa beauté de la précision des termes et de la promptitude des phrases. Un discours de Léon Blum, c'est une course dans un stade : les mots ressemblent aux beaux athlètes nus : le mieux musclé, le plus rapide, c'est le meilleur.

Or, il est venu pour parler de Jaurès. L'esprit et la doctrine du maître disparu, il va les reconstruire comme un architecte construit un monument et un ingénieur sa machine. Mais n'allez point croire que ce serviteur de la raison pure se défende des mouvements du cœur. Ce n'est pas seulement avec «émotion», c'est avec «ferveur», avec «piété» qu'il évoque la haute image de Jaurès. Et quelle tristesse, quand il nous parle de sa mort : «Depuis ce jour néfaste, Jaurès n'a point cessé de s'élever devant nos yeux éton-

nés. Il a grandi, comme tous les hommes vraiment grands ; à mesure que notre regard pouvait prendre plus de recul : il était fait pour les perspectives de l'Histoire !».

Un silence a suivi ces paroles ... Un silence tout palpitant de regrets, et c'est tout.

Mais, un peu plus tard, Léon Blum exposera la doctrine socialiste ; il proclamera sans détour la nécessité de faire triompher l'Internationalisme dans le monde. A cette assistance élégante et qui comporte sans doute beaucoup d'adversaires, il ne va faire aucune concession. Dans ce moment, les dames qui étaient venues pour avoir un peu le frisson, ne seront plus dé-



çues. Parfois même, une houle traversera la salle. Mais Léon Blum ne cessera point de la dominer par sa mesure même, par cette pudeur d'esprit qui est sa marque personnelle.

Résumer, après Léon Blum, est impossible. Il comprime, contracte sa pensée avec tant de rigueur, qu'on ne saurait élaguer après lui. On se doit donc borner à faire un choix.

D'abord ce portrait de Jaurès : «Il n'avait rien d'imposant ; ou plutôt, il ne s'imposait point par le contact physique. Il était trapu, avec un aspect rude. Sa voix, presque rauque, monocorde, ne trouvait sa modulation que lorsqu'elle s'échauffait au feu de la discussion. Mais on ne saurait croire à quel point le mot de Stendhal, parlant de Napoléon, demeure juste, si l'on

Archives socialistes.fr

l'applique à Jaurès : «Une étonnante capacité d'attention, voilà le caractère très éminent de son génie». Comme le Bonaparte de Stendhal, Jaurès avait une extraordinaire faculté d'écouter et de comprendre. Parfois, une simple phrase ou un seul mot déterminait l'explosion de sa pensée ; alors on voyait jaillir de son esprit toute une floraison d'idées et de raisonnements ; et une énorme construction de l'esprit se bâtissait peu à peu devant les regards éblouis. C'est cette *fructification* de la pensée de Jaurès qui faisait le charme inouï de son commerce.

«Autre caractère essentiel de cette âme d'élite : sa «sainteté». Une pureté de cœur presque enfantine ; une absence totale de mobiles personnels ; pas d'ambitions, pas de besoins. Seule, la joie de se sentir en communion avec la multitude, seul, le hautain plaisir d'être le centre d'une action vivante, qui s'étend sans cesse autour de soi et, peu à peu, gagne le monde !".

Mais ici, écoutez comment s'exprime l'ironie de Léon Blum : «On s'est complu à montrer que Jaurès n'a pas toujours été socialiste. Certes, on a pu dire qu'au cours de la législature qui s'étendit de 1885 à 1889, il appartint au centre gauche. D'abord, cette légende l'irritait. Mais admettons-la. N'arrive-t-il point que les hommes politiques changent d'opinion ? Seulement, il y a deux sortes d'évolutions. Il y a les changements désintéressés, lorsqu'on suit, quoi qu'on y puisse perdre, la marche des idées. Volte-face intéressée, quand on se rapproche du pouvoir – et de ses profits. Ici palinodie, là évolution».

Et tout-à-coup, le ton change : «Au fond, Jaurès nourrissait, au profond de son cœur, une dilection secrète – presque ignorée de lui-même au début de sa carrière politique – pour l'idée socialiste. Le jour qu'il l'a découverte en lui, il n'a plus hésité. En sorte qu'il n'a pas changé : *mais il a grandi.* Et quels profits tira-t-il de cette évolution ? L'injure, la calomnie, l'assassinat !»...

«Mais il est un autre aspect, plus étonnant encore, du génie de Jaurès. Ce ne fut point un de ces «génies littéraires», qui suivent une route simple, un chemin droit, se contentent de la seule analyse, se satisfont du plaisir d'atteindre, paisiblement, de déduction en déduction, le but que la logique leur propose. Le génie de Jaurès fut un «génie synthétique, symphonique». Fondre en une seule harmonie toutes les discordances, mêler, dans le plus difficile des accords, les tendances contraires – ou en apparence opposées – voilà quelle fut toujours son ambition».

Et Léon Blum de citer, avec une sorte de jubilation, cette pensée de Pascal : *«Je n'admire pas chez un homme l'excès d'une vertu, si je n'y vois en même temps l'excès de la vertu opposée».*

«Que voilà bien tout Jaurès ! L'homme d'abord : toutes les richesses du lyrisme et toutes les rigueurs de la méthode cohabitent en lui. Or, il y a les hommes de pensée et de verbe ; et il y a les hommes d'action ; les uns, comme fatigués par l'effort même de leur pensée, agissent peu ; et souvent les hommes d'action pensent peu avant d'agir. *(Ici, des rires ont fusé dans la sal-*

le). Jaurès, lui, réunit les dons des uns et des autres».

Même volonté de symphonie dans l'action socialiste. Réformiste ? Révolutionnaire ? Il démontra que le socialisme est nécessairement révolutionnaire dans son action réformiste et nécessairement réformiste dans son action révolutionnaire.

Idée de patrie ? Internationalisme ? Pour lui, les États-Unis du Monde n'existeront un jour que si l'on y respecte les particularités, les originalités, les libertés de chaque patrie.

«Enfin, le Socialisme lui-même ne saurait être, d'une part, une construction logique, œuvre de savants et de théoriciens ; ni, d'autre part, un état sentimental, né de la colère ou de la pitié. Non : c'est le terme, la somme, le point de convergence, le lieu d'héritage de tout ce qui, depuis le commencement des peuples, fut capable de les mener au bonheur : art, science, vertu, beauté, bonté ...».

André GYBAL
Germinal

archives-socialistes.fr

Jeanne Blum

Jeanne Blum – Janot pour ses familiers et ses amis – est morte le 3 juillet 1982 dans sa maison du Clos des Mets, à Jouy-en-Josas. Elle était âgée de 82 ans.

Sa maison : ce fut aussi, après le retour de déportation, celle de Léon Blum qui y vécut les cinq années d'après-guerre.

On n'oubliera pas le courage dont Janot fit preuve pendant les années de guerre. Avec l'énergie qu'elle mettait à réaliser ses desseins, elle avait obtenu des autorités allemandes la possibilité de rejoindre Léon Blum à Buchenwald en juin 1943. *Le Dernier Mois,* bref récit de leurs ultimes semaines de captivité et de leur libération dans le Haut-Adige par des partisans italiens et par une compagnie de l'armée américaine, évoque souvent, par des retours en arrière, ce que fut leur vie commune dans l'épreuve pendant deux ans. Après tant d'années, on relit ces souvenirs avec la même émotion qu'au moment où ce récit fut publié.

Ni les ennuis de santé, ni les deuils les plus cruels – un fils tué au front dans les derniers mois d'opérations militaires en 1945, le second mort prématurément il y a deux ans – n'avaient diminué l'énergie et la soif d'activité de Janot. Elle avait créé à Jouy-en-Josas un centre de préformation pour le métier d'infirmière. Dans le même temps, elle avait préparé une thèse de doctorat qu'elle avait soutenue avec succès peu de temps avant sa mort.

Sa maison du Clos des Mets a été léguée au Syndicat intercommunal de Jouy-Vélizy qui, conformément au vœu de Janot, avec le concours de M. Jacques Toutain, maire de Jouy, préserve le cadre où Léon Blum a vécu ses dernières années.

Cécile Grunebaum-Ballin

Au moment où nous remettions les textes de ce cahier à notre imprimeur, nous avons appris la mort de Madame Grunebaum-Ballin. Elle allait avoir cent-un ans.

Elle avait tenu à être présente à l'inauguration de l'exposition consacrée à Léon Blum, le 18 décembre dernier, à l'hôtel Matignon. Elle était l'épouse de Paul Grunebaum-Ballin, Conseiller d'État, disparu en 1969. Ils avaient ensemble pris une part très active au mouvement pour l'amélioration des logements populaires. Elle avait été, de 1934 à 1939, secrétaire générale du centre laïque des auberges de jeunesse.

Tous deux avaient été, de longue date, des amis très intimes de Léon Blum.

Notre société adresse ses condoléances à Denis et Hélène Bergmann et à leur famille.

CAHIERS LÉON BLUM

Numéro 1 – Mai 1977

Présentation, par Robert VERDIER
Morale et politique, par Daniel MAYER
Les relations internationales et l'exercice du pouvoir pendant le Front Populaire, juin 1936-juin 1937, par René GIRAULT
Ce numéro est épuisé.

Numéro 2 et 3 – Décembre 1977-mars 1978

Contribution à l'histoire de la politique de la non-intervention
Sur les jugements de l'histoire, par Ernest LABROUSSE
A propos de la genèse de la non-intervention, par Daniel BLUMÉ
Documents
La non-intervention relâchée, par Daniel BLUMÉ
Témoignages recueillis (M. Alvarez del Vayo, G. Cusin)
Considérations rétrospectives, par Gaston CUSIN
Numéro double : 20 F.

Numéro 4 et 5 – Décembre 1978-mars 1979

Léon Blum et le journalisme
Léon Blum : un témoignage, par Pierre MENDÈS-FRANCE
Léon Blum éditorialiste, par Robert VERDIER
Il faisait confiance à l'homme, par Daniel MAYER
Léon Blum, directeur du «Populaire», par Henri NOGUÈRES
Dire ce qu'on pense et faire ce qu'on dit, par Jean FERNIOT
L'information et son commentaire, par Georges ALTMAN
Léon Blum à la radiodiffusion, par Henri NOGUÈRES
Numéro double : 20 F.

archives.socialistes.fr

Numéro 6, 7 et 8 – Décembre 1979-juillet 1980

La SFIO face aux défis de l'après-guerre (1944-1947)

Réunions du Comité directeur de la SFIO, de novembre 1944 à août 1946, présentées par Jean-Pierre RIOUX

Une expérience ministérielle : Daniel Mayer
Avant-propos par René GIRAULT
Entretien avec Daniel MAYER

Numéro triple : 30 F.

Numéro 9 – Mai 1981

Léon Blum, les socialistes et la politique pétrolière française

Présentation, par Robert VERDIER

Textes de discours prononcés par Léon Blum à la Chambre des Députés, présentés et annotés par André NOUSCHI

Le numéro : 20 F.

Numéro 10 – Décembre 1981

Le Populaire et le premier plan quinquennal soviétique

Oreste Rosenfeld, le premier plan quinquennal et la démocratie socialiste. Textes d'O. ROSENFELD présentés par René GIRAULT

Oreste Rosenfeld, par Robert VERDIER

Un inédit : un jugement d'un socialiste russe sur l'évolution de l'URSS : *Le plan quinquennal et la social-démocratie,* par Théodore DAN

Le numéro : 20 F.

Conditions d'abonnement : voir au dos de ce Cahier.

Pour recevoir l'un des numéros parus, s'adresser à la trésorière ; on peut aussi les trouver :

Librairie du Regard : 41, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris

Librairie Saint-Michel-Sorbonne : 20, rue de la Sorbonne, 75005 Paris

archives-socialistes.fr

L'ŒUVRE DE LEON BLUM

Tome I

Critique littéraire. Nouvelles Conversations de Goethe avec Eckermann. Premiers essais politiques et écrits de jeunesse (1891-1905)

Tome II

Du mariage. Critique dramatique. Stendhal et le beylisme. Conclusions au Conseil d'État (1905-1914)

Tome III

L'entrée dans la politique active. Le Congrès de Tours. De Poincaré au Cartel des Gauches. La Réforme gouvernementale (1914-1928)

Tome IV

Réparations et désarmement. Les problèmes de la paix. La montée des fascismes (1928-1934)

Tome V

Du 6 février au Front Populaire. Les lois sociales de 1936 La Guerre d'Espagne (1934-1937)

Tome VI

La fin du Rassemblement populaire. De Munich à la guerre. Souvenirs sur «l'Affaire» (1937-1940)

Tome VII

Mémoires. La Prison. Le Procès. La Déportation. A l'échelle humaine (1940-1945)

Tome VIII

Naissance de la IVe République. La Vie au Parti et la doctrine socialiste (1945-1947)

Tome IX

La Fin des alliances. La Troisième Force. Politique européenne. Pour la justice (1947-1950)

ÉDITIONS ALBIN MICHEL
22, rue Huyghens 75680 Paris Cedex 14
Chaque volume = 54,00 F

archive-socialiste.fr

JEAN JAURÈS

Bulletin de la Société d'Études Jaurésiennes
131, rue de l'Abbé Groult – 75015 Paris

N° 88 (janvier-mars 1983)

– M.A. SHENGLI : Jaurès et la Chine
– G.L. MARCHAL : Jaurès et Maurice de Guérin

Pour recevoir ce Bulletin ou s'abonner (45 F pour 4 numéros), pour adhérer à la Société d'Études Jaurésiennes (10 F), prière de s'adresser au secrétariat :

M. Gilles CANDAR
13, Résidence Opéra, rue Molière – 92160 Antony

archives-socialistes.fr

SOCIÉTÉ DES AMIS DE LÉON BLUM

Président : Robert VERDIER.
Secrétaire : Liliane PERREIN.

Siège social : chez la trésorière, Catherine MALAMOUD,
7, rue de la Cité Universitaire – 75014 Paris

COTISATIONS

Adhérent : 10 F par an. Membre fondateur : 20 F par an. Membre fondateur à vie : versement unique de 150 F.

Adresser la demande d'adhésion et un chèque au nom de la trésorière. C.C.P. : 17 037 94 F PARIS.

ABONNEMENT AUX CAHIERS LÉON BLUM

Il est indépendant de l'adhésion à la Société des Amis de Léon Blum.

Pour s'abonner aux Cahiers Léon Blum (un ou deux numéros par an ; abonnement pour 1983 : 40 F ; pour 1984 : 50 F), adresser la demande d'abonnement et un chèque à la trésorière.

archives-socialistes.fr

Composition et Impression
ARGRAPHIE 8, boulevard Jourdan – 75014 Paris
D.L. 2e trimestre 1983
Le directeur de la publication : L. Perrein.